VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

0. INFORMATION sur les délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2122-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30/03/2026, point n°2, portant sur les délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire,

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la parfaite information du Conseil Municipal quant aux actes pris par délégation,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_0-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

EXPOSÉ :

a) **Renouvellement des concessions funéraires communales**

Période du 21/08/2026 au 02/10/2026

Titre	Type de concession	Durée	Cimetière
ME-5578	concession	15	MERLEBACH
FR-6466	concession	30	FREYMING
ME-5579	concession	15	MERLEBACH
FR-6467	concession	30	FREYMING
ME-5581	concession	15	MERLEBACH
FR-6468	concession	15	FREYMING
ME-5582	concession	15	MERLEBACH
ME-5583	concession	15	MERLEBACH
HO-6469	concession	15	HOCHWALD
FR-6471	concession	15	FREYMING
HO-6470	concession	15	HOCHWALD
ME-5580	concession	50	MERLEBACH
FR-6472	concession	15	FREYMING
ME-5579	concession	15	MERLEBACH

b) **Délivrance de nouvelles concessions funéraires communales**

Période du 21/08/2026 au 02/10/2026

Titre	Type de concession	Durée	Cimetière
ME-COL-525	colombarium	30	MERLEBACH

c) **Registre des arrêtés**

74	16/09/2026	Arrêté Municipal portant abrogation de l'arrêté N° 2026/43
75	16/09/2026	Arrêté Municipal portant délégation de fonction et de signature à M. Christian SCHMID
76	16/09/2026	Arrêté Municipal portant délégation de fonction et de signature à M. Said AMEUR

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_0-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

d) État des marchés publics

Ville de FREYMING-MERLEBACH
DIRECTION TECHNIQUE

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE
A PRESENTER
AU CONSEIL MUNICIPAL DU 19/10/2026

Entreprise	Montant H.T.	Montant TTC	Opération	Date d'effet
KLEIN Guy	764 353,41 €	917 224,09 €	Aménagement du parvis étendu du lycée Ernest Cuvellette lot 1 : Travaux d'Infrastructure V.R.D.	07/09/2026
SDEL LUMIERE/CITEOS	104 453,27 €	125 343,92 €	Aménagement du parvis étendu du lycée Ernest Cuvellette lot 2 : Génie-électrique, Eclairage public/Vidéoprotection	04/09/2026
VERTECH SAS	230 498,84 €	276 598,61 €	Aménagement du parvis étendu du lycée Ernest Cuvellette lot 3 : Aménagements paysagers	08/09/2026
SIGNALISATION NOUVEL HORIZON	118 984,55 €	142 781,46 €	Aménagement du parvis étendu du lycée Ernest Cuvellette lot 4 : Signalisation de police/	08/09/2026

e) Convention logement de Freyming

Par convention en date du 5 octobre 2026, une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable a été conclue pour le logement situé dans l'enceinte du cimetière de Freyming.

La convention prendra effet à compter du 15 octobre 2026, pour une durée d'un an, renouvelable, sans que sa durée totale puisse excéder six années. La redevance mensuelle est fixée à 300 €.

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
Prend acte des informations communiquées.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_0-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2026

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité des membres présents,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Décide :

- D'adopter le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2026.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Procès-Verbal
DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 14 septembre 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 7 septembre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Anne ZAPP*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Christine FISTER, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Christian SCHMID, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS, Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents excusés :
M. Philippe CARRARA, Adjoint.
MM. Saïd AMEUR, Michaël BORY, Francis FRIEDRICH Conseillers Municipaux.

Ont donné procuration à des membres présents :
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI
M. Michaël BORY donne procuration à Mme Mélissa STABLO
M. Francis FRIEDRICH donne procuration à Mme Sonja ZIELKE

****

M. le Maire constate que le quorum est atteint et ouvre la séance.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 SEPTEMBRE 2026

0. INFORMATION sur les délégations accordées par le Conseil municipal au Maire
1. Approbation du Procès-Verbal de la séance du 22 juin 2026
2. Election d'un nouvel Adjoint au Maire suite à retrait de délégation
3. Décision Modificative n°2 - Budget Principal
4. Demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables
5. Renouvellement du contrat de la carte bancaire
6. Autorisation de principe relative au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un établissement multi-accueil à destination du jeune enfant sur le territoire communal
7. Versement de la subvention de l'Action Culturelle du Bassin Houiller Lorrain (ACBHL) à l'Office Culturel Communautaire (OCC)
8. Adhésion à l'Union des Maires de l'arrondissement de Forbach
9. Création d'un service intercommunal de police municipale sur le territoire de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)
10. Personnel Communal - Evolution du dispositif d'attribution des titres restaurant
11. Protection sociale complémentaire des agents de la collectivité – Tenue du débat obligatoire
12. Tableau des emplois permanents – Modifications
13. Projet de mise à disposition partielle d'un agent communal auprès de l'Association d'Action Sociale et Sportive du Bassin Houiller (A.S.B.H)
14. Accès au Parc à Bois – Adoption d'une convention entre la Ville et la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)
15. Travaux rue Saint Nicolas – Mise en œuvre d'une participation via fonds de concours auprès de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)
16. Beerenberg - Réseau de chaleur SODEVAR - Modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public suite aux travaux d'extension du réseau de chaleur
17. Acquisition auprès de VIVEST de la parcelle cadastrée section 8 n°435 – 1 rue de Grenoble
18. Convention de mandat de facturation des ventes de bois par l'Office National des Forêts (ONF)
19. Demande de subvention exceptionnelle présentée par l'association Orchestre d'accordéons DOLANC
20. Adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et la Batterie Fanfare de Freyming-Merlebach
21. Demande de subvention exceptionnelle présentée par l'école maternelle La Chapelle
22. Renouvellement de la convention de gestion de stade du Football Club Hochwald
23. Dénomination de la Maison de Quartier Hesselach

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Réunion du Conseil Municipal du 14 septembre 2026

Annexes

Point n°1 – Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2026

Point n°2 – Mise à jour du tableau des élus pour la préfecture suite à l'élection d'un nouvel Adjoint au Maire

Point n°5 – Carte d'achat – Conditions tarifaires 2026

Point n°9 – Délibération de la Communauté de Communes - Création d'un service intercommunal de police municipale sur le territoire de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)

Point n°11 – Annexe protection sociale complémentaire

Point n°13 – Projet de convention avec l'ASBH 2026

Point n°14 – Accès au Parc à Bois – Convention entre la Ville et la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)

Point n°17 – Plan acquisition parcelle VIVEST Beerenberg

Point n°18 – Convention de mandat de facturation des bois par l'ONF

Point n°20 – Convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et la Batterie Fanfare de Freyming-Merlebach

Point n°22 – Convention de gestion de stade entre la Ville et l'association « Football Club Hochwald »

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Réunion du Conseil Municipal du 14 septembre 2026

Liste des délibérations

Délibération n° 20260914_0 examinée le 14 septembre 2026 - INFORMATION sur les délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire **- le Conseil Municipal prend acte**

Délibération n° 20260914_1 examinée le 14 septembre 2026 - Approbation du Procès-Verbal de la séance du 22 juin 2026 - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_2 examinée le 14 septembre 2026 - Election d'un nouvel Adjoint au Maire suite à retrait de délégation - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_3 examinée le 14 septembre 2026 - Décision Modificative n°2 - Budget Principal - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_4 examinée le 14 septembre 2026 - Demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_5 examinée le 14 septembre 2026 - Renouvellement du contrat de la carte bancaire - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_6 examinée le 14 septembre 2026 - Autorisation de principe relative au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un établissement multi-accueil à destination du jeune enfant sur le territoire communal - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_7 examinée le 14 septembre 2026 - Versement de la subvention de l'Action Culturelle du Bassin Houiller Lorrain (ACBHL) à l'Office Culturel Communautaire (OCC) - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_8 examinée le 14 septembre 2026 - Adhésion à l'Union des Maires de l'arrondissement de Forbach - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_9 examinée le 14 septembre 2026 - Création d'un service intercommunal de police municipale sur le territoire de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM) - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_10 examinée le 14 septembre 2026 - Personnel Communal - Evolution du dispositif d'attribution des titres restaurant - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_11 examinée le 14 septembre 2026 - Protection sociale complémentaire des agents de la collectivité **- qui a donné lieu à débat - le Conseil Municipal prend acte**

Délibération n° 20260914_12 examinée le 14 septembre 2026 - Tableau des emplois permanents - Modifications - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_13 examinée le 14 septembre 2026 - Projet de mise à disposition partielle d'un agent communal auprès de l'Association d'Action Sociale et Sportive du Bassin Houiller (A.S.B.H) - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_14 examinée le 14 septembre 2026 - Accès au Parc à Bois – Adoption d'une convention entre la Ville et la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM) - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_15 examinée le 14 septembre 2026 - Travaux rue Saint Nicolas - Mise en œuvre d'une participation via fonds de concours auprès de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM) - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_16 examinée le 14 septembre 2026 - Beerenberg - Réseau de chaleur SODEVAR - Modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public suite aux travaux d'extension du réseau de chaleur - **Approuvée**

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Délibération n° 20260914_17 examinée le 14 septembre 2026 - Acquisition auprès de VIVEST de la parcelle cadastrée section 8 n°435 - 1 rue de Grenoble - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_18 examinée le 14 septembre 2026 - Convention de mandat de facturation des ventes de bois par l'Office National des Forêts (ONF) - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_19 examinée le 14 septembre 2026 - Demande de subvention exceptionnelle présentée par l'association Orchestre d'accordéons DOLANC - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_20 examinée le 14 septembre 2026 - Adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et la Batterie Fanfare de Freyming-Merlebach - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_21 examinée le 14 septembre 2026 - Demande de subvention exceptionnelle présentée par l'école maternelle La Chapelle - **Approuvée**

Délibération n° 20260914_22 examinée le 14 septembre 2026 - Renouvellement de la convention de gestion de stade du Football Club Hochwald – **Approuvée**

Délibération n° 20260914_23 examinée le 14 septembre 2026 - Dénomination de la Maison de Quartier Hesselach – **Approuvée**

Accusé de réception en préfecture
057-215702468-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Réunion du Conseil Municipal du 14 septembre 2026

Délibérations

Avant d'entamer l'ordre du jour, Monsieur le Maire indique qu'un exemplaire du 1er bulletin Municipal de la nouvelle mandature a été déposé à chaque Conseiller Municipal sur les tables. Il mentionne également qu'un carton d'invitation pour la Commémoration du « 50e anniversaire de la catastrophe du Puits de Vouters », prévue pour le 30 septembre prochain, a été distribué en complément du mail d'invitation. De plus, il informe que du matériel électoral (enveloppe, bulletin) est à disposition sur leurs pupitres pour le point relatif à l'élection d'un nouvel Adjoint.

****

20260914-0

0. INFORMATION sur les délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2122-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30/03/2026, point n°2, portant sur les délégations accordées par le Conseil Municipal au Maire,

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la parfaite information du Conseil Municipal quant aux actes pris par délégation,

EXPOSÉ :

a) Déclarations d'intention d'aliéner (DIA) – Renonciation au droit de préemption

Numéro	Parcelles dossier	Adresse terrain	Date de notification de la décision
DIA05724026V0089	S 20 P0888	Route de l'Hôpital	12/08/2026
DIA05724026V0088	S 20 P 0339	2A Place de la Gare	12/08/2026
DIA05724026V0087	S 19 P 0567	1 Rue Pasteur	12/08/2026
DIA05724026V0086	S 19 P 0565	1 Rue Pasteur	12/08/2026
DIA05724026V0085	S 24 P 0437	34 Rue de la Sarre	12/08/2026
DIA05724026V0084	S 06 P 0645	199 Avenue Raymond Poincaré	11/08/2026
DIA05724026V0083	S2 25 P 0415	10 Rue du Warndt	11/08/2026
DIA05724026V0082	S 13 P 0347	à côté du 8 Rue Murgue	10/08/2026
DIA05724026V0081	S 25 P 0371	32 Rue Briand	07/08/2026
DIA05724026V0080	S 06 P 0160	12 Rue Sainte Brigitte	31/07/2026
DIA05724026V0079	S 25 P 0415	10 Rue du Warndt	31/07/2026
DIA05724026V0078	S 09 P 251	Rue Jardins	28/07/2026
DIA05724026V0077	S 09 P 0234	4A Rue des Jardins	28/07/2026
DIA05724026V0076	S 02 P 0192	5 Impasse du Muguet	24/07/2026

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

DIA05724026V0075	S 19 P 1399	Rue Sainte Barbe	17/07/2026
DIA05724026V0074	S 13 P 0176	18B Rue Reumaux	16/07/2026
DIA05724026V0073	S 20 P 0126	22 Rue Abbe Heydel	23/07/2026
DIA05724026V0072	S 03 P 0298	16 Rue du Vieux Lavoir	30/06/2026
DIA05724026V0071	S 15 P 1308	135 Rue de Bretagne	22/06/2026
DIA05724026V0070	S 17 P 0133	16 Rue Gustave Charpentier	22/06/2026
DIA05724026V0069	S 20 P 0888	Route de l'Hôpital	18/06/2026
DIA05724026V0068	S 20 P 0888	Route de l'Hôpital	18/06/2026
DIA05724026V0067	S 20 P 0888	Route de l'Hôpital	18/06/2026
DIA05724026V0066	S 20 P 0339	2A Place de la Gare	18/06/2026
DIA05724026V0065	S 20 P 0339	2A Place de la Gare	18/06/2026
DIA05724026V0064	S 20 P 0339	2A Place de la Gare	18/06/2026
DIA05724026V0063	S 15 P 1442	128 Rue de Bretagne	18/06/2026
DIA05724026V0062	S 26 P 0562	Impasse des Hêtres	16/06/2026
DIA05724026V0061	S 25 P 0008	7 Rue Antoine de Saint-Exupéry	16/06/2026
DIA05724026V0060	S 16 P 0055	3 Rue de Forbach	12/06/2026
DIA05724026V0059	S 20 P 0561	31 Rue du Maréchal Foch	10/06/2026
DIA05724026V0058	S 25 P 0534	18 Rue Edouard Branly	10/06/2026
DIA05724026V0057	S 25 P 0545	42 Avenue de la Paix	10/06/2026
DIA05724026V0056	S 07 P 0849	2B Rue du Caveau	09/06/2026
DIA05724026V0055	S 23 P 0477	87 Rue de Serbie	09/06/2026
DIA05724026V0054	S 06 P 0526	175 Avenue Raymond Poincaré	08/06/2026
DIA05724026V0053	S 15 P 0290	49 Rue de Champagne	08/06/2026
DIA05724026V0052	S 20 P 0147 - 0367 - 0406 - 0404	6 Place de la Gare	08/06/2026
DIA05724026V0051	S 20 P 0787	21 Avenue Franklin Roosevelt	29/05/2026
DIA05724026V0050	S 27 P 0462 - 0463	34 Rue Nationale	29/05/2026
DIA05724026V0049	S 21 P 1090	13 Rue de Cagnac	29/05/2026

b) <u>Renouvellement des concessions funéraires communales</u>

Période du 18/05/2026 au 20/08/2026

Titre	Type de concession	Durée	Cimetière
ME-5559	concession	15	MERLEBACH
ME-5560	concession	30	MERLEBACH
ME-5561	concession	15	MERLEBACH
ME-5563	concession	15	MERLEBACH
ME-5564	concession	15	MERLEBACH
FR-6455	concession	15	FREYMING
FR-6454	concession	15	FREYMING
FR-6456	concession	30	FREYMING

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ME-5566	concession	30	MERLEBACH
ME-5565	concession	30	MERLEBACH
FR-6457	concession	50	FREYMING
ME-5568	concession	30	MERLEBACH
FR-6458	concession	15	FREYMING
FR-6457	concession	50	FREYMING
ME-5567	concession	50	MERLEBACH
ME-5569	concession	50	MERLEBACH
ME-5570	concession	30	MERLEBACH
ME-5572	concession	15	MERLEBACH
ME-5571	concession	50	MERLEBACH
ME-5573	concession	15	MERLEBACH
FR-6459	concession	15	FREYMING
FR-6460	concession	50	FREYMING
ME-5574	concession	30	MERLEBACH
HO-6462	concession	15	HOCHWALD
HO-6461	concession	15	HOCHWALD
HO-6464	concession	30	HOCHWALD
FR-6465	concession	15	FREYMING
FR-6463	concession	30	FREYMING
FR-5577	concession	30	MERLEBACH

c) Délivrance de nouvelles concessions funéraires communales

Période du 18/05/2026 au 20/08/2026

Titre	Type de concession	Durée	Cimetière
FR-COL-523	columbarium	30	FREYMING
ME-5562	concession	50	MERLEBACH
ME-COL-524	columbarium	30	MERLEBACH
ME-5575	concession	50	MERLEBACH
ME-5576	concession	30	MERLEBACH

d) Registre des arrêtés

63	16/06/2026	Arrêté Municipal portant interdiction d'accès à l'ancien Centre Commercial « Les Alliés »
64	22/06/2026	Arrêté Municipal portant aménagement de l'accueil dans les écoles primaires et élémentaires de la Commune
65	25/06/2026	Arrêté Municipal portant fermeture temporaire des équipements sportifs municipaux en raison d'un épisode de canicule

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

66	25/06/2026	Arrêté Municipal portant fermeture exceptionnelle du marché hebdomadaire à 11h00 le jeudi 25 juin 2026 en raison de l'épisode de canicule extrême
67	15/07/2026	Arrêté Municipal portant interdiction d'accès à la friche industrielle dite « Cuvelette »
68	03/07/2026	Arrêté Municipal portant interdiction des rassemblements d'individus susceptibles de troubler l'ordre public sur la voie publique (Rue du 5 décembre, Place du kiosque, Parking Rue du 5 décembre, Parking école primaire Elie Reumaux et complexe de tennis, abords du complexe de tennis – Rue du Wiselstein et site du boulodrome Sainte-Barbe)
69	16/07/2026	Délégation à un Adjoint au Maire Philippe CARRARA Arrêté municipal portant abrogation de l'arrêté n°2026/37
70	30/07/2026	Arrêté Municipal portant autorisation d'ouverture tardive
71	ANNULÉ	
72	03/08/2026	Arrêté Municipal fixant les horaires des agents d'entretien affectés dans les écoles maternelles et occupés sur des emplois à temps partiel de 75% (temps de travail annualisé)
73	19/08/2026	Arrêté Municipal portant interdiction des rassemblements d'individus susceptibles de troubler l'ordre public sur la voie publique (Place des Alliés, Parking de l'ancien Centre Commercial des Alliés et parvis de l'Espace GOUVY)

e) Informations financières

La collectivité a :

- Procédé au règlement de la cotisation 2026 au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) pour un montant de 1.320,00 €
- Cédé un micro tracteur acquis en 2011 pour un montant de 4 600 €.

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,
Prend acte des informations communiquées.

Accusé de réception en préfecture
057-215702400-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

20260914-1

1. Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2026

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :
- D'adopter le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2026.

20260914-2

2. Election d'un nouvel Adjoint au Maire suite à un retrait de délégation

M. le Maire fait part au Conseil Municipal du retrait des délégations de ses fonctions d'Adjoint au Maire à M. Philippe CARRARA en raison de sa mutation professionnelle géographique en dehors du territoire métropolitain en précisant qu'il continuera à siéger au Conseil Municipal en qualité de Conseiller Municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-4, L2122-7, L2122-7-1, L2122-7-2, L2122-15,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21/03/2026, point n°3, fixant le nombre d'Adjoints au Maire à huit,

Vu le Procès-Verbal d'installation du Conseil Municipal du 21/03/2026, point n°2 relatif à l'élection du Maire et des Adjoints,

Vu l'arrêté municipal n°37 du 31/03/2026 donnant délégation de fonction à M. Philippe CARRARA, dans le cadre de la politique scolaire municipale et des relations avec les administrations éducatives et de la coordination de l'accueil périscolaire,

Vu l'arrêté municipal n°69 du 16/07/2026 retirant les fonctions à M. Philippe CARRARA,

Considérant la vacance d'un poste d'Adjoint au Maire,

Considérant que pour assurer le bon fonctionnement des services, il est nécessaire de pourvoir le poste vacant d'un Adjoint,

Considérant que lorsqu'un poste d'Adjoint au Maire est vacant, le Conseil Municipal, en vertu de l'article L2122-10 du CGCT peut décider que le nouvel Adjoint occupera dans l'ordre du tableau, le même rang que l'élu remplacé,

Considérant que le nouvel Adjoint au Maire doit être choisi parmi les conseillers de même sexe que celui auquel il est appelé à succéder,

Considérant qu'en cas d'élection d'un seul Adjoint, celui-ci est élu au scrutin uninominal secret à la majorité absolue,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
A l'unanimité,

Décide :

- De pourvoir au remplacement du poste du 8ème Adjoint laissé vacant par le retrait des délégations de M. Philippe CARRARA ;
- De maintenir le nombre d'Adjoints au Maire à huit ;
- Que le nouvel Adjoint occupe dans l'ordre du tableau, le même rang à savoir le 8ème rang ;
- De procéder à l'élection du 8ème Adjoint au Maire suite au retrait au scrutin secret à la majorité absolue
    - Étant précisé que M. Pierre GEORGEON et Mme Laura JUNG sont désignés assesseurs

Monsieur le Maire procède à l'appel à candidature

Est candidat au poste d'Adjoint au Maire :
- M. Christian SCHMID

Il est procédé au déroulement des opérations de vote.

1er tour de scrutin

Sous la Présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire, le Conseil Municipal est invité à procéder à l'élection du nouvel Adjoint.

a) Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
b) Nombre de votants : 32
c) Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (article L66 du code électoral) : 0
d) Nombre de suffrages blancs : 2
e) Nombre de suffrages exprimés : 32
f) Majorité absolue : 17

NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
M. Christian SCHMID	30	Trente

M. Christian SCHMID ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, a été proclamé 8ème Adjoint et a été immédiatement installé.

Etant précisé :

- Que le nouvel Adjoint au Maire, M. Christian SCHMID, siègera dans les mêmes commissions que celles dans lesquelles M. Philippe CARRARA était placé jusqu'à présent,
- Que le nouvel Adjoint au Maire, M. Christian SCHMID percevra les mêmes indemnités que m. Philippe CARRARA, les indemnités des autres élus restent inchangées,
- Que le tableau des élus du Conseil Municipal sera modifié en conséquence de cette nouvelle élection et transmis au représentant de l'Etat dans le Département,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- Cette délibération sera transmise à M. le Sous-Préfet d'Arrondissement de Forbach-Boulay-Moselle.

20260914-3

3. Décision Modificative n°2 - Budget Principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales,

Vu le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n° 4 du 27 avril 2026 qui approuve le budget primitif 2026,

Considérant la nécessité pour la collectivité d'ajuster les crédits ouverts au budget,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- De se prononcer sur la décision budgétaire modificative n° 1 présentée ci-après à 128 620,00 € pour la section de fonctionnement et à 58 520,00 € pour la section d'investissement, étant rappelé que le niveau de vote est identique à celui retenu lors du vote du budget primitif (*au niveau du chapitre pour la section d'investissement, avec les chapitres « opérations d'équipement » sans vote formel sur chacun des chapitres*).

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Section de fonctionnement

Chap	Art	Libellé	Prév Budget	Ouverture	Réduction
Chapitre	**011**	**Charges à caractère général**	**338 980,00 €**	**66 000,00 €**	**- €**
011	60632	Fourniture de petit équipement	189 700,00 €	5 000,00 €	
011	6168	Autres primes d'assurance	27 580,00 €	3 000,00 €	
011	6227	Frais d'actes et contentieux	20 000,00 €	20 000,00 €	
011	6232	Fêtes et cérémonies	101 700,00 €	38 000,00 €	
Chapitre	**65**	**Autres charges de gestion courante**	**114 350,00 €**	**4 100,00 €**	**- €**
65	6541	Créances admises en non-valeur	500,00 €	200,00 €	
65	65811	Informatique en nuage	83 850,00 €	800,00 €	
65	65748811	Subventions culturelles	30 000,00 €	3 100,00 €	
Chapitre	**023**	**Virement à la section d'investissement**	**2 932 613,00 €**	**58 520,00 €**	**- €**
023	023	Virement à la section d'investissement	2 932 613,00 €	58 520,00 €	
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			3 385 943,00 €	128 620,00 €	- €
Chapitre	**74**	**Dotations et participations**	**5 600 000,00 €**	**128 620,00 €**	**- €**
74	74111	DGF Dotation forfaire	2 600 000,00 €	80 000,00 €	
74	741123	DSU	3 000 000,00 €	48 620,00 €	
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT			5 600 000,00 €	128 620,00 €	- €

Section d'investissement

Chap	Art	Libellé	Prév Budget	Ouverture	Réduction
Opération	**OPFI**	**Opération financière**	**- €**	**15 720,00 €**	**- €**
13	1328	Autres Subventions d'invest		15 720,00 €	
Opération	**OPNI**	**Opération non individualisée**	**248 000,00 €**	**32 800,00 €**	**12 000,00 €**
Chapitre	20	Immobilisations incorporelles	40 000,00 €	4 200,00 €	- €
20	2031	Frais d'études	40 000,00 €	4 200,00 €	
Chapitre	21	Immobilisations corporelles	208 000,00 €	28 600,00 €	12 000,00 €
21	21312	Bâtiments scolaires	143 000,00 €		12 000,00 €
21	21318	Autres bâtiments publics	65 000,00 €	13 100,00 €	
21	215731	Matériel roulant		9 000,00 €	
21	2188	Autres immobilisations corporelles	- €	6 500,00 €	
Opération	**OPFI**	**Opération financière**	**20 000,00 €**	**22 000,00 €**	**- €**
Chapitre	27	Autres immobilisations financières	20 000,00 €	22 000,00 €	- €
27	275	Dépôts et cautionnements versés	20 000,00 €	22 000,00 €	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT			268 000,00 €	70 520,00 €	12 000,00 €
Opération	**OPFI**	**Opération financière**	**2 932 613,00 €**	**58 520,00 €**	**- €**
Chapitre	021	Virement de la section de fonctionnement	2 932 613,00 €	58 520,00 €	- €
021	021	Virement de la section de fonctionnement	2 932 613,00 €	58 520,00 €	- €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT			2 932 613,00 €	58 520,00 €	- €

Débats :

M. ZIMMER souhaite obtenir des précisions concernant le chapitre 20 relatif aux frais d'études.

Monsieur le Maire précise qu'une enveloppe initiale de 20 000 € avait été prévue à ce titre. Une somme supplémentaire de 4 200 € est inscrite pour financer une étude relative à l'opération de végétalisation et de désimperméabilisation de la cour de l'école maternelle du Centre.

Il rappelle que cette opération, initialement prévue au printemps prochain, a été engagée plus rapidement que prévu, notamment en lien avec le CAUE, dont l'adhésion a été approuvée lors du précédent Conseil municipal.

Monsieur le Maire indique que la première phase de l'étude débutera dans les prochaines semaines et associera notamment le CAUE, les enseignants et les parents d'élèves. Elle aura pour objectif de repenser et de réaménager la cour de l'école afin de mieux répondre aux problématiques liées notamment aux fortes chaleurs.

Il précise que cette école constituera le premier site expérimental de cette démarche de requalification. Les 4 200 € correspondent ainsi à la participation versée au CAUE pour la réalisation de cette étude.

20260914-4

4. Demande d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Considérant la demande du Service de Gestion Comptable concernant l'admission de non-valeur d'une liste de créances irrécouvrables, soit en raison du faible montant (inférieur au seuil de poursuite), soit en raison d'une combinaison infructueuse d'actes, pour une somme totale de 671,24 €,

Accusé de réception en préfecture
057-215702403-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

- D'autoriser les admissions en non-valeur des titres transmis pour le montant total de 671,24 € ;
- D'habiliter M. le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document y relatif.

20260914-5

5. Renouvellement du contrat de la carte bancaire

Attendu que le principe de la carte d'achat est de déléguer aux utilisateurs l'autorisation d'effectuer directement auprès des fournisseurs les commandes de biens ou de services nécessaires à l'activité des services en leur fournissant un moyen de paiement, offrant toutes les garanties de contrôle et de sécurité pour la maîtrise des dépenses publiques,

Considérant que le Conseil Municipal dans sa séance du 27 février 2023 avait décidé de doter la commune d'une carte d'achat public, autorisé par Décret 2004-1144 du 26/10/2004. Le contrat souscrit auprès de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe est arrivé à son échéance,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

- D'autoriser le renouvellement de la carte d'achat public auprès de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 36 mois ;
- D'accepter les conditions tarifaires s'y rapportant (en annexe de la délibération) ;
- D'habiliter M. le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document y relatif.

20260914-6

6. Autorisation de principe relative au lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un établissement multi-accueil à destination du jeune enfant sur le territoire communal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants,

Vu la Convention Territoriale Globale signée pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030,

Vu la politique menée par la Commune en faveur de la petite enfance, de l'accompagnement des familles et de l'attractivité du territoire,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Vu les besoins identifiés ou susceptibles d'être identifiés en matière d'accueil des jeunes enfants sur le territoire communal,

Considérant les récents échanges entre la Commune, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Moselle ainsi que les services de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF),

Considérant le dispositif présenté par la CAF de la Moselle et la CNAF permettant un accompagnement financier renforcé tant en investissement qu'en fonctionnement pour le porteur de projet,

Vu la possibilité pour la CAF de la Moselle de lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) visant à favoriser la création ou le développement d'une offre d'accueil collectif du jeune enfant,

Considérant le taux de couverture pour l'accueil du jeune enfant sur le territoire communal et la nécessité pour la Ville de poursuivre et renforcer sa politique en faveur des familles et de la petite enfance,

Considérant que l'offre d'accueil des jeunes enfants constitue un service essentiel pour répondre aux besoins des familles, favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et contribuer à l'attractivité résidentielle et économique de la Commune,

Considérant l'intérêt d'étudier la création, sur le territoire communal, d'un établissement d'accueil du jeune enfant de type multi-accueil, permettant de proposer différentes modalités d'accueil, notamment régulier et occasionnel, adaptées aux besoins des familles,

Considérant que la démarche envisagée nécessitera de disposer d'un diagnostic précis des besoins du territoire, d'étudier les conditions techniques, financières et réglementaires de réalisation du projet et d'évaluer les modalités de fonctionnement et de gestion envisageables,

Considérant que la participation de la Commune à un Appel à Manifestation d'Intérêt porté par la CAF permettrait d'engager cette réflexion en partenariat avec les institutions et acteurs compétents de la petite enfance,

Considérant que cette démarche ne constitue pas, à ce stade, une décision définitive de création de l'établissement, laquelle devra faire l'objet d'une délibération ultérieure du Conseil Municipal, notamment au regard des résultats des études, du coût du projet, des financements mobilisables et des modalités de gestion retenues,

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de Mme Christine FISTER, Adjointe et rapporteure,
Après débats,
À l'unanimité,
Prend acte des informations communiquées.

et

Décide :

- D'approuver le principe d'engager une réflexion visant à permettre la création, sur le territoire de la Commune, d'un établissement d'accueil du jeune enfant de type multi-accueil, destiné à répondre aux besoins des familles en matière d'accueil des enfants en bas âge ;
- D'autoriser la Commune à se porter candidate, en qualité de porteur de projet, dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt susceptible d'être lancé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Moselle pour la création ou le développement d'une offre d'accueil collectif du jeune enfant sur le territoire communal ;

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- D'autoriser Monsieur le Maire à engager et poursuivre, nés, les démarches nécessaires à l'étude du projet, notamment en matière de diagnostic des besoins, de dimensionnement de l'équipement, de recherche et d'étude du site d'implantation, de programmation, de financement et de modalités de fonctionnement et de gestion ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter la Caisse d'Allocations Familiales, les services de la Protection Maternelle et Infantile, ainsi que tout autre partenaire institutionnel ou financier susceptible de contribuer à la définition et au financement du projet ;
- De préciser que la présente délibération constitue une autorisation de principe permettant l'engagement de la démarche et la participation à l'Appel à Manifestation d'Intérêt et ne vaut pas décision définitive par la Commune en tant que porteur de projet de création, de construction ou d'ouverture d'un établissement d'accueil du jeune enfant.

La décision définitive relative à la réalisation du projet, à son dimensionnement, à son implantation, à son coût, à son plan de financement et à son mode de gestion fera l'objet, le moment venu, d'une ou plusieurs délibérations spécifiques du Conseil Municipal.

- De préciser que la Commune, dans le cadre du lancement par la CAF de la Moselle d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour la création d'un multi-accueil avec une offre de financement renforcé, s'engage à soutenir le projet qui s'établirait sur le territoire communal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à accomplir toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à signer tout document relatif à la candidature de la Commune à l'Appel à Manifestation d'Intérêt ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer tous les documents y relatifs.

Débats :

Monsieur ZIMMER demande si ce point n'aurait pas dû être examiné en commission au préalable.

Monsieur le Maire précise que rien n'est encore figé ou acté, et que l'objectif est d'exprimer l'intérêt de la Commune pour se positionner sur l'implantation d'un multi-accueil sur le territoire communal. La décision finale, rappelle-t-il, revient à la Caisse Nationale d'Allocations Familiales à Paris.

Monsieur ZIMMER exprime sa satisfaction quant à ce projet et demande des précisions concernant la durée du projet, notamment le délai jusqu'à l'ouverture de la nouvelle structure.

Monsieur le Maire explique que la procédure débuter en début d'année prochaine, et que les travaux suivront. La Direction Technique et la Direction Aménagement et Urbanisme identifient déjà des sites potentiels. Si la Commune est retenue, plusieurs terrains seront proposés à la Protection Maternelle et Infantile (PMI). Le processus s'enchaînera rapidement, avec une nouvelle.

Monsieur ZIMMER demande la signification de l'acronyme AMI.

Monsieur le Maire explique qu'il s'agit d'un Appel à Manifestation d'Intérêt, signalant que la Commune est prête à se lancer dans ce projet et à le mettre en œuvre.

Monsieur le Maire précise également que rien n'est encore arrêté, ni en ce qui concerne l'emplacement, ni la capacité d'accueil. Il mentionne qu'il est possible, si les conditions sont favorables, d'augmenter progressivement le nombre de places d'accueil, avec un potentiel pouvant atteindre 35 places, correspondant à environ 50 enfants inscrits.

Accusé de réception en préfecture
057-215702082-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

20260914-7

7. Versement de la subvention de l'Action Culturelle du Bassin Houiller Lorrain (ACBHL) à l'Office Culturel Communautaire (OCC)

Considérant la dissolution du syndicat culturel ACBHL auquel la Commune adhérait,

Attendu que ce syndicat avait prévu d'attribuer une subvention à l'Office Culturel Communautaire de l'espace GOUVY au titre de ses activités,

Considérant que la dissolution du syndicat ne permet plus d'effectuer ce versement,

Attendu que pour maintenir le soutien financier et de ne pas pénaliser les actions culturelles de cette association, la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM) propose à chaque commune jusqu'alors membre de l'ACBHL de verser à l'Office Culturel Communautaire (OCC) la participation 2026 initialement destinée à l'ACBHL,

Attendu que le montant s'élève à 11 828,88 € et fait l'objet d'un reversement à la Commune au travers de la dotation de solidarité.

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de Mme BEAUVAIS, Adjointe et rapporteure,
À l'unanimité,

Décide :

- D'accepter le versement de cette subvention d'un montant de 11 828,88 € à l'Office Culturel Communautaire pour l'année 2026 ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

20260914-8

8. Adhésion à l'Union des Maires de l'arrondissement de Forbach

Attendu que l'Union des Maires de l'Arrondissement de Forbach (UMAF) est une association locale dont le siège social se situe à l'Hôtel de ville de Forbach,

Attendu que l'association a pour ambition d'accompagner les élus locaux, favoriser les échanges d'expériences et défendre les intérêts de nos collectivités. Depuis cette année, des permanences juridiques assurées par un avocat du barreau de Metz et expert en droit public, sont mises en place dans différentes communes de l'arrondissement,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

- D'adhérer à l'Union des Maires de l'Arrondissement de Forbach à compter de 2026 et de verser la cotisation d'un montant de 425,00 €.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

9. Création d'un service intercommunal de police municipale sur le territoire de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach

Considérant que la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM) souhaite renforcer la sécurité et la tranquillité publique sur son territoire en mutualisant les moyens humains et matériels entre les communes membres. Dans ce cadre, la C.C.F.M. a proposé la création d'une police intercommunale, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,

Attendu que cette démarche s'inscrit dans une volonté d'offrir une réponse aux enjeux de sécurité locale. La création de cette police intercommunale, avec un effectif initial de deux agents, permettra d'assurer une présence visible et réactive sur l'ensemble du territoire, tout en optimisant les coûts pour les communes membres,

Attendu que cette initiative répond également à une demande croissante des habitants du territoire de l'intercommunalité en matière de prévention et de proximité,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-9-2 et L.5211-9-2-1,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.511-1 à L.515-1,

Vu les statuts de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach,

Vu la délibération de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (C.C.F.M.) du 03 juillet 2026 portant création d'un service intercommunal de police municipale sur le territoire de la C.C.F.M.,

Considérant que les dispositions de l'article L.5211-9-2 du C.G.C.T. autorisent le recrutement et la gestion de policiers municipaux par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre,

Considérant que dans cette situation, les agents de police exercent leurs missions sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune sur le territoire de laquelle ils interviennent,

Considérant que les Maires conservent l'intégralité de leurs pouvoirs de police générale et les pouvoirs de police spéciaux non transférés (Habitat et Voirie),

Considérant que la Communauté de Communes a décidé de créer un service de police intercommunale dont les principales caractéristiques sont ci-dessous reprises :

Article 1 – Création du service
Il est créé un service de police intercommunale au sein de la Communauté de communes de Freyming-Merlebach, le service sera basé dans les locaux de la commune de Seingbouse, centre géographique de la CCFM.

Article 2 – Communes bénéficiaires
Le service pourra exercer ses missions sur le territoire des communes ayant approuvé son adhésion au dispositif par délibération concordante au plus tard le 03 octobre 2026.

Article 3 – Missions
Le service sera chargé d'assurer les missions définies à l'article L.511-1 du Code de la sécurité intérieure en étroite collaboration avec les Maires notamment :

- *La surveillance générale du territoire ;*
- *La protection de l'environnement, et l'appui aux communes ;*

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- *La prévention des troubles à l'ordre public ;*
- *La médiation et le dialogue avec les habitants ;*
- *La participation aux dispositifs de sécurité locale en coordination avec les forces de l'État.*

Article 4 – Organisation
Les deux premiers agents qui composeront le service seront recrutés, gérés et rémunérés par la Communauté de communes.

Article 5 – Effectifs
Les emplois nécessaires au fonctionnement du service seront créés par délibération communautaire distincte modifiant le tableau des effectifs.

Article 6 – Armement et équipements
Les agents pourront être dotés des équipements et armements autorisés par la réglementation en vigueur après accomplissement des formalités administratives nécessaires et autorisation préfectorale.

Article 7 – Convention de coordination
Une convention de coordination entre le service de police municipale intercommunale et les forces de sécurité de l'État sera conclue conformément aux dispositions du Code de la sécurité intérieure.

Article 8 – Convention de fonctionnement
Une convention déterminera les modalités d'organisation du service, la répartition des interventions, les moyens mis à disposition ainsi que les modalités financières entre l'EPCI et les communes adhérentes.

Article 9 – Budget
Les crédits nécessaires seront inscrits au budget communautaire.

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable du Comité Social et Territorial réuni le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. Pascal SOSNA, Adjoint et rapporteur,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- D'approuver la création d'un service intercommunal de police municipale ;
- De préciser que la Commune de Freyming-Merlebach conserve en tout état de cause sa police municipale qui co-existera avec le service intercommunal ;
- De préciser que l'articulation entre les missions de la Police Municipale de Freyming-Merlebach et le service intercommunal de la CCFM fera l'objet d'une convention spécifique ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

Débats :

M. ZIMMER demande si l'accord conclu avec la commune voisine est toujours en vigueur.

Monsieur le Maire précise que la convention conclue avec la Commune et la Communauté de Communes, relative à la mise à disposition de deux policiers, avait été établie pour une durée

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

déterminée. Cette convention a été renouvelée puis prolongée, avant d'arriver à échéance le 30 juin dernier. Elle n'est donc plus en vigueur à ce jour.

20260914-10

10. Personnel Communal - Evolution du dispositif d'attribution des titres restaurant

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L732-2,

Vu le Code du Travail et notamment les articles R.3262-1 à R.3262-11,

Vu le Code de la Sécurité Sociale,

Vu le Code Général des Impôts,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 février 2023, point n°7, relative à la mise en place du dispositif d'attribution des titres-restaurant,

Considérant la volonté de la collectivité de poursuivre le développement et la promotion de l'action sociale en faveur de son personnel en faisant évoluer ce dispositif,

Considérant qu'il convient de porter le plafond annuel d'attribution à 220 titres par an et par agent, à raison d'un titre par jour effectivement travaillé, sous réserve du respect de certaines conditions,

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable du Comité Social et Territorial réuni le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

Avec effet au 1er janvier 2027 :

- D'attribuer un titre-restaurant par jour effectivement travaillé, dans la limite maximum de 220 titres-restaurant par an et par agent, sous réserve du respect des conditions suivantes :
  - L'attribution d'un titre-restaurant s'effectue à raison d'un seul titre par jour effectivement travaillé, lorsque le repas est compris dans l'horaire journalier de travail,
  - Les journées de travail ne comportant pas de pause méridienne n'ouvrent pas droit à titre-restaurant,
  - En cas d'absence, quel qu'en soit le motif (congé annuel, RTT, maladie, récupération d'heures supplémentaires, etc.), aucun titre-restaurant ne pourra être attribué,
  - L'agent souhaitant bénéficier du dispositif s'engage pour toute l'année civile. L'adhésion demeure facultative.
- De préciser que les bénéficiaires sont :
  L'ensemble des agents (titulaires, stagiaires, contractuels), ainsi que les stagiaires sous convention et les personnes en formation professionnelle ;
- De conserver la valeur faciale du titre-restaurant à 8,00 € ;
- De maintenir la participation de l'employeur à 60% de la valeur faciale, soit 4,80 € à la charge de la commune et 3,20 € à la charge de l'agent ;
- D'inscrire, chaque année, au budget communal, les crédits nécessaires à la mise en œuvre du dispositif, en lien avec les effectifs bénéficiaires ;

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à la présente délibération.

20260914-11

11. Protection sociale complémentaire des agents de la collectivité – Tenue du débat obligatoire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 827-1 à L. 827-12,

Vu la loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique,

Vu le décret 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu le décret n° 2022-708 du 26 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale,

Considérant qu'en application de l'article L. 827-12 du Code Général de la Fonction Publique, dans les six mois suivant leur renouvellement général, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale,

Précisant que ce débat ne donne pas lieu à un vote de l'assemblée délibérante.
En préambule, M. le Maire rappelle la définition des notions de « santé » et de « prévoyance » dans le cadre de la protection sociale complémentaire des agents :

SANTE :
La complémentaire santé est destinée à prendre en charge tout ou partie des dépenses de santé restant à la charge de l'agent après remboursement de la Sécurité Sociale (mutuelle santé).

PREVOYANCE :
La prévoyance est destinée à compenser la perte de rémunération résultant d'un arrêt de travail pour maladie, invalidité ou incapacité (maintien de salaire).

Le document, ci-annexé, présente le cadre juridique applicable, les dispositifs actuellement mis en œuvre par la collectivité ainsi que les évolutions réglementaires à venir en matière de protection sociale complémentaire des agents.

Le Conseil Municipal,

M. le Maire après avoir exposé le point, déclare le débat ouvert au sein du Conseil Municipal,
Après débats,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Prend acte de la tenue du débat obligatoire sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Débats :

M. ZIMMER demande si cette mesure est applicable immédiatement.

Monsieur le Maire précise qu'elle est déjà appliquée et que l'objet de la présente délibération est de répondre à l'obligation de tenir un débat sur le sujet.

Il précise que la participation de la Ville de Freyming-Merlebach en faveur de ses agents, tant au titre de la santé que de la prévoyance, est actuellement supérieure aux seuils minimaux prévus.

20260914-12

12. Tableau des emplois permanents – Modifications

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses dispositions fixées aux article L. 313-1 et suivants,

Vu le tableau des emplois et des effectifs actuels de la commune,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer le tableau des emplois de la collectivité et de l'adapter en fonction de l'organisation de ses services,

Considérant que les besoins du service nécessitent la modification du tableau des emplois permanents en raison notamment des évolutions de carrière et des prévisions de recrutements,

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- De créer, au tableau des emplois permanents, les postes suivants :
  - Filière Administrative :
    - Un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe
    - Un poste de rédacteur principal de 2ème classe
  - Filière Technique :
    - Un poste d'agent de maîtrise
  - Filière Sociale :
    - Un poste d'ATSEM principal de 2ème classe à temps non complet 26/35ème

De préciser qu'en cas de recherche infructueuse de fonctionnaires, ces emplois pourront être pourvus par des agents contractuels conformément aux articles L. 332-8 à L. 332-14 du Code Général de la Fonction Publique.
La rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du grade correspondant, en fonction des qualifications et de l'expérience professionnelle du candidat retenu.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- D'inscrire au budget les crédits nécessaires aux dépenses de personnel correspondantes.

Débats :

M. SANAVIO demande s'il existe une bourse des emplois permettant aux agents de la collectivité de prendre connaissance des postes susceptibles d'être ouverts en interne.

Monsieur le Maire confirme que les recrutements sont ouverts à la fois aux candidatures internes et externes.

M. SANAVIO demande si ces offres sont affichées pour que les personnes puissent en prendre connaissance.

Monsieur le Maire précise que les offres d'emploi sont publiées sur le site officiel de la Ville ainsi que sur les supports du Centre de gestion, conformément aux obligations réglementaires.

Il indique également que les ouvertures de postes sont communiquées en interne lors des réunions des chefs de service, afin que les responsables puissent en informer leurs agents.

Monsieur le Maire rappelle par ailleurs que certains postes peuvent faire l'objet d'une promotion interne, notamment lorsqu'un agent en poste depuis plusieurs années remplit les conditions permettant une nomination au grade correspondant.

20260914-13

13. Projet de mise à disposition partielle d'un agent communal auprès de l'Association d'Action Sociale et Sportive du Bassin Houiller (A.S.B.H)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L512-12 à L512-18,

Vu le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2025, point n°29, relative à l'adoption de la convention de gestion et d'animation avec l'A.S.B.H. (Association d'Action Sociale et Sportive du Bassin Houiller),

Attendu que pour faciliter le fonctionnement de l'A.S.B.H., il est proposé d'apporter l'aide d'un agent d'animation dans le cadre du développement des activités assurées auprès des enfants durant le temps périscolaire,

Considérant que l'animatrice relevant de la Direction Jeunesse et Sports, présente le profil requis pour une proposition de mise à disposition partielle auprès de l'A.S.B.H.,

Considérant que, dès lors que le principe de remboursement de la rémunération est respecté, l'assemblée délibérante doit être informée du projet de mise à disposition,

Attendu que le projet de mise à disposition prévoit le remboursement de la rémunération de l'agent, ainsi que les cotisations et contributions y afférentes,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable du Comité Social et Territorial réuni le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- D'adopter le projet de mise à disposition partielle auprès de l'A.S.B.H. (Association d'Action Sociale et Sportive du Bassin Houiller), de l'animatrice affectée à la Direction Jeunesse et Sports, dans les conditions fixées par le projet de convention de mise à disposition ci-annexé, et notamment :
    - Date d'effet : 15 septembre 2026
    - Durée : 3 ans (trois ans)
    - Durée hebdomadaire : 10 heures par semaine (les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 15 H 30 à 18 H 00, uniquement durant la période scolaire)
    - Remboursement de la rémunération inscrit en recettes du budget primitif.
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

Débats :

M. ZIMMER demande des prévisions sur l'affectation de l'agent aux activités périscolaires.

Monsieur le Maire explique que l'agent continuera d'être affecté au périscolaire dans le même établissement, en complément de ses activités habituelles au sein de la Direction Jeunesse de la Ville qui gère également le temps extrascolaire via les activités des « Petits Costauds ».

20260914-14

14. Accès au Parc à Bois – Adoption d'une convention entre la Ville et la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)

Attendu que dans le cadre des projets de réalisation du lotissement « Parc à Bois » et de renaturation de la Carrière, il sera nécessaire de réaliser un accès sécurisé de ces lieux à partir de la route départementale 26 (RD26),

Attendu qu'Il est envisagé d'aménager cet accès à hauteur des deux rampes existantes,

Considérant qu'à cet effet, il s'avère nécessaire de réaliser l'étude de conception générale du projet et d'assurer le suivi de la réalisation des travaux,

Attendu que le coût de la maitrise d'œuvre, pour les études de conception générale du projet (PRO) jusqu'aux opération de réception (AOR) est évalué à 27 525,00 € H.T. soit 33 030,00 € T.T.C,

Considérant qu'il est proposé que la répartition financière du cout de la maîtrise d'œuvre soit la suivante :

- Une égale répartition entre la Ville et la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM) fixée à 50% du coût final des phases PRO à AOR selon la facture émise par le maître d'œuvre à l'issue du Décompte Général Définitif (DGD) validée conjointement par les services de la Commune de FREYMING-MERLEBACH et de la Communauté de Communes de FREYMING-MERLEBACH.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

De préciser que le contrôle de la réalisation de la mission de l'avant-projet sommaire et sa conformité au projet sera assurée par la Direction Technique de la Commune.

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes des Commissions des Travaux, ainsi que des Finances réunies respectivement les 10 et 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. SCHMITT, Adjoint et rapporteur,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- D'adopter la convention, à conclure entre la Ville et la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach, relative à la prise en charge de l'étude de conception générale du projet et du suivi des travaux d'aménagement du carrefour d'accès au Parc à Bois et à la Carrière depuis la Route Départementale 26 (CD26) ;
- De prendre en charge les frais inhérents à cette convention ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

Débats :

M. ZIMMER indique qu'étant absent lors de la commission des travaux, il souhaite obtenir des précisions sur le fonctionnement des accès prévus au niveau de la première rampe.

Monsieur le Maire invite M. SCHMITT à présenter le plan du projet.

M. SCHMITT précise que la voie d'accès existante a été conservée. Le projet retenu prévoit un accès direct depuis Freyming-Merlebach en direction de L'Hôpital, ainsi qu'une double voie permettant l'entrée et la sortie du côté de L'Hôpital.

M. ZIMMER demande si, depuis la double voie, les usagers devront effectuer un demi-tour au niveau du rond-point pour se diriger vers Merlebach.

M. SCHMITT indique qu'un tourne-à-gauche en direction de Merlebach est prévu, permettant ainsi un accès direct sans détour.

Monsieur le Maire rappelle que plusieurs études avaient été réalisées sur ce projet au cours du précédent mandat. Le projet retenu apparaît comme le plus réalisable, le plus sécurisé et le plus adapté. Il souligne également qu'il contribuera à l'attractivité du projet de lotissement du Parc à Bois, en facilitant et sécurisant l'accès aux futurs terrains à bâtir.

Monsieur ZIMMER aimerait connaître le calendrier de réalisation des travaux.

M. SCHMITT indique que le projet est actuellement en phase de finalisation. Les marchés pourraient être lancés au premier trimestre de l'année prochaine, sous réserve de leur approbation.

20260914-15

15. Travaux rue Saint Nicolas – Mise en œuvre d'une participation via fonds de concours auprès de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach (CCFM)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5214-16 V,

Accusé de réception en préfecture
057-215702401-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Vu l'opération de réalisation de travaux « Rénovation des réseaux d'eaux usées de la rue Saint Nicolas à Freyming-Merlebach engagée par la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach »,

Attendu que dans le cadre des travaux de remplacement de la conduite principale d'assainissement réalisés par la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach dans la rue Saint Nicolas comprenant une réfection des enrobés en demi chaussée, la Ville a souhaité profiter de cette opération pour rénover intégralement le tapis d'enrobé en pleine largeur de chaussée et implanter un plateau ralentisseur surélevé à proximité du n°40 rue Saint Nicolas,

Attendu que le coût provisoire de ces travaux, après ouverture des plis, y compris maitrise d'œuvre est établi à 72 155,00 € H.T. soit 86 586,25 € T.T.C,

Attendu qu'il est proposé à la Ville de contribuer financièrement à ces travaux via fonds de concours dont le montant sera arrêté à l'établissement du décompte général et définitif,

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes des Commissions des Travaux, ainsi que des Finances réunies respectivement les 10 et 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. SCHMITT, Adjoint et rapporteur,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- D'accepter le principe et le versement d'un fond de concours au bénéfice de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach, relative à la réalisation des travaux de rénovation des tapis d'enrobés en demi chaussée restante ainsi que la création d'un plateau surélevé ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

Débats :

M. ZIMMER souligne que, comme évoqué lors du Conseil Communautaire, il s'agit d'une opération intéressante, mais souhaite obtenir des précisions sur le calendrier des travaux, notamment concernant l'avancée des travaux dans la rue Saint Nicolas.

Monsieur le Maire indique que ces travaux sont en cours d'achèvement et invite M. SCHMITT à préciser le calendrier prévisionnel.

M. SCHMITT précise que les travaux devraient être terminés dans un délai d'environ un mois. Il rappelle que l'un des enjeux principaux était de maintenir l'accès au lycée lors de la rentrée scolaire, ce qui a été respecté. Il reconnaît que le plan de circulation est actuellement contraignant, mais précise qu'il n'était pas possible de procéder autrement. La circulation devrait être rétablie dans son fonctionnement normal à l'issue des travaux.

M. ZIMMER interroge ensuite M. SCHMITT sur l'avancement des travaux à proximité du parc municipal, rue du Casino.

M. SCHMITT indique que ces travaux sont également quasiment achevés et que la circulation devrait prochainement être rétablie.

Monsieur le Maire précise que la Ville a demandé aux entreprises d'accélérer l'avancement des travaux et de reporter certaines opérations de raccordement à une phase ultérieure, afin de permettre la réouverture de la voie dans les meilleurs délais.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

20260914-16

16. Beerenberg - Réseau de chaleur SODEVAR - Modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public suite aux travaux d'extension du réseau de chaleur

Vu l'arrêté portant renouvellement d'occupation du domaine public n°2024/26 du 02/07/2024,

Vu les travaux d'extension du réseau de chauffage réalisés dans le quartier Beerenberg pour le raccordement aux bâtiments propriété de Vivest, ainsi que le raccordement du gymnase Fournier à travers la Rue Fournier,

Attendu qu'il est nécessaire de réactualiser l'autorisation d'occupation du domaine public par un réseau de chaleur basse température dans Rues de Colmar, Bordeaux, Romains, Albi, Alger, Annecy, Bayonne, Toulon, Saint Etienne, Tarbes, Valence, Grenoble, Fournier, Hochwald, Place de Paris et Périgueux (quartier Chapelle),

Attendu que l'occupation du domaine public doit faire l'objet d'une permission de voirie,

Attendu que cette permission de voirie est établie annuellement et de manière renouvelable pour une durée maximum de douze ans à compter du 31 décembre 2026,

Attendu que cette permission de voirie est soumise au versement d'une redevance,

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes des Commissions des Travaux, ainsi que des Finances réunies respectivement les 10 et 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. SCHMITT, Adjoint et rapporteur,
À l'unanimité,

Décide :

- De fixer le montant de la redevance annuelle pour toute la durée de l'autorisation au montant de 9 706,00 € ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

20260914-17

17. Acquisition auprès de VIVEST de la parcelle cadastrée section 9 n° 435 - 1 rue de Grenoble

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2241-1,

Vu la convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain de la Communauté de Communes de Freyming-Merlebach cofinancés par l'ANRU dans le cadre du NPNRU, signée le 9 janvier 2020,

Attendu que l'opération prévoit notamment la déconstruction de sept bâtiments appartenant à VIVEST. La parcelle cadastrée section 9 n° 435, située 1 rue de Grenoble et d'une superficie de 1 344 m², correspond à l'emprise d'un bâtiment démoli au début de l'année 2026,

Vu le courrier de VIVEST en date du 26 mai 2026 sollicitant la régularisation foncière de la parcelle cadastrée section 9 n° 435,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant l'intérêt pour la Commune d'acquérir cette emprise foncière dans le cadre du renouvellement urbain du quartier du Beerenberg,

Considérant que la rétrocession est proposée au prix conventionnel de 3 € HT/m², soit 4 032 € HT pour une superficie totale de 1 344 m²,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. MAYER, Adjoint et rapporteur,
À l'unanimité,

Décide :

- D'approuver l'acquisition auprès de VIVEST de la parcelle cadastrée section 9 n° 435, située : 1 rue de Grenoble, d'une superficie de 1 344 m² ;
- De fixer le prix d'acquisition à 3 € HT/m², soit un montant total de 4 032 € HT, conformément à la convention ANRU du 9 janvier 2020 ;
- De préciser que cette acquisition est réalisée sous réserve de l'engazonnement préalable de la parcelle par VIVEST ;
- De prendre en charge l'ensemble des frais d'acte et de notaire liés à cette acquisition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte de vente devant notaire ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de cette acquisition.

20260914-18

18. Convention de mandat de facturation des ventes de bois par l'Office National des Forêts (ONF)

Les bois et forêts des collectivités relevant du régime forestier sont gérés dans le cadre fixé par le Code Forestier. À ce titre, l'Office National des Forêts (ONF) procède notamment à la vente des bois des collectivités, sur la base des décisions prises par celles-ci.

À compter du 1er septembre 2026, les factures relatives aux ventes de bois destinées à des professionnels assujettis à la TVA devront être émises sous forme électronique et transmises par voie dématérialisée, selon les modalités applicables à la facturation électronique.

Pour les ventes de coupes de bois réalisées en application de l'article L. 214-6 du Code Forestier, à l'exclusion des ventes groupées relevant de l'article L. 214-7 du même code, la Ville peut soit assurer directement cette facturation à partir des éléments commerciaux communiqués par l'ONF, soit confier à l'ONF un mandat de facturation. Afin d'assurer la continuité de l'organisation actuelle et de sécuriser la mise en œuvre de la réforme, il est proposé de retenir cette seconde solution.

L'ONF assurera gratuitement, au nom et pour le compte de la Ville, la préparation, l'émission et le dépôt sur Chorus Pro des factures concernées. Ce mandat est limité aux opérations de facturation et n'emporte aucune mission d'encaissement, de maniement de fonds ou de recouvrement, lesquels demeurent soumis aux règles de la comptabilité publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu le Code Civil, notamment ses articles 1984 et suivants relatifs au mandat,

Accusé de réception en préfecture
057-215702418-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Vu le Code Forestier, notamment ses articles L. 211-1, L. 211-2, L. 214-6 et L. 214-7,

Vu l'article 289 bis du Code Général des Impôts relatif à la facturation électronique,

Vu le courrier conjoint de l'Office National des Forêts et de Communes forestières France relatif à la facturation électronique des ventes de bois et sollicitant le choix de la collectivité,

Vu le projet de convention de mandat de facturation à intervenir entre la Ville de Freyming-Merlebach et l'Office National des Forêts, annexé à la présente délibération,

Considérant que la Ville souhaite confier à l'ONF un mandat limité à la facturation des ventes de coupes de bois issues de la forêt communale réalisées en application de l'article L. 214-6 du Code Forestier, à l'exclusion des ventes groupées relevant de l'article L. 214-7 du même code,

Considérant que cette prestation sera assurée gratuitement par l'ONF,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. MAYER, Adjoint et rapporteur,
À l'unanimité,

Décide :

- D'approuver le principe du recours à l'Office National des Forêts en qualité de tiers facturant pour les ventes de coupes de bois issues de la forêt communale réalisées en application de l'article L. 214-6 du Code forestier ;
- De donner mandat à l'Office National des Forêts pour procéder, au nom et pour le compte de la Ville de Freyming-Merlebach, en sa qualité de collectivité propriétaire, à l'établissement, à l'émission et au dépôt sur Chorus Pro des factures relatives aux ventes de coupes de bois réalisées en application de l'article L. 214-6 du Code forestier ;
- De préciser que les ventes groupées réalisées en application de l'article L. 214-7 du Code forestier sont exclues du présent mandat ;
- De préciser que le mandat est strictement limité aux opérations de facturation et n'emporte aucune mission d'encaissement, de maniement de fonds, de recouvrement ou de reversement des recettes ;
- De prendre acte que ce service est assuré gratuitement par l'Office national des forêts ;
- D'approuver les termes de la convention de mandat de facturation annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à la signer ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;
- De préciser que la convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et qu'elle est conclue jusqu'à la désignation du prochain conseil municipal. Chacune des parties pourra y mettre fin moyennant le respect d'un préavis de trois mois, dans les conditions prévues à l'article 9 de la convention.

20260914-19

19. Demande de subvention exceptionnelle présentée par l'association Orchestre d'accordéons DOLANC

Vu la demande de subvention présentée par l'association Orchestre d'accordéons DOLANC en date du 7 février 2026 pour un montant de 5 000 €, pour l'achat d'un accordéon « *Midi* » d'une valeur de 12 209 €,

Accusé de réception en préfecture
057-215702468-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes des Affaires Culturelles, de la Vie Associative et des Animations, ainsi que des Finances, réunies respectivement les 2 et 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de Mme BEAUVAIS, Adjointe et rapporteure,
À l'unanimité,

Décide :

- D'octroyer une subvention exceptionnelle d'un montant de 2000 € à l'Association DOLANC ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

20260914-20

20. Adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et la Batterie Fanfare de Freyming-Merlebach

Considérant le projet initié et conçu par l'Association, à savoir :

- Collaborer avec le Conservatoire de Musique et de Danse de Freyming-Merlebach pour agréger des musiciens désireux de jouer en orchestre et venir ainsi grossir les pupitres musicaux, qu'ils soient professeurs ou élèves ;
- Collaborer avec l'Harmonie Baltus Le Lorrain ;
- Pérenniser les partages d'affiches de concerts avec les autres associations musicales de la Ville et développer des alliances avec d'autres associations ;
- Donner des concerts dans les salles communales ou en plein air ;
- Participer aux manifestations ou cérémonies organisées par la Ville ou l'OMCE.

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes des Affaires Culturelles, de la Vie Associative et des Animations, ainsi que des Finances, réunies respectivement les 2 et 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de Mme Fabienne BEAUVAIS, Adjointe et rapporteure,
À l'unanimité,

Décide :

- D'adopter la convention d'objectifs et de moyens avec la Batterie Fanfare, ci-annexée pour une durée d'un an à date de signature ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

20260914-21

21. Demande de subvention exceptionnelle présentée par l'école maternelle La Chapelle

Considérant que l'école maternelle La Chapelle a sollicité la Commune afin d'obtenir une subvention exceptionnelle destinée à participer au financement du transport de sa sortie scolaire organisée le 12 mai 2026 au Parc Animalier de Sainte-Croix,

Attendu que cette sortie s'inscrit dans le cadre du projet pédagogique de l'établissement et vise à permettre aux élèves de développer leur connaissance du monde vivant, leur sensibilité à la biodiversité et au respect de l'environnement, tout en favorisant les apprentissages par l'observation et la découverte,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant l'intérêt pédagogique de cette sortie et la volonté de la commune de soutenir les projets éducatifs des établissements scolaires de son territoire,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

- D'accorder une subvention exceptionnelle de 200.00€ à l'école maternelle La Chapelle destinée à participer aux frais de transport de la sortie scolaire organisée au Parc Animalier de Sainte-Croix le 12 mai 2026 ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

20260914-22

22. Renouvellement de la convention de gestion de stade du Football Club Hochwald

Vu la convention de gestion de stade établie entre la Ville de Freyming-Merlebach et l'association « Football Club Hochwald » qui a pris fin en juillet 2026,

Attendu qu'il est souhaitable que l'organisation actuellement en place soit maintenue et que la gestion et l'entretien du stade et des locaux puisse demeurer à la charge du club,

Considérant l'avis de la Commission des Affaires Sportives réunie le 26 août 2026,

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes des Affaires Sportives, ainsi que des Finances, réunies respectivement les 26 août et 14 septembre 2026.
Ouï l'exposé de Mme Concetta KOENIG, Adjointe et rapporteure,
À l'unanimité,

Décide :

- De renouveler la convention de gestion de stade entre la Ville de Freyming-Merlebach et l'association « Football Club Hochwald » ci-annexée ;
- D'habiliter Monsieur le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

20260914-23

23. Dénomination de la Maison de Quartier Hesselach

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Considérant que cet équipement communal constitue un lieu de proximité destiné à accueillir les activités périscolaires et extrascolaires, ainsi que de favoriser les rencontres, les échanges à destination des habitants du quartier.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant la volonté de la Commune de donner une identité propre à la maison de quartier,

Considérant que la dénomination « Le carré Hesselach » permet d'identifier clairement cet équipement et de souligner son appartenance au quartier dans lequel il s'inscrit,

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- De dénommer la Maison de Quartier située rue d'Orléans :« Le carré Hesselach» ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à accomplir toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Débats :

M. ZIMMER demande si la Maison de Quartier accueille déjà des enfants.

Monsieur le Maire confirme que les premiers enfants ont déjà été accueillis. Il précise que l'ensemble du mobilier a été livré quelques jours auparavant, conformément au calendrier prévu, le dernier mobilier ayant été livré à la mi-septembre. Il indique que seuls les panneaux solaires restent à installer, sans que cela n'empêche l'utilisation du bâtiment. L'ensemble sera prêt pour l'inauguration.

Pour copie certifiée conforme,

Freyming-Merlebach, le 19/10/2026

Le Maire,
Marc FRIEDRICH,

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

Le secrétaire de séance,
Anne ZAPP

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_1-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

2. Motion du Conseil Municipal de la Ville de Freyming-Merlebach pour l'évaluation juridique, archivistique et patrimoniale et la sauvegarde des archives médicales des anciens mineurs

Considérant qu'un fonds estimé à environ 120 000 dossiers médicaux d'anciens mineurs est actuellement conservé au centre des archives de Saint-Avold et que son devenir fait l'objet d'interrogations quant à une éventuelle élimination de ces dossiers,

Considérant que les règles applicables aux dossiers médicaux en santé au travail prévoient des durées de conservation variables selon la nature des documents, les périodes concernées et les expositions professionnelles, et qu'il convient dès lors de déterminer précisément le régime applicable aux différentes composantes de ce fonds,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_2-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant que le dépassement éventuel d'une durée réglementaire de conservation ne permet pas, à lui seul, de déterminer le régime archivistique applicable à un fonds historique dans son ensemble,

Considérant que l'article L. 211-4 du Code du patrimoine qualifie notamment d'archives publiques les documents qui procèdent de la gestion d'un service public ou de l'exercice d'une mission de service public par des personnes de droit privé,

Considérant que les services de prévention et de santé au travail exercent des missions légalement définies de prévention de l'altération de la santé des travailleurs, de surveillance de leur état de santé, de suivi et de traçabilité des expositions professionnelles et contribuent à des objectifs de santé publique,

Considérant qu'il convient, en conséquence, de déterminer le statut juridique des organismes ayant produit ou détenu les dossiers médicaux concernés, les missions qu'ils exerçaient au moment de la constitution du fonds et le lien éventuel entre ces missions et la gestion d'un service public ou l'exercice d'une mission de service public,

Considérant que la qualification de tout ou partie de ces documents comme archives publiques ne peut être présumée sans cette analyse, mais qu'elle constitue une question juridique qui doit être formellement examinée avant toute opération d'élimination,

Considérant que le décret n° 2004-1466 du 23 décembre 2004 relatif à l'Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs (ANGDM) prévoit que l'Agence conserve les archives relatives aux anciens agents des entreprises minières concernées,

Considérant que cette mission légale de conservation de l'ANGDM doit être prise en compte dans l'analyse du devenir d'archives relatives aux anciens agents des entreprises minières,

Considérant que l'article L. 212-3 du Code du patrimoine prévoit, lorsque les archives publiques comportent des données à caractère personnel, une sélection destinée à déterminer les données à conserver et celles susceptibles d'être éliminées, les catégories et conditions d'élimination étant fixées en accord avec l'administration des archives,

Considérant que le fonds concerné est susceptible de présenter, au-delà de sa dimension individuelle et médicale, un intérêt historique, scientifique, statistique, sanitaire, épidémiologique et patrimonial exceptionnel pour la connaissance du bassin houiller lorrain,

Considérant que ces documents sont susceptibles de contribuer à la connaissance des parcours professionnels des mineurs, des métiers exercés, des conditions de travail, des expositions professionnelles, de l'évolution des risques et des pratiques de médecine du travail,

Considérant que ces documents peuvent également présenter un intérêt pour les anciens salariés et leurs ayants droit, notamment lorsqu'ils sont susceptibles de contribuer à l'établissement d'un parcours professionnel ou d'une exposition professionnelle dans le cadre de démarches administratives ou de procédures relatives à des pathologies professionnelles,

Considérant qu'une destruction constitue une opération irréversible et qu'il convient, avant toute décision définitive, d'identifier précisément le statut juridique du fonds, son producteur, son détenteur, son régime archivistique et les autorités compétentes pour décider de son éventuelle élimination,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_2-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant qu'une évaluation archivistique indépendante est nécessaire afin de déterminer quelles parties du fonds sont susceptibles de présenter un intérêt historique, scientifique, statistique, sanitaire ou patrimonial,

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de M. le Maire,
Après débats,
À l'unanimité,

Décide :

- De demander la suspension immédiate de toute opération de destruction ou d'élimination portant sur les dossiers concernés, dans l'attente d'un examen juridique et archivistique complet du fonds.
- De demander qu'une analyse juridique formelle du statut archivistique du fonds soit réalisée, notamment au regard de l'article L. 211-4 du Code du patrimoine, qui devra déterminer si tout ou partie des documents concernés sont susceptibles de relever du régime des archives publiques en raison de leur production ou de leur conservation dans le cadre de la gestion d'un service public ou de l'exercice d'une mission de service public par une personne de droit privé.
- De demander l'identification précise des producteurs successifs du fonds, de leur statut juridique, de leurs missions et des conditions dans lesquelles les dossiers ont été constitués, transférés, conservés puis déposés au centre des archives de Saint-Avold.
- De demander la communication du fondement juridique exact de toute opération de destruction ou d'élimination envisagée, ainsi que l'identification de l'autorité compétente pour l'autoriser.
- De demander la réalisation et la communication d'un inventaire précis du fonds, indiquant notamment :
    - son volume
    - les périodes couvertes
    - les producteurs successifs
    - les catégories de documents
    - les périodes d'activité médicale concernées
    - les règles de conservation applicables
    - les éventuelles opérations de tri ou de sélection déjà réalisées
    - les opérations d'élimination envisagées.
- De solliciter la saisine formelle du Service interministériel des Archives de France, afin qu'une expertise archivistique puisse déterminer le statut archivistique du fonds, son éventuel caractère d'archives publiques, les procédures de sélection applicables, son intérêt historique, scientifique, statistique, sanitaire et épidémiologique, les modalités permettant d'assurer la conservation des documents présentant un intérêt patrimonial.
- De demander que l'ANGDM soit officiellement associée à cette expertise, compte tenu de la mission de conservation des archives relatives aux anciens agents des entreprises minières qui lui est confiée par le décret n° 2004-1466 du 23 décembre 2004.
- De demander que soient étudiées, avant toute destruction, toutes les solutions permettant de préserver tout ou partie du fonds, notamment :
    - la conservation intégrale ;
    - le transfert vers un service d'archives compétent ;

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_2-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

  - la conservation sélective ;
  - la constitution d'un échantillon scientifique et historique représentatif ;
  - la numérisation lorsque celle-ci est juridiquement et techniquement appropriée ;
  - toute autre solution permettant de préserver la valeur documentaire du fonds dans le respect des règles relatives aux données personnelles et aux données de santé.

- De soutenir l'organisation d'une table ronde sous l'égide du Conseil Départemental de la Moselle, réunissant notamment :
  - les représentants de l'État ;
  - l'ANGDM ;
  - les services compétents du ministère de la Culture et des Archives de France ;
  - les services compétents en matière de santé au travail ;
  - les collectivités concernées de l'ancien bassin houiller.

- De demander que les conclusions de cette concertation et de l'expertise archivistique fassent l'objet d'un compte rendu public, dans le respect des règles relatives aux données personnelles et au secret médical.

- De demander que la présente motion soit transmise :
  - à Monsieur le Préfet de la Moselle ;
  - à la DREETS Grand Est ;
  - à l'Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs ;
  - aux services compétents du ministère de la Culture et des Archives de France ;
  - au Conseil Départemental de la Moselle ;

Par cette motion, le Conseil Municipal de Freyming-Merlebach demande qu'aucune décision irréversible ne soit prise avant que le statut juridique et archivistique de ce fonds ait été établi et que son intérêt historique, scientifique, sanitaire et patrimonial ait été évalué.

Par cette motion, le Conseil Municipal de Freyming-Merlebach se veut solidaire du mouvement qui se met en place au niveau du Bassin Houiller et initié par la Commune de l'Hôpital.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_2-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

3. Décision Modificative n°3 - Budget Principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n°94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales,

Vu le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_3-BF
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Vu la délibération n°4 du 27 avril 2026 qui approuve le budget primitif 2026,

Considérant la nécessité pour la collectivité d'ajuster les crédits ouverts au budget,

Le Conseil Municipal,

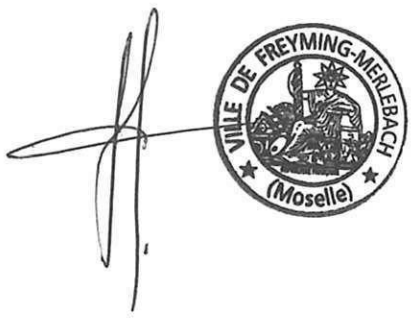
Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de M. le Maire,
Après débats,
À la majorité *(1 abstention : M. Joël SANAVIO)*,

Décide :

- De se prononcer sur la décision budgétaire modificative n°3 consistant à un virement de crédits de chapitre à chapitre au sein de la section d'investissement, présentée ci-après :

Chap	Art	Libellé	Prév Budget	Ouverture	Réduction
Opération	**210**	**Tvx bâtiments cultuels et culturels**	**114 281,00 €**	**7 000,00 €**	**- €**
23	2315	Install, mat et outill techniques	114 281,00 €	7 000,00 €	
Opération	**38**	**Terrains et Immeubles**	**- €**	**3 000,00 €**	**- €**
20	2031	Frais d'études		3 000,00 €	
Opération	**OPNI**	**Opération non individualisée**	**80 000,00 €**	**70 000,00 €**	**80 000,00 €**
Chapitre	21	Immobilisations corporelles	- €	70 000,00 €	- €
21	21314	Bâtiments culturels et sportifs		65 000,00 €	
21	2188	Autres immobilisations		5 000,00 €	
Chapitre	23	Immobilisations en cours	80 000,00 €	- €	80 000,00 €
23	2313	Constructions	80 000,00 €		80 000,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT			194 281,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €

Signé Marc FRIEDRICH
Maire



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_3-BF
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

4. Décision Modificative n°1 - Budget Annexe - Pompes Funèbres

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi n°94-504 du 22 juin 1994 portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités territoriales,

Vu le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_4-BF
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Vu la délibération n°5 du 27 avril 2026 qui approuve le budget primitif 2026,

Considérant la nécessité pour la collectivité d'ajuster les crédits ouverts au budget,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

- De se prononcer sur la décision budgétaire modificative n°1 présentée ci-après et en équilibre à 2 165,00 € pour la section d'exploitation et à 2 165,00 € pour la section d'investissement, étant rappelé que le niveau de vote est identique à celui retenu lors du vote du budget primitif (*au niveau du chapitre pour la section d'exploitation et d'investissement*).

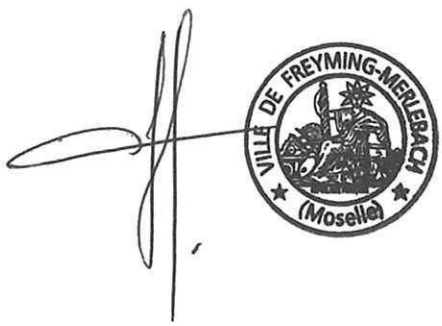
Section d'exploitation

Chap	Art	Libellé	Prév Budget	Ouverture	Réduction
Chapitre	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 932,00 €	2 165,00 €	- €
042	6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations	12 932,00 €	2 165,00 €	
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION			12 932,00 €	2 165,00 €	- €
Chapitre	70	Ventes de produits, prestations de service	41 822,68 €	2 165,00 €	- €
70	7083	Locations diverses	41 822,68 €	2 165,00 €	
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT			41 822,68 €	2 165,00 €	- €

Section d'investissement

Chap	Art	Libellé	Prév Budget	Ouverture	Réduction
Opération	OPNI	Opération non individualisée	40 000,00 €	2 165,00 €	- €
Chapitre	21	Immobilisations corporelles	40 000,00 €	2 165,00 €	- €
21	2188	Autres immobilisations	40 000,00 €	2 165,00 €	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT			40 000,00 €	2 165,00 €	- €
Opération	OPFI	Opération financière	647,00 €	2 165,00 €	- €
Chapitre	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	647,00 €	2 165,00 €	- €
040	28157	Amortissement Agencts et Aménagement	647,00 €	2 165,00 €	
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT			647,00 €	2 165,00 €	- €

Signé Marc FRIEDRICH
Maire



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_4-BF
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

5. Modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) - Avenant n°3 Rectification d'une erreur matérielle

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du 1er alinéa de l'article L.714-4 du Code Général de la Fonction publique,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date 23 septembre 2025, point n°8, relative à l'avenant n°3 du R.I.F.S.E.E.P. (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel),

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant qu'il a été constaté une erreur matérielle s'agissant d'un cadre d'emplois, celui des agents de maîtrise territoriaux, qui a été omis dans la liste des bénéficiaires du R.I.F.S.E.E.P alors même que ce cadre d'emploi figurait explicitement dans les visas des délibérations,

Considérant qu'il convient de rectifier cette omission matérielle et de procéder à la mise à jour de la délibération cadre,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

- De corriger l'erreur matérielle et de compléter la liste des bénéficiaires du R.I.F.S.E.E.P, par le rajout du cadre d'emplois suivant :
  - **Catégorie C : agents de maîtrise territoriaux**
- D'inscrire les crédits budgétaires correspondants, sous chapitre 012, en lien avec les effectifs inscrits au tableau des emplois ;
- D'intégrer cette modification dans la délibération générale consolidée relative au R.I.F.S.E.E.P. ci-annexée qui constitue désormais le document de référence.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Ville de FREYMING-MERLEBACH

ANNEXE - REGIME INDEMNITAIRE
REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.)

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour l'application du 1er alinéa de l'article L.714-4 du Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique d'Etat (R.I.F.S.E.E.P),

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP),

VU les arrêtés relatifs aux Ministères de rattachement entre les corps de l'Etat et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale pris pour l'application du décret n° 2014-513 portant création du R.I.F.S.E.E.P. :

- Attaché territorial : Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour application aux membres du corps des attachés d'administration de l'Etat relevant du Ministère de l'Intérieur ;
- Ingénieur Territorial : Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour application au corps des ingénieurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur ;
- Rédacteur territorial : Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Educateur territorial des activités physiques et sportives : arrêté du 17 décembre 2015 pris pour application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Technicien Territorial : Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour application au corps des contrôleurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur ;
- Adjoint administratif territorial : Arrêté du 18 décembre 2015 pris pour application aux corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Agent territorial spécialisé des écoles maternelles : arrêté du 18 décembre 2015 pris pour application aux corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Agent de maîtrise territorial : Arrêté du 16 juin 2017 pris pour application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Adjoint technique territorial : Arrêté du 16 juin 2017 pris pour application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer ;
- Adjoint d'animation : Arrêté du 18 décembre 2015 pris pour application aux corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer ;

VU les arrêtés ministériels portant équivalence entre les corps de l'Etat et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale pris pour l'application du décret n° 2014-513 portant création du R.I.F.S.E.E.P. et fixant les plafonds indemnitaires afférents aux groupes de fonction :

- Attaché territorial : Arrêté du 3 juin 2015 pris pour application aux membres au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;
- Ingénieur Territorial : Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour application au corps des ingénieurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur ;
- Rédacteur territorial : Arrêté du 19 mars 2015 pris pour application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat
- Educateur territorial des activités physiques et sportives : Arrêté du 19 mars 2015 pris pour application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat ;
- Technicien Territorial : Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour application au corps des contrôleurs des services techniques du Ministère de l'Intérieur ;
- Adjoint administratif territorial : Arrêté du 20 mai 2014 pris pour application aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;
- Agent territorial spécialisé des écoles maternelles : Arrêté du 20 mai 2014 pris pour application aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;
- Agent de maîtrise territorial : Arrêté du 28 avril 2015 modifié pris pour application aux corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat ;
- Adjoint technique territorial : Arrêté du 28 avril 2015 modifié pris pour application aux corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat ;
- Adjoint territorial d'animation : Arrêté du 20 mai 2014 pris pour application aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2017, point n° 12, portant réforme du régime indemnitaire et mise en œuvre du nouveau R.I.F.S.E.E.P,

VU la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2020, point n° 5, portant modification du R.I.F.S.E.E.P. – avenant n°1,

VU la délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2021, point n° 5, portant modification du R.I.F.S.E.E.P. – avenant n°2,

VU la délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2025, point n°8, portant modification du R.I.F.S.E.E.P. – avenant n°3,

VU la délibération du Conseil Municipal du 19 octobre 2026, corrigeant une erreur matérielle dans la délibération du 23 septembre 2025, et procéder à la mise à jour de la délibération cadre,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer le régime indemnitaire des agents de la Ville de FREYMING-MERLEBACH,
ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.),

VU l'avis du Comité Social Territorial,

DECIDE :

- **D'instaurer** le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) tel que ci-après exposé, avec effet au 1er janvier 2018
- **D'autoriser** le Maire à fixer, par arrêté individuel, les montants de l'I.F.S.E. et du C.I.A. versés aux agents concernés dans le respect des présentes dispositions
- **D'inscrire** les crédits budgétaires correspondants, sous chapitre 012, en lien avec les effectifs fixés au tableau des emplois.

REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.)

La réforme du présent régime indemnitaire répond à un nouveau cadre légal qui suit une démarche de simplification du paysage indemnitaire en harmonisant les différentes primes et indemnités existantes. Tout en répondant à ses finalités, la collectivité a mené ce projet avec la volonté d'attribuer un régime indemnitaire qui soit transparent et équitable pour tous les agents, tout en restant adapté à son organisation et à son contexte, notamment financier. La collectivité s'est ainsi attachée à viser les objectifs spécifiques suivants :

- Prendre en compte les fonctions et les responsabilités exercées par les agents ainsi que leur positionnement hiérarchique au regard de l'organigramme
- Réduire des écarts de régime indemnitaire entre les filières et les grades, à fonctions égales
- Susciter et valoriser l'engagement personnel des agents,
- Récompenser l'assiduité du personnel.

Cette refonte s'inscrit dans un contexte budgétaire contraint. Dans ces conditions, ces propositions n'ont pas vocation à conduire à une augmentation généralisée du régime indemnitaire. Ainsi, les agents conserveront, à minima, les montants de leur régime indemnitaire antérieur.

Le nouveau régime indemnitaire repose sur la mise en place du R.I.F.S.E.E.P. institué dans la Fonction Publique d'Etat et transposable à la Fonction Publique Territoriale à mesure que sont pris les arrêtés ministériels fixant les montants maximums pour les corps servant de référence aux cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale.

Ce nouvel outil indemnitaire de référence, qui se dénomme "R.I.F.S.E.E.P. " comprend deux éléments :

- **I** - L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions de l'agent.

- **II** - Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.), facultatif et variable, lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent, destiné à récompenser l'investissement personnel et le présentéisme de l'agent.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

DISPOSITIONS COMMUNES

Les attributions individuelles des différents éléments indemnitaires alloués au titre du R.I.F.S.E.E.P. ne pourront en aucun cas excéder le montant maximum (plafond) prévu pour le corps de la Fonction Publique d'Etat servant de référence au cadre d'emploi de l'agent concerné.
Les montants applicables aux agents de la collectivité sont donc fixés dans la limite de ces plafonds.
Les attributions individuelles feront l'objet d'un arrêté du Maire.

Les montants présentés dans ce nouveau dispositif sont établis en référence à un agent occupant ses fonctions sur un poste à temps complet.
Les agents à temps non complet bénéficient du régime indemnitaire au prorata de leur taux d'emploi et les agents à temps partiel, au prorata du taux de rémunération appliqué à leur traitement.
Les montants seront également proratisés, en cas d'arrivée ou de départ en cours d'année, en fonction de la durée des services effectués.

S'agissant des agents logés pour nécessité absolue de service, il est précisé qu'ils sont soumis à des plafonds spécifiques fixés par la réglementation.

La présente clause de revalorisation du R.I.F.S.E.E.P. permet un ajustement automatique des montants maximums lorsque que ceux-ci seront revalorisés pour les fonctionnaires d'Etat ou, lorsque les corps servant de référence seront modifiés par un texte réglementaire.

LES BENEFICIAIRES

Le R.I.F.S.E.E.P. est attribué aux agents : titulaires, stagiaires, contractuels de droit public recrutés sur emplois permanents, occupés sur des postes à temps complet, temps partiel ou à temps non complet, exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants :
Catégorie A : Attachés territoriaux, Ingénieurs territoriaux
Catégorie B : Rédacteurs territoriaux, Techniciens territoriaux, Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives
Catégorie C : Adjoints administratifs territoriaux, Agents de maîtrise territoriaux, Adjoints techniques territoriaux, Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, Adjoints d'animation.

Sont également bénéficiaires, l'emploi de collaborateur de cabinet ainsi que les emplois dits « accessoires » (cumul d'activités à titre accessoire).

Ce dispositif ne s'applique pas aux contrats de droit public non permanent tels que les vacataires, l'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, et aux contrats de droit privé (apprentis, contrats aidés…) ainsi qu'aux agents de la Police Municipale qui dispose d'un régime indemnitaire spécifique.

I - L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE - (I.F.S.E.)

ARTICLE 1 - L'I.F.S.E. (l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise)
L'I.F.S.E. est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.
Les groupes de fonctions sont hiérarchisés à l'intérieur de chaque catégorie statutaire et selon les critères professionnels tenant compte :

• Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard : de la responsabilité et du niveau d'encadrement dans la hiérarchie, de la responsabilité de projet ou d'opération, de la responsabilité financière.
• De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions : des connaissances (élémentaire, intermédiaire ou expert), du niveau de qualification exigé pour occuper le poste, de la difficulté (simple ou interprétation).

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

• Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel : vigilance, responsabilité matérielle, confidentialité, utilisation d'un progiciel, travaux dangereux, salissants ou incommodes, travaux en environnement bruyant, régisseurs d'avance et/ou de recette (dont une part sera reversée proportionnellement à la durée du remplacement assurée par le régisseur suppléant).

Il est ainsi proposé de retenir trois groupes de fonctions, en respectant la ligne hiérarchique par catégorie statutaire, qui détermineront les montants du régime indemnitaire alloué.

CATEGORIE A
Groupe A1 : Direction Générale des Services et Direction des Services
Groupe A2 : Direction adjointe et management de service
Groupe A3 : Autres fonctions (ne relevant pas des groupes 1 et 2)
CATEGORIE B
Groupe B1 : Direction et management de service
Groupe B2 : Poste à responsabilité ou nécessitant une expertise ou une qualification spécifique
Groupe B3 : Autres fonctions (ne relevant pas des groupes 1 et 2)
CATEGORIE C
Groupe C1 : Management d'une équipe
Groupe C2 : Poste à responsabilité ou nécessitant une expertise ou une qualification spécifique
Groupe C2L : Agents logés par nécessité absolue de service
Groupe C3 : Autres fonctions (ne relevant pas des groupes 1 et 2)

ARTICLE 2 - MONTANTS DE L'I.F.S.E.
Chaque agent relève d'une catégorie statutaire, dont le poste de travail a été calibré et classé dans un groupe de fonctions selon son niveau de responsabilité et d'expertise requis.
Les montants maximums annuels (plafond) sont retenus dans la limite de 80% du montant total du R.I.F.S.E.E.P.

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTION PAR CATEGORIE HIERARCHIQUE ET FIXATION DES MONTANTS

CATEGORIE	GROUPE DE FONCTION	FONCTIONS DU POSTE (à titre indicatif)	I.F.S.E. en euros	
			Montant minimal annuel (plancher)	Montant maximal annuel (plafond)
A	Groupe A-1	Directeur-rice Générale des Services, Directeur-rice (responsable direction)	1800	34080
	Groupe A-2	Responsable de Service	1560	30240
	Groupe A-3	Autres fonctions	1320	24000

- La fonction de collaborateur de cabinet est alignée sur le groupe A1

CATEGORIE	GROUPE DE FONCTION	FONCTIONS DU POSTE (à titre indicatif)	I.F.S.E. en euros	
			Montant minimal annuel (plancher)	Montant maximal annuel (plafond)
B	Groupe B-1	Responsable de Service – adjoint(e) au directeur-rice	1200	15888
	Groupe B-2	Gestionnaire spécialisé (comptabilité, RH, informatique …) responsable de secteur, technicien spécialisé…	960	14560
	Groupe B-3	Autres fonctions	720	13316

CATEGORIE	GROUPE DE FONCTION	FONCTIONS DU POSTE (à titre indicatif)	I.F.S.E. en euros	
			Montant minimal annuel (plancher)	Montant maximal annuel (plafond)
C	Groupe C-1	Responsable de secteur, Chef d'équipe	600	10080
	Groupe C-2	Assistant spécialisé (comptabilité, RH…) électriciens, coordinateur d'équipe…	360	9600
	Groupe C-2L	Concierges	120	6360
	Groupe C-3	Autres fonctions (agent d'exécution, agent d'entretien, agent d'entretien des espaces verts, assistant administratif, agent d'accueil…	120	9120

Toute contrainte ou sujétion particulière à laquelle les agents peuvent être exposés fera l'objet d'une majoration de 120 € par an, dans la limite d'une seule contrainte ou sujétion retenue par agent.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Pour les agents qui étaient bénéficiaires des indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants, il sera procédé à la moyenne desdites indemnités perçues sur les trois derniers exercices et, si celle-ci est supérieure au montant d'une contrainte (120€), la part différentielle leur sera acquise au titre de l'I.F.S.E.

ARTICLE 3 : MODULATIONS INDIVIDUELLES

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilité, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.
Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant de l'I.F.S.E., attribué à chaque agent, fait l'objet d'un réexamen individuel susceptible de conduire à une revalorisation, dans les cas suivants :

- ✓ En cas de changement de fonctions ou d'emploi, sur décision de l'autorité territoriale.
- ✓ En cas de changement de grade : après nomination :
  - Par voie de promotion : versement d'un complément annuel de 120 €
  - Par voie de concours ou examen : versement d'un complément annuel de 180 €.
- ✓ Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise* par l'agent.
- ✓ Pour récompenser la réalisation d'un travail exceptionnel.

*L'expérience professionnelle

L'expérience professionnelle est un critère individuel qui ne doit pas être pris en compte dans le placement de l'emploi dans un groupe de fonction. En revanche, son influence se traduit dans le montant de l'I.F.S.E., en sus du montant plancher qui sera attribué à l'agent, qui tiendra compte des éléments suivants :

- Selon l'élargissement des compétences
- L'approfondissement des savoirs
- La consolidation des connaissances pratiques assimilées
- La valorisation du parcours professionnel de l'agent et utile au poste de travail.

Seul le réexamen au rythme déterminé est obligatoire. L'autorité territoriale n'est pas tenue, à la suite de ce réexamen, de revaloriser le montant de l'I.F.S.E. si la situation de l'agent ne le justifie pas. Toute augmentation s'effectuera dans la limite des possibilités financières arrêtées par le Maire.

ARTICLE 4 : REGIME DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION

L'I.F.S.E. suivra le sort du traitement dans les cas de congés rémunérés suivants : maladie ordinaire, accident du travail, de service/trajet, maladie professionnelle selon les modalités suivantes : conservation intégrale pendant les trois premiers mois, puis réduction de moitié pendant les neuf mois suivants.
L'I.F.S.E. est suspendue pendant les congés de longue maladie, grave maladie, longue durée, maladie professionnelle et accident du travail, service/trajet après un an d'absence, ainsi qu'en période de disponibilité d'office.
L'I.F.S.E. est maintenue, dans son intégralité, durant tous les autres types de congés rémunérés tels que par exemple, les congés annuels, les R.T.T., les C.E.T., les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, les congés pour adoption, les périodes à temps partiel thérapeutique, les autorisations d'absences légales.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

Il s'agit de pouvoir maintenir, conformément à l'article 88 de la loi n° 84-53 susvisée, pour les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire lié aux fonctions, dans le cadre de la mise en place des nouvelles dispositions réglementaires, le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient en application des dispositions réglementaires antérieures. Ainsi, les montants indemnitaires dépassant les montants planchers sont repris au titre de l'I.F.S.E.

ARTICLE 6 : PERIODICITE DE VERSEMENT

Le versement de cette indemnité s'effectuera selon une périodicité mensuelle sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

II – LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

Le complément indemnitaire annuel est destiné à récompenser, d'une part, le présentéisme de l'agent à son poste de travail et, d'autre part, à reconnaître et à valoriser son engagement professionnel au sein de la collectivité. C'est pourquoi il sera divisé en deux parts, la première liée aux nombres d'absences et la seconde liée à l'entretien professionnel.

MONTANT DU C.I.A.

Au vu de la détermination des groupes relatifs au versement de l'I.F.S.E., les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés et répartis comme suit, dans la limite du montant maximal annuel (plafond) fixé à 20% du montant total du R.I.F.S.E.E.P.

GROUPE DE FONCTION	COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL SI LES CONDITIONS D'OCTROI SONT REMPLIES		MONTANT MAXIMAL ANNUEL (plafond)
	PART PRESENTEISME (montant plancher)	PART ENTRETIEN PROFESSIONNEL (montant plancher)	
A1	1600	300	8520
A2	1600	290	7560
A3	1600	280	6000
B1	1500	202.50	3972
B2	1500	195	3640
B3	1500	187.50	3329
C1	1400	120	2520
C2	1400	115	2400
C2L	1400	115	1590
C3	1400	110	2280
	En euros		

A - PART LIEE AU PRESENTEISME

Cette part est destinée à récompenser l'agent présent à son poste de travail et sera attribuée en fonction de la durée de présence pendant la période de référence ci-après déterminée.

ARTICLE 7 - MODULATIONS INDIVIDUELLES

Ce complément indemnitaire est versé sans aucun caractère d'automaticité. Il peut donc varier d'une année à l'autre. Dès lors que l'agent remplit les conditions d'octroi, il se verra attribuer le minimum plancher en fonction de son groupe de rattachement.
Ce complément peut faire l'objet d'un réexamen lors de la préparation budgétaire, si les crédits budgétaires le permettent, par une revalorisation uniforme de l'ensemble des groupes de fonction. La valorisation pourra être reconduite dans les conditions précitées. A défaut, le montant minimum plancher s'appliquera.
Pour les groupes relevant des catégories A et B, ce dispositif s'appliquera de façon progressive à savoir : 50% à compter de l'année 2018, 75% à compter de l'année 2019 et 100 % à compter de l'année 2020.

ARTICLE 8 : REGIME DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION

Ne seront pas considérées comme des absences, les congés annuels, les R.T.T., les C.E.T., les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, les congés pour adoption, les périodes de travail à temps partiel thérapeutique, les autorisations d'absences légales.

En revanche, le nombre de jours d'absences cumulées liées à des congés rémunérés pour cause de maladie ordinaire, accident de travail ou de service, maladie professionnelle, congés de longue maladie, grave maladie, longue durée, les périodes de disponibilité d'office et les absences de service fait donneront lieu à un abattement de la prime, selon le dispositif fixé comme suit :

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- De 0 à 4 jours d'absences cumulées : aucun abattement
- De 5 à 6 jours d'absences cumulées : 50% d'abattement
- A partir du 7ème jour d'absences cumulées : 100% d'abattement.

La période de référence retenue pour calculer le nombre des absences cumulées est fixée du 1er octobre de l'année N-1 au 30 septembre de l'année N.

ARTICLE 9 : PERIODICITE DE VERSEMENT

Le versement de ce complément indemnitaire s'effectuera selon une périodicité annuelle, au cours du mois d'octobre.

B - PART LIEE A L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL

Cette part est destinée à valoriser l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Elle est établie à partir de l'entretien professionnel réalisé l'année N-1, et prendra en référence, une partie des critères d'appréciation issus de cet entretien professionnel. Les différents niveaux d'appréciation sont côtés afin de déterminer un résultat total permettant l'attribution de ce complément indemnitaire, tels que ci-après définis :

CRITERES ISSUS DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL	Effort urgent et indispensable **= 0**	Effort nécessaire **= 1**	Satisfaisant **= 2**	Très satisfaisant **= 3**	Total
LA MANIERE DE SERVIR					
Sens du service public					.../3
Ponctualité					.../3
Politesse, bienséance, sociabilité					.../3
LES RESULTATS PROFESSIONNELS ET LA REALISATION DES OBJECTIFS					
Rigueur et fiabilité du travail effectué					.../3
Capacité à s'organiser et à planifier					.../3
Respect des délais et des échéances					.../3
Capacité à gérer les ressources					.../3
RESULTAT TOTAL					.../21

Au vu du résultat total obtenu, cette part sera attribuée selon la progression suivante :

0% si le résultat est compris entre 0 et 8
50% si le résultat est compris entre 9 et 12
100% si le résultat est compris entre 13 et 21.

ARTICLE 10 – MODULATIONS INDIVIDUELLES

En l'absence d'évaluation professionnelle, ce complément indemnitaire ne sera pas versé.
Il pourra faire l'objet d'une modulation individuelle, dans la limite du plafond global fixé dans le cadre du C.I.A., pour tenir compte d'un investissement ou d'un engagement professionnel exceptionnel.
Le versement de cette part sera effectif, pour la première fois, à compter de l'année 2019.
Les agents contractuels recrutés sous contrat à durée déterminée, sur des emplois permanents, bénéficient d'un entretien professionnel dès lors qu'ils disposent d'une ancienneté de six mois au 31 décembre de l'année de leur recrutement.

ARTICLE 11 - PERIODICITE DE VERSEMENT

Le versement de ce complément indemnitaire s'effectuera selon une périodicité annuelle fixée au mois d'avril.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

DISPOSITIONS FINALES

Cumul et non cumul avec le R.I.F.S.E.E.P.

Le R.I.F.S.E.E.P. est exclusif de toutes les autres primes ou indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ainsi, pour les cadres d'emplois concernés, ont vocation à être fondues dans son assiette les primes ou indemnités suivantes : Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.), Indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.), Indemnité de mission des préfectures (I.E.M.P.), Indemnité spécifique de service (I.S.S., Prime de service et de rendement (P.S.R.), Indemnité allouée aux régisseurs d'avance et/ou de recette, Indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants, Indemnité de Difficulté Administrative (I.D.A.).

En revanche, il reste notamment cumulable avec la prime dite "du 13ème mois", avantage collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération, ainsi que l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex. frais de déplacement), les dispositifs d'intéressement collectif, les dispositifs compensant les pertes du pouvoir d'achat (GIPA, indemnité compensatrice, indemnité différentielle…) et les autres délibérations, en particulier, celles relatives aux sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes...), la prime de responsabilité de certains emplois administratifs et celles concernant des dispositifs locaux spécifiques (ex. compensation de l'indemnité de résidence). Cette liste n'étant pas exhaustive.

Recours gracieux.

A titre dérogatoire, l'agent qui n'aurait pas perçu de complément indemnitaire annuel du fait de ses absences, en raison d'une situation à caractère exceptionnel, pourra formuler une demande de recours gracieux auprès de l'autorité territoriale afin que son dossier puisse faire l'objet d'un réexamen.

oooOooo

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

6. Régime indemnitaire – Filière Police Municipale – Modification de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (I.S.F.E.) – Avenant n°2

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.4 et L.714-13,

Vu le décret 2001-603 du 12 juillet 2001 modifié, pris pour application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié, relatif au statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_6-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié, relatif au statut particulier du cadre d'empois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres,

Vu la délibération du 3 décembre 2024, point n°8, portant instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (I.S.F.E.) au profit des policiers municipaux,

Vu la délibération du 23 septembre 2025, point n°9, relatif à la modification de l'I.S.F.E., avenant n°1,

Attendu qu'il est proposé de modifier la « part fixe » de l'I.S.F.E., en portant le taux jusqu'à 30% maximum du traitement mensuel soumis à retenue pour pension pour l'ensemble des policiers municipaux relevant de la catégorie C,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 14 septembre 2026,

Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de M. le Maire,
À l'unanimité,

Décide :

Avec effet au 1er janvier 2027 :

- De modifier, la délibération du 23 septembre 2025, susvisée, dans sa partie I) « LA PART FIXE » de l'I.S.F.E. (Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement) pour l'ensemble des policiers municipaux relevant de la catégorie C, comme suit :
  CATÉGORIE C : Cadre d'emplois des agents de police municipale
  1er grade : gardien-brigadier
  → jusqu'à 30 % maximum du traitement mensuel soumis à retenue pour pension.
  2ème grade : brigadier-chef principal
  → jusqu'à 30% maximum du traitement mensuel soumis à retenue pour pension.
- D'inscrire les crédits budgétaires correspondants, sous chapitre 012, en lien avec les effectifs fixés au tableau des emplois :
- D'intégrer ces modifications dans la délibération générale relative à l'I.S.F.E. ci-annexée, afin de disposer d'un document de référence unique et consolidé.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_6-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE - RÉGIME INDEMNITAIRE – FILIERE POLICE MUNICIPALE
INDEMNITE SPÉCIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT (I.S.F.E.) - VERSION CONSOLIDEE (avenant n°2)

Le Conseil Municipal,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.4 et L.714-13,
VU le décret 2001-603 du 12 juillet 2001 modifié, pris pour application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
VU le décret 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié, relatif au statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,
VU le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié, relatif au statut particulier du cadre d'empois des chefs de service de police municipale,
VU le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres,
CONSIDÉRANT qu'il convient d'instaurer le nouveau régime indemnitaire des agents de la police municipale en lieu et place du régime indemnitaire précédent,
VU la délibération du 3 décembre 2024, point n° 8, relative à l'instauration de la nouvelle indemnité de fonction et d'engagement (I.S.F.E.)au profit des policiers municipaux,
VU la délibération du 23 septembre 2025, point n°9, relative à la modification de I.S.F.E., avenant n°1,
VU l'avis du Comité Social Territorial,

DÉCIDE :

- **D'INSTAURER** l'**I**ndemnité **S**péciale de **F**onction et d'**E**ngagement aux policiers municipaux selon les modalités définies ci-après,
- **D'AUTORISER** le Maire à fixer, par arrêté individuel, les taux et les montants applicables aux agents concernés dans le respect des présentes dispositions,
- **D'INSCRIRE** les crédits budgétaires correspondants, sous chapitre 012, en lien avec les effectifs fixés au tableau des emplois.
- **D'ABROGER** les délibérations antérieures relatives à l'indemnité spéciale de fonction des agents de police municipale et à l'Indemnité d'Administration et de Technicité des policiers municipaux.

DISPOSITIONS GENERALES

L'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (I.S.F.E.) des policiers municipaux est un régime indemnitaire constitué de deux parts, la première dite « part fixe » **(I)** et la seconde, dite « part variable » **(II)** déterminées selon les modalités suivantes :

I) « La part fixe de l'I.S.F.E. » est liée aux fonctions de l'agent : elle est destinée à valoriser l'exercice des fonctions au regard du niveau de responsabilité, de l'expérience acquise et des sujétions auxquelles les bénéficiaires sont appelés à faire face dans l'exercice effectif de leurs fonctions. Elle est calculée en pourcentage sur la base du montant du traitement de l'agent soumis à retenue pour pension.

II) « La part variable de l'I.S.F.E. » est liée à l'investissement professionnel : elle est destinée à récompenser l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent selon des critères fixés par la collectivité. Elle est déterminée dans la limite de plafonds réglementaires.

Les bénéficiaires sont les policiers municipaux stagiaires et fonctionnaires occupés sur des emplois à temps complet, temps partiel et à temps non complet, relevant des cadres d'emplois des agents et des chefs de service de police municipale, soit respectivement la catégorie C et B des cadres d'emplois de la police municipale.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_6-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

I) « LA PART FIXE » de l'I.S.F.E.

L'autorité territoriale déterminera pour chaque agent, par arrêté, le taux individuel applicable de l'I.S.F.E. fixé en pourcentage et dans la limite des taux suivants :

CATÉGORIE C : Cadre d'emplois des agents de police municipale
1er grade : gardien-brigadier
→ jusqu'à 30 % maximum du traitement mensuel soumis à retenue pour pension.
2ème grade : brigadier-chef principal
→ jusqu'à 30% maximum du traitement mensuel soumis à retenue pour pension, pour l'agent occupant les fonctions de Responsable du Service de la Police Municipale.

CATÉGORIE B : Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
1er grade : Chef de service
2ème grade : Chef de service principal de 2ème classe
3ème grade : Chef de service principal de 1ère classe
→ jusqu'à 32 % maximum du traitement mensuel soumis à retenue pour pension.

Périodicité de versement
Le versement de cette indemnité s'effectuera selon une périodicité mensuelle.
Elle sera proratisée en fonction du taux d'emploi pour les agents travaillant à temps non complet et au prorata du taux de rémunération pour les agents travaillant à temps partiel.
Régime de maintien ou d'interruption
L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement suivra le sort du traitement dans les cas de congés rémunérés suivants : maladie ordinaire, accident du travail, de service/trajet, maladie professionnelle selon les modalités suivantes : conservation intégrale pendant les trois premiers mois, puis réduction de moitié pendant les neuf mois suivants.
Elle est suspendue pendant les congés de longue maladie, grave maladie, longue durée ainsi qu'en période de disponibilité d'office. Elle est également suspendue après un an d'absence, en cas de maladie professionnelle, d'accident du travail, de service ou de trajet.
Elle est maintenue, dans son intégralité, durant tous les autres types de congés rémunérés tels que par exemple, les congés annuels, les R.T.T., les C.E.T., les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, les congés pour adoption, les périodes à temps partiel thérapeutique, les autorisations d'absences légales.
Réexamen du taux
Un réexamen du taux individuel, susceptible de conduire à une revalorisation, aura lieu au moins tous les quatre ans. L'autorité territoriale n'est pas tenue, à la suite de ce réexamen, de revaloriser cette indemnité si la situation de l'agent ne le justifie pas.

II) « LA PART VARIABLE » de l'I.S.F.E.

La part variable de l'I.S.F.E. peut, pour partie, faire l'objet d'un versement annuel **(A)** et pour partie, faire l'objet d'un versement mensuel **(B)** dans le respect des plafonds réglementaires fixés selon la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent.

Ainsi, le plafond global de la part variable est fixé au maximum à 5 000 € par an pour les agents relevant de la catégorie C et au maximum à 7 000 € pour les agents relevant de la catégorie B.

A) La part variable versée annuellement

La part variable de l'I.S.F.E. versée annuellement tient compte notamment de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent selon les critères définis ci-après. Ces compléments indemnitaires sont liés au présentéisme (1) et à l'entretien professionnel (2).

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_6-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

1- La part liée au présentéisme

Cette part, également liée à la manière de servir de l'agent, est destinée à récompenser la présence au poste de travail et sera attribuée en fonction de la durée de présence durant la période de référence ci-après déterminée. Elle est versée sans aucun caractère d'automaticité. Elle pourra donc varier d'une année à l'autre.
Dès lors que l'agent remplit les conditions d'octroi, il se verra attribuer le montant correspond à sa catégorie hiérarchique, dont le plafond forfaitaire est déterminé comme suit :

- ❖ Pour les policiers municipaux relevant de la catégorie C, le montant annuel de la prime de présence est fixé à 1 400 €.
- ❖ Pour les policiers municipaux relevant de la catégorie B, le montant annuel de la prime de présence est fixé à 1 500 €.

Cette indemnité sera proratisée en cas d'arrivée et de départ de la collectivité en cours d'année, en fonction de la durée des services effectués.

Régime d'attribution ou de suppression
Ne seront pas considérées comme des absences, les congés annuels, les R.T.T., les C.E.T., les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, les congés pour adoption, les périodes à temps partiel thérapeutique, les autorisations d'absences légales.
En revanche, le nombre de jours d'absences cumulées liées à des congés rémunérés pour cause de maladie ordinaire, accident de travail ou de service, maladie professionnelle, congés de longue maladie, grave maladie, longue durée, les périodes de disponibilité d'office et les absences de service fait donneront lieu à un abattement de la prime, selon le dispositif fixé comme suit :

- De 0 à 4 jours d'absences cumulées : aucun abattement
- De 5 à 6 jours d'absences cumulées : 50% d'abattement
- A partir du 7ème jour d'absences cumulées : 100% d'abattement.

La période de référence retenue pour calculer le nombre des absences cumulées est fixée du 1er octobre de l'année N-1 au 30 septembre de l'année N.
Périodicité de versement
Le versement de cette part indemnitaire s'effectuera selon une périodicité annuelle, au cours du mois d'octobre et fera l'objet d'un arrêté du Maire portant attribution individuelle.
Recours gracieux
A titre dérogatoire, l'agent qui n'aurait pas perçu de complément indemnitaire annuel du fait de ses absences, en raison d'une situation à caractère exceptionnel, pourra formuler une demande de recours gracieux auprès de l'autorité territoriale afin que son dossier puisse faire l'objet d'un réexamen.

2 - La part liée à l'entretien professionnel

Cette part est destinée à valoriser l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Elle est établie à partir de l'entretien professionnel réalisé l'année N-1, et prendra en référence, une partie des critères d'appréciation issus de cet entretien professionnel.
Les différents niveaux d'appréciation sont cotés afin de déterminer un résultat total permettant l'attribution de ce complément indemnitaire, tels que ci-après définis :

CRIETERES ISSUS DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL	Effort urgent et indispensable = 0	Effort nécessaire = 1	Satisfaisant = 2	Très satisfaisant = 3	TOTAL
LA MANIÈRE DE SERVIR					
Sens du service public					…/3
Ponctualité					…/3
Politesse, bienséance, sociabilité					
LES RESULATS PROFESSIONNELS ET LA REALISATION DES OBJECTIFS					
Rigueur et fiabilité du travail effectué					…/3
Capacité à s'organiser et à planifier					…/3
Respect des délais et des échéances					…/3
Capacité à gérer les ressources					…/3
RESULTAT TOTAL					**…/21**

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_6-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Au vu du résultat total obtenu, cette part sera attribuée selon la progression suivante :
0% si le résultat est compris entre 0 et 8
50% si le résultat est compris entre 9 et 12
100% si le résultat est compris entre 13 et 21.

Modulations individuelles
En l'absence d'évaluation professionnelle, ce complément indemnitaire ne sera pas versé.
Ce complément indemnitaire est fixé dans les limites suivantes :

CATÉGORIE C : Cadre d'emplois des agents de police municipale
1er grade : gardien-brigadier
→ de 0€ à 150 € maximum par an
2ème grade : brigadier-chef principal
→ de 0€ à 150 € € maximum par an
→ de 0€ à 200 € maximum pour l'agent occupant les fonctions d'adjoint au Responsable du Service de la Police Municipale.
→ de 0€ à 250 € maximum pour l'agent occupant les fonctions de Responsable du Service de la Police Municipale.

CATÉGORIE B : Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale – Fonction Responsable de Service
1er grade : Chef de service
2ème grade : Chef de service principal de 2ème classe
3ème grade : Chef de service principal de 1ère classe
→ de 0€ à 300 € maximum.

Périodicité de versement
Le versement de ce complément indemnitaire s'effectuera selon une périodicité annuelle fixée au mois d'avril et fera l'objet d'un arrêté du Maire portant attribution individuelle.
En outre, pour tenir compte d'un investissement ou d'un engagement professionnel exceptionnel, cet arrêté du Maire pourra être majoré, ou si cela est apprécié à un autre moment de l'année, un arrêté complémentaire pourra être pris afin de récompenser exceptionnellement l'agent et ce, dans le respect du plafond global réglementant la part variable de l'I.S.F.E.

B) La part variable versée mensuellement

La part variable versée mensuellement est déterminée dans la limite de 36% du plafond réglementaire. Ce dernier est fixé différemment selon la catégorie hiérarchique à laquelle appartient l'agent.

Pour la catégorie C, ce montant est limité à 1 800 € maximum par an, correspondant au calcul suivant : plafond réglementaire : 5 000 € * 36 % = 1 800 €/an.
Pour la catégorie B, ce montant est limité à 2 520 € maximum par an, correspondant au calcul suivant : plafond réglementaire : 7 000 € * 36 % = 2 520 €/an.

Le cas échéant, cette part pourra être attribuée dans le cadre d'une évaluation de l'efficacité professionnelle déterminée au regard de l'implication dans le travail. Celle-ci se traduit par l'attention particulière portée aux attentes des usagers et aux intérêts de la collectivité. Elle fera l'objet d'un versement mensuel établit sur la base d'un douzième du montant annuel.

DISPOSITIONS FINALES

L'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.)
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

Accusé de réception en préfecture
057-215702409-20261019-20261019-6-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) *EN EXERCICE* : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance : *Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

7. Recensement de la population 2027 -Recrutement et rémunération des agents recenseurs

Vu la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, la Ville de Freyming-Merlebach se voit confier la responsabilité annuelle de la préparation et de la réalisation des opérations de recensement auprès d'un échantillon de 8% de la population.

Attendu que dans ce cadre, l'Institut National des Statistiques et des Études Économiques (INSEE) verse chaque année une dotation forfaitaire de recensement calculée en fonction des populations légales en vigueur au 1er janvier de l'année précédente, du nombre de logements publié sur le site de l'INSEE et d'un taux de réponse internet fixé par arrêté.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_7-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant que les opérations de recensement sont effectuées par des agents recenseurs recrutés et rémunérés par la Ville.

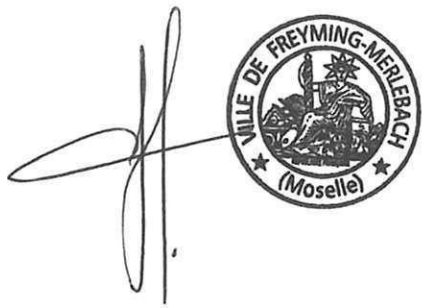
Le Conseil Municipal,

Sur proposition de la Commission des Finances réunie le 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de Mme Anne-Marie NEGRI, Adjointe et rapporteure,
À l'unanimité,

Décide :

- De procéder au recrutement de 3 agents recenseurs rémunérés selon le barème suivant :
  - 2.50€ brut par feuille individuelle collectée ;
  - 5.00€ brut par feuille de logement collectée ;
  - 1.00€ brut par feuille de logement non enquêté ;
  - 1.00€ brut par logement vacant ;
  - 200.00 € brut d'indemnité forfaitaire destinée à couvrir les frais de déplacement de l'agent recenseur.
- D'inscrire au budget les crédits nécessaires aux opérations de recensement ;
- D'habiliter M. le Maire ou l'un de ses Adjoints à signer toutes pièces y relatives.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_7-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) ***EN EXERCICE*** : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance *: Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

8. Renouvellement du contrat de concession pour la distribution de gaz sur le territoire de Freyming-Merlebach

Attendu que dans le cadre de la poursuite des relations contractuelles pour la gestion du service public de la distribution de gaz naturel sur le territoire de la commune, GRDF propose de conclure une nouvelle convention de concession pour une durée de 30 ans, à compter du 1er janvier 2027, la précédente convention ayant été signée le 21 janvier 1997.

Considérant que par cette nouvelle convention, il est prévu notamment :

- La gestion du réseau : GRDF assure l'entretien, la sécurité, le développement du réseau et la transition vers les gaz renouvelables.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- Le versement de redevances : GRDF versera chaque année une redevance (R1) à la commune pour couvrir les frais de contrôle du contrat.

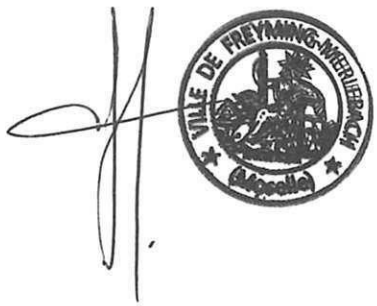
Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes de la Commission de Travaux ainsi que des Finances réunies respectivement les 12 et 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de M. Bernard SCHMITT, Adjoint et rapporteur,
À l'unanimité,

Décide :

- D'adopter la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz naturel avec la société GRDF, ci-annexée ;
- D'habiliter Monsieur le Maire, ou l'un de ses Adjoints, à signer le contrat de concession ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire



Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ENTRE VOUS & NOUS

Contrat de concession pour la distribution publique en gaz naturel

sur la commune de

FREYMING-MERLEBACH



PROJET

Entre

FREYMING-MERLEBACH

et

GRDF

GRDF

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

CONVENTION DE CONCESSION POUR

LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ

SUR LE TERRITOIRE DE

FREYMING-MERLEBACH _ INSEE 57240

Entre les soussignés :

FREYMING-MERLEBACH, représentée par Monsieur Pierre LANG, Le Maire, dument habilité(e), à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du XX/XX/XXXX, transmise préalablement à Monsieur le Préfet le XX/XX/XXXX, accompagnée des pièces du projet de contrat,

désignée ci-après : « **l'Autorité Concédante** »

Et

GRDF, Société Anonyme au capital de 1.835.695.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 17, rue des Bretons –Saint-Denis, représentée par Monsieur Brice FEBVRE, Directeur Clients Territoires Est de GRDF, dument habilité(e),

désignée ci-après : « **le Concessionnaire** »

désignés conjointement ci-après : « **les Parties** »

Etant préalablement exposé

Compte tenu de la volonté commune des deux Parties de poursuivre leurs relations contractuelles en les adaptant aux exigences présentes et à venir d'un service public de qualité,

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - L'Autorité Concédante concède, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales et par le code de l'énergie en particulier dans ses articles L.111-53, L.432-2 et L 432-8, au Concessionnaire qui accepte, la distribution du gaz, aux conditions du cahier des charges joint et de ses annexes sur le périmètre de la Concession constituée par la totalité de la commune.

Les commentaires figurant le cas échéant en bas de page du cahier des charges de Concession font partie de celui-ci ; cette disposition ne fait toutefois pas obstacle à ce que ces commentaires soient actualisés en fonction de l'évolution de la législation ou de la réglementation sans qu'il soit nécessaire d'en prendre acte par voie d'avenant. Les textes législatifs ou règlementaires cités dans le cahier de charges sont ceux en vigueur à la date de signature.

Article 2 – La présente Convention de Concession entre en vigueur à la date du **01/10/2026** pour une durée fixée à **30 ans**. L'Autorité Concédante certifie qu'elle procédera aux formalités propres à rendre la présente Convention exécutoire, conformément aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

A compter de la date d'entrée en vigueur précitée, les Parties conviennent, par la présente, de mettre fin automatiquement à la précédente convention de concession signée le 21/01/1997.

Article 3 – Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante en cas de modification du cadre législatif, réglementaire ou régulatoire impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz, après une information dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule du cahier des charges.

Article 4 - Les Parties se rencontreront et examineront l'opportunité d'adapter par avenant leur situation contractuelle dans les circonstances suivantes :

a) de manière systématique, tous les cinq ans,

b) en cas de bouleversement des conditions technico-économiques de nature à rompre l'équilibre économique du traité de concession,

c) en cas de modification significative des conditions techniques d'exploitation,

d) en cas de modification du modèle de cahier des charges national,

e) en cas de modification du cadre législatif ou réglementaire impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz,

f) en cas de nécessité de révision des indicateurs et des objectifs de performance mentionnés à l'article 44 du cahier des charges,

g) en cas de modification du périmètre de la Concession.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 5 - Le Contrat de Concession, ensemble contractuel unique, est composé des pièces suivantes :

- pièce n°1 : la présente Convention de Concession,
- pièce n°2 : le cahier des charges de Concession, y compris son préambule,
- pièce n°3 : les annexes au cahier des charges listées à l'article 65 du cahier des charges.

En cas de contradiction ou de difficultés d'interprétation entre les différentes pièces du Contrat de Concession, l'ordre de préséance est fixé comme suit :

- la Convention de Concession prévaut sur les annexes et le cahier des charges,
- les dispositions de l'annexe 1 prévalent sur le cahier des charges.

Article 6 - La présente Convention, établie en un exemplaire, signée par voie électronique avancée (AES), est dispensée des droits d'enregistrement.

Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des Parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à FREYMING-MERLEBACH,

Le

Pour l'Autorité Concédante,	Pour le Concessionnaire,
Le Maire	Le Directeur Clients Territoires Est de GRDF
Pierre LANG	Brice FEBVRE

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

CAHIER DES CHARGES DE CONCESSION
POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

FREYMING-MERLEBACH _ INSEE 57240

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Table des matières

PREAMBULE 11

I. DISPOSITIONS GENERALES 13

Article 1 Définitions 13
Article 2 Service concédé 16
Article 3 Moyens affectés à la Concession 17
Article 3.1 Ouvrages concédés 17
Article 3.2 Moyens humains 17
Article 3.3 Inventaires 17
Article 4 Utilisation des ouvrages concédés 18
Article 5 Responsabilité du Concessionnaire 18
Article 6 Redevances de Concession 19
Article 6.1 Redevance de fonctionnement R1 19
Article 6.2 Redevance d'investissement R2 21
Article 7 Services aux Clients finals 21

II. SECURITE, SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DU RESEAU 22

Article 8 Sécurité des personnes et des biens 22
Article 9 Surveillance du Réseau 23
Article 10 Entretien et maintenance 23
Article 11 Gestion du risque industriel 24
Article 12 Intervention à proximité des réseaux souterrains 24
Article 13 Actions d'information des Clients finals 25

III. RACCORDEMENT DES CLIENTS FINALS AU RESEAU CONCEDE 26

Article 14 Principes généraux de Raccordement des Clients finals au Réseau 26
Article 15 Extension du Réseau concédé pour le Raccordement de Clients finals 26
Article 16 Branchements 29
Article 16.1 Réalisation 29
Article 16.2 Maintenance et renouvellement 29
Article 17 Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes 29

IV. TRAVAUX SUR LE RESEAU CONCEDE 31

Article 18 Conditions générales d'exécution des travaux 31
Article 19 Coordination de voirie 31
Article 20 Protection de l'environnement 32
Article 21 Travaux et modification 33
Article 22 Mise hors exploitation ou abandon des équipements de réseaux 35

V. COMPTAGE, INSTALLATIONS INTERIEURES, GAZ DISTRIBUE 36

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 23 Comptage 36
Article 24 Vérification des dispositifs de comptage et redressements de consommation 37
Article 25 Installations intérieures 38
Article 26 Caractéristiques du gaz distribué 39
Article 27 Mesure du Pouvoir Calorifique Supérieur du gaz distribué 41
Article 28 Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué 42

VI. CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS FINALS ET PRODUCTEURS 43

Article 29 Conditions générales pour l'accès au Réseau 43
Article 30 Obligation de consentir aux Clients finals et aux Producteurs les contrats liés à l'accès au Réseau 43
Article 31 Contrats liés à l'accès au Réseau et conditions de paiement 44
Article 32 Tarification de la distribution de gaz aux Clients finals et de l'injection aux Producteurs 46
Article 33 Information en cas d'interruption du service 47
Article 33.1 Interruption temporaire du service pour les besoins de l'exploitation 47
Article 33.2 Interruption temporaire relative à des situations d'urgence 47
Article 33.3 Réduction et/ou interruption de l'injection 47
Article 33.4 Mise en œuvre d'ordre de délestage 47
Article 34 Relation Client 48
Article 35 Qualification et traitement des réclamations 48
Article 36 Délais d'intervention 49
Article 37 Mesure de la satisfaction des Clients finals 49
Article 38 Information envers les Clients finals et les tiers 49

VII. GOUVERNANCE (INVESTISSEMENTS, CONTROLE, DONNEES) 50

Article 39 Principes généraux 50
Article 40 Gouvernance des investissements 50
Article 41 Compte-rendu d'activité de la Concession 52
Article 41.1 Dispositions générales 52
Article 41.2 Indicateurs de qualité de service et de sécurité 52
Article 42 Contrôle de la Concession 53
Article 42.1 Prérogatives de l'Autorité concédante 53
Article 42.2 Information sur les Raccordements au réseau de transport 53
Article 42.3 Echange contradictoire 53
Article 43 Données 54
Article 43.1 Cadre général 54
Article 43.2 Données cartographiques 55
Article 43.3 Données de consommation 56
Article 43.4 Données techniques et patrimoniales 56
Article 44 Mesure de la performance du Concessionnaire 56
Article 45 Pénalités 57
Article 45.1 Pénalités résultant d'un défaut de performance du Concessionnaire 57
Article 45.2 Pénalités en cas de défaut de fourniture d'information 57
Article 46 Règlement des litiges 57

VIII. TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES 59

Article 47 Planification énergétique territoriale 59

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 48 Aménagement de l'espace urbain 60
Article 49 Raccordement des installations de production de biométhane ou d'autres Gaz renouvelables 60
Article 50 Raccordement des stations d'avitaillement GNV/bioGNV 61
Article 51 Compteurs communicants 62
Article 52 Maîtrise de la demande en gaz 62
Article 53 Actions liées à la sécurisation aval Compteur et à la prévenance des coupures pour impayés 63
Article 54 Réseaux intelligents et dispositifs de gestion optimisée 63
Article 55 Responsabilité sociale et environnementale 64

IX. ECHEANCE DU CONTRAT DE CONCESSION 65

Article 56 Bilan à l'échéance du Contrat 65
Article 57 Echéance du Contrat 66

X. DISPOSITIONS DIVERSES 67

Article 58 Statut du Concessionnaire 67
Article 59 Evolution des dispositions de portée nationale 67
Article 60 Impôts, taxes et redevances réglementaires 67
Article 61 Modalités d'application de la TVA 67
Article 62 Faute grave du Concessionnaire 68
Article 63 Mise en demeure 68
Article 64 Élection de domicile 68
Article 65 Liste des annexes 69

ANNEXE 1 : MODALITES ET DISPOSITIONS LOCALES 70

ANNEXE 2 : ELEMENTS DU COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE LA CONCESSION (CRAC) 71

ANNEXE 3 : INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE ET DE SECURITE 72

ANNEXE 4 : DONNEES MISES A DISPOSITION DE L'AUTORITE CONCEDANTE POUR L'EXERCICE DE SES COMPETENCES 77

ANNEXE 5 : MESURE DE LA PERFORMANCE DU CONCESSIONNAIRE 83

ANNEXE 6 : REGLES DE CALCUL DU TAUX DE RENTABILITE DES EXTENSIONS DE RESEAU 89

ANNEXE 7 : TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX 94

ANNEXE 8 : CATALOGUE DES PRESTATIONS 97

ANNEXE 9 : CONDITIONS DE DISTRIBUTION 98

ANNEXE 10 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES 99

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

PREAMBULE

L'Autorité Concédante et son Concessionnaire entendent affirmer en préambule leur attachement aux valeurs et aux principes généraux du service public : continuité, égalité de traitement entre les usagers placés dans une même situation, mutabilité, laïcité et neutralité. Ils adhèrent à la nécessité d'une adaptation permanente du service public aux exigences de qualité et de performance, qui sont autant de défis qu'il appartient aux collectivités concédantes et à leurs concessionnaires de relever pour répondre aux souhaits des usagers et aux besoins de l'activité économique.

Ils ont pris en compte la mutation qui est intervenue dans le secteur de la distribution publique du gaz qui doit aller de pair avec le renforcement du rôle des collectivités territoriales notamment dans le contrôle de la performance de leurs concessionnaires.

Ils ont également tenu à mettre l'accent sur les enjeux de la sécurité, de la gouvernance et de la transition écologique. C'est ainsi qu'a été décidée la mise en place d'un Comité National de Suivi tripartite, composé de représentants de GRDF, de la FNCCR et de France Urbaine, chargé de veiller au bon déploiement de ce modèle de contrat, de résoudre les éventuelles difficultés liées à ce déploiement et d'examiner les éventuelles évolutions à y apporter. Il est entendu que ce cadre national doit également s'adapter aux besoins spécifiques locaux et aux particularités propres à la Concession relatifs en particulier à la sécurité, à la qualité du service, à la gouvernance et à la transition écologique. La prise en considération de ces éléments donne notamment lieu aux dispositions locales convenues dans l'annexe 1.

Le Contrat de Concession, ainsi que les discussions qui ont précédé sa conclusion, s'inscrivent dans le cadre juridique actuel, notamment législatif et réglementaire, régissant le service public de distribution de gaz.

GRDF (ci-après « le Concessionnaire ») bénéficie d'un droit exclusif dans sa zone de desserte, en qualité de gestionnaire des réseaux publics de distribution de gaz, conformément aux dispositions de l'article L. 111-53 du Code de l'énergie.

En application des dispositions de l'alinéa premier de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'Autorité Concédante est compétente pour négocier et conclure avec le Concessionnaire le contrat de Concession de distribution publique de gaz sur son territoire et exercer le contrôle du bon accomplissement des missions du service public fixées par le cahier des charges de Concession.

Les Parties entendent définir ensemble les conditions d'exercice des missions de service public. C'est l'objet du présent contrat (« *le Contrat* » ou « *la Concession* »), par lequel l'Autorité Concédante confie au Concessionnaire la gestion du service public de distribution de gaz sur son territoire.

En particulier, en application de l'article L.111-61 du Code de l'énergie, il est rappelé que le Concessionnaire « *assure l'exploitation, l'entretien et* (…) *le développement des réseaux* de distribution (…) *de gaz"*.

En application de l'article L. 432-8 du même Code, le Concessionnaire est notamment chargé « *de définir et de mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution* ». Il en assure ainsi la maîtrise d'ouvrage, étant précisé que l'Autorité Concédante, en application des

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

dispositions de l'article L.432-5 du code de l'énergie, conserve « *la faculté de faire exécuter en tout ou partie à* (sa) *charge les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution »*.

En application de l'article L. 452-1-1 du Code de l'énergie, le tarif d'utilisation du Réseau de distribution de gaz fait l'objet d'une péréquation au niveau national, à l'intérieur de la zone de desserte du Concessionnaire. Ce tarif, ainsi que ceux des prestations annexes réalisées exclusivement par le Concessionnaire, sont fixés par le régulateur (Commission de régulation de l'énergie ou « *CRE* ») en mutualisant l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement que le Concessionnaire supporte au périmètre de sa zone de desserte exclusive, dans la mesure où il s'agit de coûts correspondant à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace.

En sa qualité de gestionnaire de réseaux publics de distribution de gaz, le Concessionnaire est soumis à des missions et à des obligations de service public, définies par le législateur et codifiées au sein du code de l'énergie et du code général des collectivités territoriales ou encore fixées par voie réglementaire.

Dans le cadre ainsi rappelé, l'Autorité concédante entend également faire du présent Contrat de Concession un cadre adapté au service et au soutien de ses objectifs en matière de développement durable et de transition énergétique sur son territoire.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 Définitions

(i) Pour l'application du présent Contrat et sauf stipulation contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-après :

(ii) un jour sera interprété comme désignant un jour calendaire, étant précisé que, pour tout délai prévu au Contrat, si le dernier jour se trouve être un samedi, un dimanche ou un jour férié en France, ledit délai est reporté au jour ouvré suivant (tout jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés en France).

Aménagements généraux	au sens de l'article 4.2 de la norme NF DTU 61.1.P6, ils comprennent notamment les gaines, ventilations, locaux et alvéoles techniques.
Branchement	ouvrages assurant la liaison entre la conduite de distribution publique et le Compteur.
Branchement Individuel	Branchement desservant une seule Installation intérieure.
Branchement Collectif	Branchement desservant deux Installations intérieures ou plus. Il inclut les CICM. Dans le présent Contrat, certains articles peuvent viser soit la partie du Branchement Collectif en amont de l'Organe de coupure générale (excluant alors la ou les CICM), soit la partie du Branchement Collectif en aval de l'Organe de coupure générale (désignant alors la ou les CICM).
Branchement Particulier	conduites/tuyauterie situées entre la Conduite Montante et l'amont du Compteur individuel ou, à défaut, l'Organe de coupure individuel.
Catalogue (des prestations)	liste des prestations exclusivement réalisées par GRDF et de prestations relevant du domaine concurrentiel. Le Catalogue des prestations est élaboré conformément aux principes qui ont été définis par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) en application des articles L.452-2 et L.452-3 du Code de l'Energie.
Client(s) ou Client(s) final(s)	personne(s) physique(s) ou morale(s) raccordée(s) au Réseau, et ayant un Point de Comptage et d'Estimation (PCE) actif au cours de l'année civile. Il(s) est (sont) destinataire(s) de la facturation du Fournisseur. Le nombre de clients de la concession est publié chaque année dans les Compte Rendu Annuel d'Activité (CRAC).
Conduite d'Immeuble (CI) et Conduite Montante (CM), ou CICM	tuyauteries de gaz qui, dans les immeubles collectifs, permettent d'alimenter chacun des logements à partir du coffret gaz collectif de l'immeuble. Conduite d'Immeuble (CI) : tuyauterie de gaz d'allure horizontale située en aval de l'Organe de coupure générale et alimentant une ou plusieurs Conduites Montantes, ou des nourrices dans des locaux ou placards techniques gaz ou des tiges-cuisines et parfois directement des Installations intérieures. Conduite Montante (CM) : conduite de gaz verticale pour la plus grande partie, raccordée à une Conduite d'Immeuble et alimentant les différents niveaux de cet immeuble.
Compteur et PCE	équipement permettant de totaliser les volumes de gaz qui le traversent. Le Point de Comptage et d'Estimation (PCE) est un numéro unique qui permet d'identifier chaque installation de consommation de gaz.
Extension	partie de canalisation de distribution publique à construire depuis sa localisation d'origine jusqu'au droit du point de Branchement envisagé.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Fournisseur(s)	entité chargée d'acheter l'énergie gaz et de la revendre sous forme d'énergie aux Clients finals, professionnels ou particuliers. Il(s) assure(nt) une activité de commercialisation par le biais de contrats de fourniture passés avec les Clients finals.
Gaz renouvelable(s)	gaz d'origine renouvelable ou de récupération, injectable dans le Réseau selon la règlementation en vigueur, et obtenu par divers procédés, notamment : transformation de la biomasse par fermentation biologique (méthanisation) ou par un procédé thermochimique (gazéification hydrothermale), transformation de déchets à très haute température (pyrogazéification), électrolyse de l'eau réalisée à partir d'électricité renouvelable (power-to-gas).
Gestionnaire de réseaux de distribution de rang 2	tout opérateur d'une nouvelle concession non directement raccordée au réseau de transport.
Installation intérieure	commence à l'aval du Compteur individuel ou, en l'absence de Compteur individuel, à l'aval de l'Organe de coupure individuelle.
Organe de coupure individuelle (OCI)/ générale (OCG)	vanne, robinet ou obturateur comme défini par l'article 9 de l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes.
Participation(s)	recettes perçues par le Concessionnaire, versées par des tiers (aménageurs, collectivités, Usagers, autres) au titre d'une prestation du Catalogue (annexe 8), hors contributions versée par l'Autorité Concédante dans le cadre de l'article R432-10 du Code de l'Énergie.
Poste de détente transport / distribution	poste visé à l'article 2 de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de l'article 2 de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations. Cette limite d'exploitation s'applique à l'ensemble des postes transport/distribution utilisés par le Concessionnaire qui sont des postes démontables au sens de cet arrêté sauf exceptions locales.
Poste d'injection	installation située à l'extrémité amont du Réseau de distribution, assurant les fonctions de détente et régulation de pression, de sécurité ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant, notamment, de déterminer les quantités de Gaz renouvelable injectées par un site de Producteur.
Poste de livraison	installation située à l'extrémité aval du Réseau et constituée de : - Poste de détente - équipement de comptage (Compteur et module de relevé à distance) - convertisseur et enregistreur le cas échéant.
Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS)	quantité de chaleur (en kWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante et à une température initiale de zéro Celsius, comprenant la quantité de chaleur restituée par la condensation de la vapeur d'eau.
Producteur	personne physique ou morale qui produit du Gaz renouvelable injecté dans le Réseau.
Raccordement	opération d'étude et de travaux pour relier une canalisation existante à une construction, y compris celle d'un Producteur. Une fois réalisé, le Raccordement fait partie du Réseau. Il peut être constitué d'un Branchement et, le cas échéant, d'une Extension de canalisation de Réseau.
Réseau (public de distribution)	ensemble des ouvrages, installations et systèmes, dont l'exploitation est confiée au Concessionnaire en application du présent Contrat.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Service	service public de distribution de gaz, tel que défini à l'article 2 du cahier des charges
Usagers	ensemble des personnes physiques ou morales bénéficiant du Service (Clients Finals et Producteurs)
Zone gaz	ensemble de réseaux de distribution à l'intérieur duquel le gaz est réputé de qualité journalière homogène et identique.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 2 Service concédé

Le présent cahier des charges s'applique à la distribution publique de gaz dans le périmètre défini dans la Convention de Concession.

La Concession s'étend à tous les ouvrages, biens meubles et immeubles et installations, nécessaires au Service de distribution publique concédé. Le Concessionnaire doit maintenir en état normal de service le patrimoine concédé.

Le Concessionnaire a l'exclusivité de la distribution du gaz sur le territoire de la Concession. L'Autorité Concédante garantit cette exclusivité au Concessionnaire.

Le Concessionnaire est responsable du fonctionnement du Service et le gère conformément au présent cahier des charges. Il l'exploite à ses frais et risques. Il est notamment chargé dans le cadre du présent cahier des charges de Concession d'assurer[1] :

- la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution de gaz sous réserve des droits de l'Autorité Concédante[2] comprenant l'établissement, le financement des réseaux et des postes de distribution publique et de livraison, ainsi que des dispositifs de comptage ;
- le Raccordement des Clients finals et des installations de production de Gaz renouvelable ;
- l'accès aux réseaux dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires ;
- la conduite, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement des ouvrages ;
- le comptage du gaz acheminé pour tous les utilisateurs du Réseau[3] ;
- la définition et la mise en œuvre des politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution sous réserve des droits de l'Autorité Concédante ;
- l'établissement de relations contractuelles avec les autres opérateurs de réseaux de gaz ;
- la mise en œuvre d'actions d'efficacité énergétique et d'insertion des énergies renouvelables sur le Réseau.

Le Concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des utilisateurs du Réseau, notamment les Clients finals, un tarif destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge.

L'Autorité Concédante assure le contrôle du service public et pourra obtenir du Concessionnaire les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits précisés à l'Article 42.

L'Autorité Concédante, compétente en matière d'organisation des services publics locaux d'énergie, peut convier les gestionnaires de réseaux publics d'énergie à évoquer, sous son égide, l'optimisation des choix énergétiques, notamment dans les nouvelles zones à urbaniser. Le Concessionnaire s'engage à participer à ces échanges dont la finalité est de veiller à préserver l'intérêt général.

PROJET

[1] Les missions du Concessionnaire sont fixées par les articles L.432-8 et suivants du Code de l'énergie.

[2] Il s'agit des prérogatives de maitrise d'ouvrage de la collectivité concédante qui sont rappelées au 7ème alinéa de l'article L.2224-31 I du Code général des collectivités territoriales et définies à l'article L.432-5 du Code de l'énergie qui dispose que « les autorités organisatrices du réseau public de distribution de gaz conservent la faculté de faire exécuter en tout ou en partie à leur charge, les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution ».

[3] Cette mission de comptage comprend la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien, le renouvellement des dispositifs de comptage et la gestion des données.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 3 Moyens affectés à la Concession

Article 3.1 Ouvrages concédés

Les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations fixes affectées exclusivement à la distribution de gaz existant au moment de la signature du présent Contrat (ouvrages techniques, ainsi que leurs emprises immobilières), dans le périmètre de la Concession ainsi que toutes celles réalisées en cours de Concession, notamment les Raccordements visés aux Article 14 et suivants [4].

La limite des ouvrages concédés se situe :

- en amont, à la bride aval du Poste de détente transport / distribution, ou à la (les) bride(s) amont du Poste d'injection de Gaz renouvelable, ou pour les ouvrages situés à l'extérieur du périmètre de la Concession, à la limite territoriale de la Concession sauf cas particulier identifié en annexe du Contrat ;
- en aval, à l'aval du Compteur individuel ou en l'absence de Compteur, à l'Organe de coupure individuelle (inclus).

Ces ouvrages appartiennent à l'Autorité Concédante conformément à l'article L.432-4 du code de l'énergie, à l'exclusion, d'une part, de certains équipements de comptage de type industriel qui appartiennent aux Clients finals et, d'autre part, des biens affectés concurremment à plusieurs concessions.

Les installations de production, de transport et de stockage du gaz ne font pas partie de la Concession.

Article 3.2 Moyens humains

Pendant toute la durée du Contrat de Concession, le Concessionnaire s'engage à disposer du personnel et des moyens nécessaires à la bonne exécution dudit Contrat.

A ce titre, sur demande de l'Autorité Concédante ou à chaque changement majeur d'organisation, le Concessionnaire fournit le descriptif de son organisation pour l'exécution du Service sur le territoire de la Concession.

Article 3.3 Inventaires

Le Concessionnaire tient à jour en permanence, à ses frais, un inventaire physique et financier des biens de la Concession. Sa mise à jour est incluse dans le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41.

Le Concessionnaire remettra gratuitement, dans un délai d'un mois à compter de la demande, à l'Autorité Concédante les informations techniques relatives à l'état du Réseau et à sa capacité d'acheminement sur un projet déterminé.

PROJET

[4] Il peut arriver que l'Autorité Concédante mette à la disposition du Concessionnaire d'autres immeubles que ceux mentionnés dans l'alinéa ci-dessus. Ceux-ci restent la propriété de l'Autorité Concédante. Les conditions de leur mise à disposition sont à définir au cas par cas.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 4 Utilisation des ouvrages concédés

Le Concessionnaire a seul le droit de faire usage des ouvrages de la Concession.

Sans remettre en cause le périmètre de la Concession, il n'est pas fait obstacle à ce qu'interviennent, à la marge, des accords locaux entre les collectivités délégantes géographiquement contigües et leurs gestionnaires de réseaux respectifs dans le cas où l'intérêt général justifierait l'établissement d'ouvrages franchissant les limites d'exploitation accordée au Concessionnaire.

Il peut, après concertation avec l'Autorité Concédante, les utiliser pour livrer du gaz en dehors du territoire de la Concession, notamment pour les Gestionnaires de réseaux de distribution de rang 2 ou pour toute utilisation complémentaire, à la condition expresse que ces livraisons ne portent aucune atteinte au bon fonctionnement du Service concédé dans les conditions prévues au présent cahier des charges et que toutes les obligations imposées par celui-ci soient remplies.

En tout état de cause, l'Autorité Concédante sera destinataire, sur demande de sa part, des indications techniques et économiques représentatives des flux transités à destination des concessions situées à l'amont et l'aval de son Réseau.

Article 5 Responsabilité du Concessionnaire

Le Concessionnaire exploite le Service dans le respect de la réglementation en vigueur en assurant la continuité du service public de distribution de gaz.

Le Concessionnaire est seul responsable de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, causés dans le cadre de l'exécution de la Concession, notamment dans le cadre de l'exécution des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée en cas de dommage résultant d'une faute de l'Autorité Concédante au titre de sa seule compétence d'autorité organisatrice de la distribution de gaz ou en cas d'éléments constitutifs d'un cas de force majeure.

Le Concessionnaire fait par ailleurs son affaire personnelle de tous les risques, litiges et réclamations pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exploitation du Service et de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Sauf en cas de faute de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire renonce, ainsi que ses assureurs, à tout recours à l'encontre du Concédant et de ses assureurs du fait des dommages et litiges trouvant leur origine dans l'exécution des activités du Concessionnaire. Le Concessionnaire garantit également l'Autorité Concédante, sauf en cas de faute de cette dernière, contre tout recours d'un tiers lié à l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire a l'obligation de souscrire une police d'assurance Responsabilité civile. Il fournira une attestation d'assurances sur demande de l'Autorité Concédante. Il prendra toutes les autres polices d'assurance qu'il jugera utile pour exécuter la Concession.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 6 Redevances de Concession

Article 6.1 Redevance de fonctionnement R1

La redevance de fonctionnement, désignée ci-après par le terme R1, a pour objet de financer les frais supportés par l'Autorité Concédante en vue de lui permettre d'exercer ses compétences visées au I de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales et notamment dans les domaines suivants :

- contrôle de la Concession,
- suivi des travaux du Concessionnaire,
- conciliation en cas de litige entre les Clients Finals et le Concessionnaire,
- actions en matière de sécurité notamment auprès des Clients Finals,
- information des Usagers sur le Service concédé,
- études générales sur l'évolution du Service concédé (développement des usages, injection de Gaz renouvelable, …),

A) Le terme R1 est donné au titre de l'année N, en euros, par la formule suivante :

$[600 + [(1{,}57*C_1) + (3{,}77*C_2) + (60*C3)] + (23{,}8*L) + (5000*M1+750*M2)] \times [0{,}01*D + 0{,}8] \times K \times [0{,}15 + 0{,}85 \times IngN/Ing0]$

Le terme R1 est arrondi au dixième d'euro selon les normes comptables en vigueur.

B) Au titre d'une année N, la détermination du terme R1 fait intervenir les valeurs suivantes :

- C_i est le nombre de Clients de la Concession tel que $C_i = C_1 + C_2 + C_3$ avec :
  - C_1 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence[5] (CAR) est comprise entre 0 et 20 MWh exclus. Ce terme valorise le nombre de clients de type « résidentiels individuels ».
  - C_2 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence (CAR) est comprise entre 20 et 300MWh exclus. Ce terme valorise le nombre de clients de type « collectifs » ou « tertiaires ».
  - C_3 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence (CAR) est supérieure ou égale à 300 MWh. Ce terme valorise le nombre de clients de type « grands collectifs » ou « industriels ».

[5] *La Consommation Annuelle de Référence (CAR) est l'estimation de la consommation annuelle d'un PCE en année climatiquement moyenne. La procédure d'affectation et de changement de la CAR est définie par le « Groupe de Travail Gaz 2007 » sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Energie et est disponible en accès libre sur le site du https://concertation.cre.fr.*

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- L est la longueur totale, exprimée en kilomètres, des canalisations de distribution du Réseau concédé au 31 décembre de l'année N-1, dans la base technique cartographique (SIG).
- M_1 : est le nombre d'installations de production de Gaz renouvelable sur la Concession ou raccordées au Réseau de la Concession et qui injecte pour la première fois dans le Réseau concédé entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N-1.
- M_2 : est le nombre d'installations de production de Gaz renouvelable sur la Concession ou raccordées au Réseau de la Concession et qui ont injecté pour la première fois dans le Réseau concédé avant le 1er janvier de l'année N-1et toujours en service.
- D est la durée du Contrat de Concession exprimée en nombre d'années, fixée à l'article 2 de la Convention de Concession
- K est un coefficient déterminé une seule fois à la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession, et pour toute la durée d'application de la formule de redevance, tel que :
    - K = 1 si le montant de la redevance résultant de la présente formule est supérieur ou égal au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique,
    - K > 1 si le montant de la redevance résultant de la présente formule est inférieur au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique. Dans ce cas, le coefficient K est déterminé de façon à ce que le montant de la redevance résultant de la présente formule soit égal au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique.

A la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession, K = 1

- Ing_N est la valeur de l'index ingénierie tel que publié par l'INSEE du mois de septembre de l'année N-1
- Ing_0 = 116,6 soit la valeur de l'index ingénierie tel que publié par l'INSEE du mois de septembre 2019 *(Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010)*

Au cas où l'un des indices composant la formule d'indexation mentionnée ci-dessus ne serait plus publié, et à défaut d'indice de remplacement, le Comité National de Suivi visé au Préambule publiera un avis sur son remplacement par un nouvel indice équivalent. L'Autorité concédante et le Concessionnaire formaliseront leur accord, par un simple échange de lettre.

La redevance R1 fait l'objet d'un état détaillé qui présente notamment les différentes valeurs des termes de la formule de calcul et qui est adressé par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle elle est due.

La redevance R1 est versée par le Concessionnaire avant le 30 juin de l'année N, après établissement d'un titre de recettes par l'Autorité Concédante reçu au plus tard le 1er juin de l'année N.

Si ce titre est reçu après le 1er juin, le Concessionnaire dispose d'un délai de trente jours pour verser la redevance. En cas de retard de paiement, uniquement imputable au Concessionnaire, il sera appliqué des intérêts de retard au taux légal majoré de cinq points. Le retard est calculé entre la date de versement effectif et la plus tardive des deux dates : 30 juin ou trente jours après la date de réception du titre de recettes.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Pour la détermination du montant de la redevance R1 à verser au titre de l'année calendaire au cours de laquelle le Contrat est devenu exécutoire et de son année d'expiration, le calcul s'effectue au prorata temporis à partir de la date à laquelle le Contrat est devenu exécutoire ou est échu.

Article 6.2 Redevance d'investissement R2

Cette redevance représente une fraction des dépenses d'investissement engagées par l'Autorité Concédante pour réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux de premier établissement, d'Extension, de renforcement du Réseau, notamment ceux nécessités par les opérations de Raccordement ou de modernisation des ouvrages. La maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concédante peut notamment s'exercer dans les conditions visées au point 4) du 2)ème alinéa de l'Article 15.

Cette redevance peut également représenter une fraction des dépenses d'investissement de l'Autorité Concédante permettant de mettre en œuvre des expérimentations menées dans l'intérêt du Réseau et en vue d'atteindre les engagements de transition énergétique pris aux différents échelons territoriaux, notamment ceux liés au développement du Gaz renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone.

Dans les cas où l'Autorité Concédante souhaite mettre en œuvre les dispositions du présent article, les Parties se rencontrent pour préciser la nature des travaux concernés, les conditions techniques et les modalités financières conformément aux textes applicables. L'accord des Parties est alors formalisé dans une convention portée en annexe du présent Contrat.

Article 7 Services aux Clients finals

Le Concessionnaire fournit aux Clients finals un service efficace et de qualité dans le respect des principes de transparence, de non-discrimination, d'objectivité et de confidentialité en vigueur.

Les prestations du Concessionnaire sont détaillées dans le Catalogue des prestations visé à l'annexe 8.

Dans le respect de ces principes, le Concessionnaire pourra personnaliser ses services.

Les prestations proposées par le Concessionnaire au-delà du champ du service public concédé ou celles réalisées à la demande des Clients finals ou des fournisseurs et non visées au Catalogue font l'objet d'une facturation à l'acte sur devis.

Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante doivent répondre favorablement à toute demande de tiers visant à prendre connaissance du Contrat de Concession et à connaître les droits et obligations qui en découlent.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

II. SECURITE, SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DU RESEAU

Article 8 Sécurité des personnes et des biens

En application du Code de l'énergie et conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations ou à tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire est tenu d'assurer la sécurité et la surveillance du Réseau concédé.

Le Concessionnaire exécute le service qui lui est concédé, en plaçant la sécurité des personnes et des biens parmi les priorités de ses actions.

En particulier, le Concessionnaire réalise les actions suivantes dont il rend compte annuellement à l'Autorité Concédante :

- Surveillance des ouvrages en Concession ;
- Mise en place d'une politique de maintenance, d'adaptation et de modernisation des ouvrages ;
- Fiabilisation des données, y compris cartographiques, des ouvrages.

Le Concessionnaire respecte les obligations réglementaires de sécurité pour la conception, la construction, la mise en service, l'exploitation et la maintenance du Réseau de distribution publique de gaz. Il met en œuvre les moyens nécessaires pour que les canalisations et les équipements abandonnés ou non exploités ne puissent présenter un risque pour la sécurité des personnes et des biens, conformément à la réglementation en vigueur.

A cette fin, le Concessionnaire s'engage à :

- réceptionner de façon permanente les informations à caractère d'urgence signalées soit par des moyens propres au Concessionnaire, soit par des tiers alertés notamment par l'odeur caractéristique du gaz ;
- veiller à la bonne application de la réglementation en vigueur relative aux travaux à proximité des réseaux souterrains, notamment en termes de précision de la cartographie, en conformité avec l'arrêté du 15 février 2012 *pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution* et modifié le 26 octobre 2018 ;
- veiller à la formation des services de secours et à la diffusion d'informations auprès de l'Autorité Concédante relatives aux procédures d'urgence et de gestion de crise ;
- faciliter par tout moyen approprié l'information des tiers permettant d'alerter le service d'urgence.

Le Concessionnaire met à la disposition des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS ou équivalent) des plans indiquant les zones desservies en gaz, tels que plans de zonage, plans à l'échelle compatible avec les besoins de ces services.

Une formation adaptée est proposée par le Concessionnaire à l'intention des responsables des centres de secours. Le Concessionnaire se tient à la disposition de ces responsables dans la formation que les centres de secours délivrent à leurs équipes.

Le Concessionnaire s'engage à proposer, si elle n'existe pas déjà, une convention à conclure avec le SDIS afin de définir la coopération en matière d'information, de formation et d'organiser la coordination des interventions avec les centres de secours locaux. Cette convention est transmise à l'Autorité

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

concédante sous un délai d'un mois suivant sa signature. La même procédure sera adoptée pour l'actualisation de ladite convention.

Article 9 Surveillance du Réseau

Le Concessionnaire procède à des inspections régulières du Réseau afin de connaître l'état du patrimoine et d'identifier et de localiser les risques de défaillance, conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre, le Concessionnaire assure notamment la détection des fuites éventuelles sur le Réseau, le bon fonctionnement des organes de coupure et des divers appareils et des installations de protection cathodique par le biais d'une action de surveillance et de maintenance périodique.

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante, dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, une synthèse des incidents survenus sur le Réseau et une description des incidents significatifs[6]. De plus, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Cette synthèse est complétée par la mise à disposition de la liste exhaustive de tous les signalements d'aléas d'exploitation (type d'incident, date, nature, siège du défaut et type d'ouvrage concerné).

Pour les incidents significatifs tels que visés ci-dessus, le Concessionnaire communique à l'Autorité Concédante un compte-rendu d'incident et le cas échéant l'analyse afférente au plus près de la survenance de l'incident, selon des modalités convenues localement.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de conditions complémentaires et de modalités spécifiques dans le cadre de l'annexe 1, dont notamment la communication annuelle à l'Autorité Concédante des caractéristiques des réseaux surveillés (détail par commune / matière / pression / année de pose des linéaires surveillés au moins une fois dans l'année) et l'analyse annuelle d'un échantillon d'aléas d'exploitation établi conjointement.

Article 10 Entretien et maintenance

En application du code de l'énergie, de l'arrêté du 13 juillet 2000 précité ou de tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire réalise les opérations d'entretien, de maintenance préventive et de maintenance curative permettant de conserver les biens concédés en bon état de fonctionnement.

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante, dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, une synthèse des opérations d'entretien et de maintenance réalisées. De plus, les

[6] Un incident est dit significatif lorsqu'il entraîne une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients et/ou au moins une victime.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Cette synthèse est complétée par la mise à disposition de données détaillant, par type d'ouvrages et par commune de la Concession : le nombre de visites de maintenance réalisées et à réaliser, ainsi que la conformité aux délais réglementaires lorsqu'ils sont spécifiés par la réglementation en vigueur.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de conditions complémentaires et de modalités spécifiques dans le cadre de l'annexe 1, dont notamment la liste des ouvrages (Postes de détente, robinets de réseau, Branchements Collectifs) visités dans l'année.

Le Concessionnaire s'appuie à cette fin sur un outil informatique de gestion de la maintenance permettant de recueillir les données et d'en assurer une traçabilité.

Article 11 Gestion du risque industriel

En application de l'arrêté du 13 juillet 2000 précité complété des cahiers de charges édictés pour son application ou de toutes autres dispositions s'y substituant, le Concessionnaire a développé, à l'échelle de sa zone de desserte nationale, une méthode de gestion du risque industriel.

La méthode consiste à identifier et hiérarchiser, en fonction de leur vulnérabilité potentielle, les familles d'ouvrages *(types d'ouvrages associés à leur matière comme par exemple : canalisation fonte ductile, conduite d'immeuble/conduite montante-plomb, …)*, puis à identifier les sous-ensembles d'ouvrages à moderniser en priorité en fonction de leurs caractéristiques techniques et/ou de leur environnement spécifique.

Cette analyse est reconduite périodiquement, à partir d'un retour d'expérience pluriannuel, permettant de confirmer et/ou faire évoluer les cibles principales de traitement.

Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante des évolutions de la méthode de gestion du risque industriel et de ses conclusions.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de modalités spécifiques de communication de ces évolutions de méthode dans le cadre de l'annexe 1.

Article 12 Intervention à proximité des réseaux souterrains

Le Concessionnaire s'engage à respecter les obligations incombant aux exploitants de réseaux, aux exécutants de travaux et au « responsable d'un projet[7] » lorsque c'est le cas, en application des dispositions réglementaires en vigueur.

En tant qu'exploitant de réseau, le Concessionnaire s'engage à répondre conformément à la réglementation aux demandes de tiers d'intervenir à proximité des ouvrages de distribution de gaz, en donnant les informations disponibles sur l'existence de ces ouvrages.

[7] *Au sens de l'article L. 554-2 du code de l'environnement et du décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au guichet unique*

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Par ailleurs, le Concessionnaire propose, avec l'appui de l'Autorité Concédante, des actions de sensibilisation à destination des entreprises intervenant à proximité des réseaux souterrains sur le territoire de la Concession. Il s'engage à accompagner, dans le cadre de conventions spécifiques, toute démarche de prévention des dommages aux ouvrages souterrains initiée par l'Autorité Concédante.

Article 13 Actions d'information des Clients finals

Dans le respect de ses missions de distributeur, le Concessionnaire donne, notamment lors de la mise en service d'installations nouvelles, les renseignements utiles sur l'utilisation et les caractéristiques essentielles du gaz distribué en matière de sécurité par la mise en œuvre de moyens adaptés : envoi ou remise de document, ou tout autre moyen pédagogique qui lui serait substitué et dont l'objet serait identique.

Il est toutefois rappelé que le Concessionnaire, d'une façon générale, ne peut être tenu pour responsable des défectuosités des Installations intérieures conformément à l'Article 25 et ne peut se substituer aux installateurs en matière d'information sur le fonctionnement des appareils mis en service par ceux-ci.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

III. RACCORDEMENT DES CLIENTS FINALS AU RESEAU CONCEDE

Le présent chapitre traite des Raccordements de Clients finals.

Le Raccordement au Réseau d'une installation de Producteur de Gaz renouvelable est traité à l'Article 49.

Article 14 Principes généraux de Raccordement des Clients finals au Réseau

Conformément au code de l'énergie, les Raccordements des Clients finals s'effectuent en priorité sur le Réseau public de distribution, sauf si l'importance du volume de consommation envisagé ne permet pas le Raccordement sur ce Réseau. Dans ce cas, le Raccordement du Client Final peut s'effectuer sur le réseau de transport, en application de l'article L.453-1 du code de l'énergie, sous réserve de l'accord du Concessionnaire du Réseau de distribution et de l'Autorité Concédante.

Préalablement à la réalisation d'une opération de Raccordement, le Concessionnaire établit un état précis des ouvrages nécessaires au Raccordement de tout nouveau Client final qu'il lui communique. Cet état mentionne notamment les caractéristiques du point de livraison du gaz pour le ou les demandeurs de Raccordement, et le cas échéant, tout ou partie de l'Extension de la canalisation principale de distribution publique dès lors qu'elle n'est pas présente au droit de l'emplacement envisagé du Poste de livraison ou du Compteur[8].

Pour calculer le montant d'une opération de Raccordement, le Concessionnaire prend en compte l'ensemble des coûts induits par la demande de Raccordement sur la base de leurs montants réels ou d'un forfait. Ces coûts s'ajoutent aux frais de Branchement éventuellement dus par le Client final[9].

Les conditions et méthodes de calcul des opérations de Raccordement ont été approuvées par le ministre chargé de l'énergie et sont décrites à l'annexe 6.

Les modalités de Raccordement au Réseau seront définies dans les conditions précisées à l'annexe 9.

Article 15 Extension du Réseau concédé pour le Raccordement de Clients finals

Les Extensions du Réseau correspondant à l'établissement d'installations de distribution dans les parties du territoire de la Concession non encore desservies seront, à la mise en exploitation, incorporées dans les ouvrages en Concession.

Une Extension peut être réalisée selon les modalités suivantes :

1) Le Concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais une Extension dès lors que le ratio B/I de l'opération est égal ou supérieur à la valeur seuil définie par la réglementation en vigueur ;

[8] Cette obligation résulte de l'article R.453-3 du Code de l'énergie.

[9] Conformément à l'article R.453-4 du Code de l'énergie.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

2) Lorsque ce seuil n'est pas atteint, une Participation peut être sollicitée auprès du ou des demandeurs[10] [11] ;
3) Pour atteindre cette valeur seuil, l'Autorité Concédante peut choisir, soit de réaliser elle-même une partie des travaux (par exemple, remise gratuite de tranchée), soit d'assurer la rentabilité de l'opération en apportant une contribution financière[12], en application de l'article R.432-10 du Code de l'énergie, en tenant compte le cas échéant de la Participation du demandeur ;
4) Alternativement, lorsque le ratio B/I est inférieur à la valeur seuil, l'Autorité Concédante peut choisir de réaliser l'Extension sous sa maîtrise d'ouvrage. Les ouvrages ainsi construits seront remis au Concessionnaire selon les conditions de la convention visée à l'Article 6.2.

Dans les cas 1) à 3) ci-dessus, les éléments de calcul du ratio B/I sont tenus à la disposition de l'Autorité Concédante sous réserve du respect de la législation en vigueur concernant la confidentialité des données.

Pour mettre en œuvre le cas 3) ci-dessus, le Concessionnaire transmettra préalablement à l'Autorité Concédante les éléments de calcul du ratio B/I sous la même réserve.

I - Extensions sans contribution financière de l'Autorité Concédante

Outre les frais de Branchement définis à l'Article 16, les demandeurs acquittent le montant de leur Participation aux frais de premier établissement.

Conformément à la réglementation en vigueur[13], lorsqu'une participation financière a été demandée au premier bénéficiaire d'une opération de Raccordement sur la base des coûts réels, tout Branchement ultérieur d'un ou de nouveaux bénéficiaires dans une période maximale de huit ans sur la partie du Réseau concernée donne lieu à un remboursement par le Concessionnaire à ce premier bénéficiaire.

Le montant du remboursement à effectuer est calculé en appliquant la formule suivante :

$$Sr = M(8-N)/8xPc/Pt$$

Sr : somme à rembourser par le Concessionnaire au premier bénéficiaire,

M : montant non actualisé de la Participation initiale supportée par le premier bénéficiaire, en application du cas 2) ci-dessus,

N : nombre d'années écoulées depuis la Participation initiale du premier bénéficiaire,

Pc : débit du Compteur du nouveau Client final,

Pt : somme des débits maximums de l'ensemble des Compteurs de tous les bénéficiaires potentiels.

[10] La Participation du demandeur est calculée conformément aux articles R.453-1 et suivants du Code de l'énergie.

[11] En application des articles R.453-1 et R.453-2 du Code de l'énergie, cette Participation peut être versée selon deux modalités :

- dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme en application de l'article L.332-15 du Code de l'urbanisme
- dans le cadre d'un accord du demandeur sur proposition technique et financière du Concessionnaire

[12] L'octroi de cette contribution financière est réalisé dans les conditions définies par l'article L.432-7 du Code de l'énergie et par l'arrêté du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article 36 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie.

[13] Il s'agit de l'article R.453-5 du Code de l'énergie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

PROJET

Lorsqu'une desserte exige la création d'un ou de plusieurs Postes de détente, le propriétaire ou les organismes constructeurs mettent à la disposition du Concessionnaire les terrains ou s'ils le préfèrent les locaux adéquats nécessaires, conformément aux dispositions légales[14]. Ces locaux doivent être d'accès permanent aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire. Les dégagements doivent être suffisants pour permettre à tout moment le passage du matériel et la mise en œuvre de l'outillage nécessaire.

II - Extensions avec contribution financière de l'Autorité Concédante

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Autorité Concédante peut apporter une contribution financière au Concessionnaire pour financer une partie des coûts d'investissement liés à l'extension du Réseau.

Les conditions financières accompagnant la réalisation de ces Extensions sont définies dans une convention à conclure préalablement à la réalisation des travaux entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.

Cette contribution financière ne rentre pas dans l'assiette de calcul du terme R2 de la redevance mentionné à l'Article 6.2.

Au terme de délais fixés dans la convention à compter de la réalisation de l'opération, une ou plusieurs nouvelles étude(s) de ratio B/I est (sont) effectuée(s) par le Concessionnaire. Cette (ces) étude(s) prend (prennent) en compte :

- les valeurs réellement constatées s'agissant des investissements, des volumes de gaz acheminés, du nombre de Clients finals sur les années écoulées ;
- les perspectives de consommation et d'investissement des années restant à courir telles que fixées dans l'étude initiale ;
- les hypothèses utilisées pour l'étude de ratio B/I initiale s'agissant du taux d'actualisation, du tarif d'acheminement applicable et du montant des dépenses d'exploitation par Client final.

Le Concessionnaire communique à l'Autorité Concédante les éléments de calcul de(s) l'étude(s) de ratio B/I. Parmi ces éléments, ceux qui présentent un caractère d'information commercialement sensible sont transmis à l'agent en charge du contrôle habilité ou assermenté suivant la réglementation en vigueur.

Si le résultat de la ou de l'une des nouvelles études de ratio B/I est meilleur que l'étude initiale, le Concessionnaire rembourse à l'Autorité Concédante tout ou partie des sommes engagées.

Ce remboursement est effectué en une seule fois dans un délai maximal de six mois à compter de l'envoi d'un titre de recettes par l'Autorité Concédante, dans la limite du montant de sa contribution réévalué de l'indice ING entre l'année de mise en gaz et l'année du remboursement.

Le Concessionnaire produit un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées aux travaux effectués. Ce dernier est intégré dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41 et établi conformément aux dispositions des articles D.2224-48 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

[14] Les dispositions légales actuellement en vigueur sont celles qui figurent à l'article R.332-16 du Code de l'urbanisme.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 16 Branchements

Article 16.1 Réalisation

Le Concessionnaire exécute ou fait exécuter sous sa responsabilité la réalisation des travaux de Branchement Individuel et s'agissant d'un Branchement Collectif, la liaison entre la conduite de distribution publique et l'Organe de coupure générale de l'immeuble.

Le prix du Branchement est fixé au Catalogue des prestations (annexe 8).

Ce prix peut être constitué en tout ou partie d'un forfait.

Article 16.2 Maintenance et renouvellement

Le Concessionnaire assure la maintenance et le renouvellement des Branchements, sous réserve des dispositions de l'Article 17 s'agissant de la partie des Branchements Collectifs située en aval de l'Organe de coupure générale (CICM).

Les modifications ou suppressions de Branchements sont à la charge du demandeur, sauf lorsque ces opérations sont entreprises dans l'intérêt du domaine public occupé et conformément à la destination de ce domaine. Le prix est établi dans l'offre de modification ou de suppression de Branchement, conformément au Catalogue des prestations du Concessionnaire, en fonction du coût réel des travaux.

Les propriétaires des immeubles desservis doivent garantir aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire un accès permanent aux ouvrages, moyennant une information préalable.

Article 17 Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes

Pour la partie des Branchements Collectifs située en aval de l'Organe de coupure générale (CICM), les travaux des nouvelles installations sont exécutés au choix du propriétaire de l'immeuble par ce dernier ou alternativement par le Concessionnaire. Lorsqu'elles ne sont pas réalisées par le Concessionnaire, les installations constituant la ou les CICM sont remises gratuitement à ce dernier pour les intégrer dans les ouvrages concédés inventoriés.

Selon les conditions fixées par la loi, le Concessionnaire intègre dans les ouvrages concédés les CICM existantes remises gratuitement par les propriétaires et qui n'en font pas partie à la date d'entrée en vigueur du présent Contrat.

Les propriétaires des immeubles desservis doivent garantir aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire un accès permanent aux CICM, moyennant une information préalable.

Le Concessionnaire est chargé des obligations de surveillance et de maintenance des CICM dans la mesure où elles font partie du domaine concédé. Pour faciliter l'exécution de ces dispositions, l'Autorité

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Concédante fait ses meilleurs efforts pour faciliter l'accès du Concessionnaire aux coordonnées des syndics de copropriété des immeubles concernés.

Dans tous les cas, les travaux concernant les Aménagements généraux (portes pare-feu, aérations haute et basse des placards techniques gaz, gaine technique, etc.) sont à l'entière charge du propriétaire.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

IV. TRAVAUX SUR LE RESEAU CONCEDE

Article 18 Conditions générales d'exécution des travaux

Sans préjudice de la faculté dont dispose l'Autorité Concédante d'exécuter en tout ou partie à sa charge les travaux relatifs aux ouvrages de distribution en application de l'article L.432-5 du Code de l'énergie, le Concessionnaire est chargé de définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux et ainsi a le droit[15] de créer, d'étendre, de renforcer, de renouveler, d'entretenir ou de maintenir tous les ouvrages et équipements utiles à la distribution publique du gaz[16].

Le Concessionnaire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux règlements de voirie édictés dans le cadre du code de la voirie routière.

Il est notamment rappelé que le Concessionnaire, dans le cadre des dispositions du code de la voirie routière, est tenu de transmettre à l'autorité compétente en matière de voirie un « programme des travaux qu'il envisage de réaliser ainsi que le calendrier de leur exécution » en application de l'article L.115-1 dudit code et dans le respect des conditions de délais fixées à l'article R.115-1 du même code, dans un objectif de minimisation des impacts, de prévision et de rationalisation des interventions. Ce même programme sera communiqué à l'Autorité Concédante et au maire de la commune concernée.

Les travaux peuvent être momentanément suspendus sur l'ordre de l'autorité de police chaque fois que la sécurité publique l'exige.

Article 19 Coordination de voirie

Le Concessionnaire s'engage à participer aux dispositifs mis en place par l'Autorité Concédante et/ou le gestionnaire de voirie pour optimiser la programmation de ses travaux, les opportunités et les mutualisations de chantiers avec les autres gestionnaires de services publics dans le but de limiter autant que possible la gêne occasionnée par ses chantiers.

Le Concessionnaire met à la disposition de l'Autorité Concédante et/ou du gestionnaire de voirie les informations utiles dont il dispose relatives à la coordination de voirie. Le cas échéant, le Concessionnaire s'engage à utiliser, sous un délai convenu, les données et/ou outils informatiques mis à sa disposition par l'Autorité Concédante et/ou le gestionnaire de voirie.

PROJET

[15] Quand un aménageur est amené à établir des ouvrages destinés à entrer dans la Concession, la collectivité (autorité concédante ou collectivité responsable de l'aménagement) préserve les droits du Concessionnaire au moyen d'une convention conclue avec ledit aménageur.

[16] L'autorité concédante est susceptible d'apporter son concours au Concessionnaire pour lui permettre d'obtenir les autorisations nécessaires à l'établissement des ouvrages ou des canalisations à poser sur ou sous les voies ou autres éléments des domaines publics. L'autorité concédante peut également apporter son concours au Concessionnaire pour faciliter l'acquisition, l'usage ou l'aménagement de terrains, immeubles ou locaux y compris pour l'établissement des équipements techniques du Réseau concédé et, en particulier, des postes de détente.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 20 Protection de l'environnement

Le Concessionnaire s'engage à ce que les travaux d'extension, de renforcement, de renouvellement du Réseau concédé se fassent dans des conditions qui respectent la qualité de l'environnement et la conservation du domaine public.

I - Environnement visuel

A cet effet, les emplacements, les formes, les matériaux et les couleurs de tout nouveau coffret, poste ou enveloppe préfabriquée (y compris lors de leur renouvellement) faisant partie de la Concession et dont le Concessionnaire sera maître d'ouvrage, seront choisis par celui-ci en accord avec l'Autorité Concédante et les autorités compétentes, de manière à obtenir une juste adéquation entre leur coût, leur bonne intégration dans l'environnement et la conservation du domaine public.

Des conventions particulières pourront prévoir le soutien que le Concessionnaire pourrait apporter à des initiatives prises par l'Autorité Concédante pour des actions visant à améliorer la qualité de l'environnement et la conservation du domaine public.

L'engagement du Concessionnaire porte particulièrement sur :

- la qualité de l'insertion des coffrets de comptage[17] ;
- les postes de détente pour lesquels, outre la qualité de leur insertion, le Concessionnaire veillera à minimiser les éventuelles nuisances sonores ;
- la qualité des réfections de voirie ;
- le maintien en état de propreté des coffrets de comptage et leur ouvrant ainsi que, d'une manière générale, les enveloppes et les enceintes des ouvrages émergeants qu'il exploite ou qu'il loue.

Dans les sites relevant d'une protection spécifique (immeubles et sites classés ou inscrits, parcs et réserves naturels, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural et urbain), le Concessionnaire s'engage à rechercher et mettre en œuvre les solutions de dissimulation les mieux adaptées, en liaison avec les parties concernées et dans le respect des exigences réglementaires de sécurité applicables. Dans ce cas, le Concessionnaire prendra à sa charge les frais supplémentaires.

II - Impact sonore

Le Concessionnaire s'engage à ce que tous les ouvrages de détente de distribution publique de gaz qui seront créés ou renouvelés soient équipés de régulateurs à faible niveau de bruit selon les règles et normes en vigueur au moment de la création ou du renouvellement. Ces dispositions pourront être complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

PROJET

[17] Dans l'annexe 1 au présent cahier des charges, les Parties pourront s'accorder sur les modalités de choix et de financement de ces coffrets dans les sites relevant d'une protection spécifique : périmètres de protection des monuments historiques classés, sites classés, etc.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Concessionnaire diminuera le bruit produit par les premiers étages de détente du Réseau concédé que lui signale l'Autorité Concédante comme constituant une gêne pour les riverains, dès lors que le niveau sonore de ces ouvrages dépasse le plafond réglementaire[18]. Le Concessionnaire s'engage à réaliser les travaux correspondants dans les meilleurs délais compatibles avec ses impératifs techniques et financiers, sans que le délai courant à compter de la notification de la réclamation soit supérieur à un an.

Article 21 Travaux et modification

I – Travaux sur le Réseau

Sont à la charge du Concessionnaire :

1. les travaux de renforcement destinés à faire face à un accroissement de la consommation en respectant les caractéristiques du gaz distribué figurant à l'Article 26 et dans les Prescriptions techniques du Distributeur visées à l'annexe 10. Cependant, si l'étude de saturation du Réseau établit la nécessité d'un renforcement du Réseau directement imputable à un projet d'Extension et/ou de Branchement sous un délai de trois ans à compter de la mise en service, ce renforcement est pris en compte dans la part investissement du calcul du ratio B/I visé à l'Article 15[19].

   Par exception, les renforcements visés à l'article L.453-9 du code de l'énergie sont pris en charge par le Concessionnaire dans les conditions et limites définies par les textes réglementaires pris pour son application[20].
2. les travaux de maintenance et de modernisation.
3. les travaux de mise en conformité des ouvrages avec les règlements techniques en vigueur.

II - Modification de réseaux sur le domaine public

II.1. Modifications à l'initiative du Concessionnaire

Lorsque le Concessionnaire exécute, à son initiative, des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages ne faisant pas partie de la Concession, il prend en charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications de ces ouvrages. Le Concessionnaire peut toutefois demander à leur propriétaire le financement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés sous réserve qu'il y ait eu accord préalable avec lui.

II.2. Modifications à l'initiative de tiers ou de l'Autorité Concédante

II.2.1 Modifications dans l'intérêt du domaine public occupé

Le Concessionnaire ne peut réclamer aucune indemnité pour les déplacements ou les modifications des installations du Réseau concédé sur ou sous le domaine public, lorsque ces changements sont requis par

[18] Ce plafond réglementaire est celui fixé par les normes en vigueur au moment de la mise en service du poste.

19 Les renforcements de réseau visés sont ceux dus à un accroissement de la consommation : le concessionnaire prend en charge tous les investissements nécessaires, sauf dans le cas où un renforcement est directement imputable à un client, conformément aux règles du « B sur I »)

20Les renforcements de réseau visés dus à l'injection de biométhane sont définis dans le cadre des textes du « droit à l'injection » (dont le « I sur V » et les schémas de zonage)

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt du domaine public occupé et conformément à la destination qui lui est affectée.

Les délais de déplacement ou de modification des ouvrages seront convenus d'un commun accord entre le Concessionnaire et le demandeur.

II.2.2 Modifications non réalisées dans l'intérêt du domaine public occupé

Dans les cas de modifications des ouvrages situés sur et sous le domaine public, non liées à des motifs de sécurité publique, non réalisés dans l'intérêt du domaine public occupé en conformité avec sa destination, à l'occasion de travaux financés par un tiers ou par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire facture au demandeur une Participation correspondant au coût réel des travaux de modification prévus et détaillés dans un devis ou une convention.

Dans les cas visés ci-dessus, si la modification demandée porte sur un ouvrage dont le renouvellement est prévu au Programme Annuel visé à l'Article 40, alors la fraction amortie de l'ouvrage déplacé est déduite de la Participation facturée par le Concessionnaire au demandeur

A défaut d'accord préalable entre les Parties, le litige relatif à la prise en charge des coûts engagés par le Concessionnaire, qui aura été contraint de modifier ses ouvrages, sera le cas échéant porté devant les juridictions compétentes.

III- modification de réseaux sur des terrains privés

Les modifications ou déplacements d'ouvrages situés sur des terrains privés doivent faire l'objet de demandes auprès du Concessionnaire et sont prises en compte dans les conditions définies par le code de l'énergie[21].

PROJET

[21] Article L.433-7 et suivants du code de l'énergie

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 22 Mise hors exploitation ou abandon des équipements de réseaux

Le Concessionnaire met en œuvre les moyens nécessaires pour que les canalisations et les équipements abandonnés ou non exploités du Réseau ne puissent présenter un risque pour la sécurité des personnes et des biens.

Au titre des dispositions que le Concessionnaire est tenu d'adopter lorsqu'une canalisation du Réseau concédé, à l'exception des Branchements, est mise hors exploitation, comptent les actions suivantes dans l'ordre de priorité :

1. l'utiliser comme fourreau pour recevoir un ouvrage de distribution de gaz de diamètre inférieur.

2. demander à l'Autorité Concédante de se prononcer sur le sort d'une canalisation hors exploitation pour la remettre de manière anticipée pour un autre usage que celui du Service concédé. La remise de la canalisation abandonnée fait l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.

3. l'abandonner définitivement dans le sol, après accord de l'autorité dont relève la voirie. Dans ce cas, le Concessionnaire doit mettre en œuvre les dispositions destinées à supprimer tout risque ultérieur d'accident ou d'affaissement de terrain. Cet abandon ne fait pas obstacle à une remise à l'Autorité Concédante telle que définie au point 2.

En cas de travaux d'un gestionnaire de voirie ou de tiers à proximité ou directement sur des canalisations abandonnées, la mise en œuvre par le Concessionnaire des dispositions réglementaires permet de garantir l'absence de risque lié à la présence de gaz dans ces canalisations abandonnées.

Dès lors que l'autorité dont relève la voirie le juge nécessaire, celle-ci ou un tiers mandaté à cet effet, peut demander le dépôt de la canalisation abandonnée aux frais du Concessionnaire, quelle que soit l'ancienneté de l'abandon.

En tout état de cause l'abandon d'une portion significative du Réseau pour des raisons techniques est soumis à l'accord de l'Autorité Concédante.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

V. COMPTAGE, INSTALLATIONS INTERIEURES, GAZ DISTRIBUE

Article 23 Comptage

Le Concessionnaire est chargé d'exercer les activités de comptage de l'énergie livrée[22] et de l'énergie injectée.

Les Compteurs servant à mesurer le gaz livré ou injecté et leurs dispositifs additionnels éventuels doivent être d'un modèle approuvé par le service chargé du contrôle des instruments de mesure et répondre aux exigences des prescriptions techniques du Concessionnaire. Ils sont plombés par le Concessionnaire. Les agents qualifiés du ou par le Concessionnaire ont à toute époque libre accès à ces appareils[23].

Le débit horaire nominal des Compteurs est déterminé en fonction des débits horaires maximum et minimum de l'ensemble des appareils d'utilisation du gaz. Les Compteurs sont installés dans les conditions précisées par la réglementation en vigueur[24].

La fourniture, la pose, la mise en service, l'entretien et le renouvellement des Compteurs et de leurs accessoires, sont facturés au Client final conformément au Catalogue des prestations (annexe 8).

L'emplacement du dispositif de comptage est déterminé par le Concessionnaire en concertation avec le demandeur sous réserve de respecter les conditions définies ci-après.

Les dispositifs de comptage sont situés, en règle générale, en limite de domaine public pour les immeubles individuels, et dans la gaine d'immeuble ou un local technique désigné à cet effet par le représentant du propriétaire pour les immeubles collectifs.

Dans ce cas, les propriétaires des immeubles concernés s'engagent à laisser un accès permanent aux agents qualifiés du ou par le Concessionnaire à ces dispositifs de comptage, moyennant une information préalable.

Les frais de déplacement des Compteurs et de leurs dispositifs additionnels sont à la charge de celui qui en fait la demande, dans les conditions fixées dans le Catalogue des prestations (annexe 8) sur la base d'un devis.

Les Compteurs et les dispositifs additionnels, détériorés par le fait du Client final ou d'une personne dont il est civilement responsable sont réparés ou remplacés par le Concessionnaire aux frais du Client final.

PROJET

[22] Le Concessionnaire est chargé d'exercer la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des dispositifs de comptage des utilisateurs raccordés à son réseau conformément à l'article L.432-8 du Code de l'énergie

[23] Pour la desserte d'un immeuble dont la façade ne coïncide pas avec la limite du domaine public, le comptage est en principe installé sur cette limite. L'annexe 1 au présent cahier des charges pourra préciser la limite au-delà de laquelle le Concessionnaire n'est pas tenu d'installer le Compteur, étant entendu que cette dérogation ne peut être qu'exceptionnelle et après étude au cas par cas.

[24] Les Compteurs doivent être installés dans un local sec convenablement ventilé et à l'abri de toute substance ou émanation corrosives, dans une position telle qu'ils soient accessibles pour leur lecture et leur vérification. L'installation d'un Compteur ne peut être réalisée dans un local ou un emplacement privé qu'avec l'accord du Concessionnaire. Dans ce cas, le Compteur doit être placé aussi près que possible du point de pénétration du Branchement Particulier dans le local.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Concessionnaire s'engage à faire évoluer, en liaison avec l'Autorité Concédante, les dispositifs de comptage en suivant les avancées technologiques.

Article 24 Vérification des dispositifs de comptage et redressements de consommation

I. Vérification des dispositifs de comptage

Les vérifications périodiques imposées par la réglementation en vigueur[25] sont dans tous les cas à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire.

Indépendamment de celles-ci, le Concessionnaire peut procéder à la vérification des Compteurs et de leurs dispositifs additionnels aussi souvent qu'il le juge utile. Le Fournisseur, le Client final ou le Producteur peuvent également demander à tout moment la vérification de ces appareils par le Concessionnaire, par le service chargé du contrôle des instruments de mesure, ou par un organisme agréé par ce dernier.

Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du demandeur si ces appareils sont reconnus exacts, et à celle du Concessionnaire dans le cas contraire. Ces appareils sont reconnus inexacts lorsqu'ils présentent des erreurs de mesure supérieures aux écarts tolérés par les règlements techniques les concernant[26].

Les frais de remise en état métrologique des appareils sont à la charge soit du Concessionnaire s'agissant des Compteurs faisant partie des ouvrages concédés, soit du Client final ou du Producteur si le Compteur par dérogation lui appartient.

---

[25] La périodicité légale de vérification des Compteurs dépend de leur débit mais aussi de leur technologie. Elle est, à ce jour, de :
- vingt ans au plus pour les Compteurs à parois déformables d'un débit maximal strictement inférieur à 16 m³/h ;
- quinze ans au plus pour les Compteurs à parois déformables d'un débit maximal supérieur ou égal à 16 m³/h ;
- deux ans au plus pour les Compteurs à effet Coriolis ;
- cinq ans au plus pour les Compteurs d'une autre technologie que celles visées ci-dessus.

(décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des installations de mesure, arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines de ses dispositions, article 21 de l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux Compteurs de gaz combustible, décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure)

[26] En application de l'Arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux Compteurs de gaz combustible, les instruments portent une plaque d'identification sur laquelle figurent notamment les indications relatives :
- à la classe d'exactitude ;
- aux débits définis à l'annexe MI-02 de l'arrêté du 28 avril 2006 :
  - débit minimal Qmin,
  - débit de transition Qt
  - débit maximal Qmax

L'article 18 de l'Arrêté du 21 octobre 2010 stipule : les instruments en service, conformes à un certificat d'examen CE de type, à un certificat d'examen CE de la conception ou à un certificat d'examen de type délivré en application du présent arrêté, respectent les erreurs maximales suivantes :

ERREURS MAXIMALES TOLÉRÉES en fonction du débit et de la classe d'exactitude du Compteur	CLASSE D'EXACTITUDE	
	1,5	1
Qmin ≤ Q < Qt	+/- 6 %	+/- 4 %
Qt ≤ Q ≤ Qmax	+/- 3 %	+/- 2 %

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

II. Redressements de consommation

Lorsqu'une erreur est constatée dans l'enregistrement des consommations, un redressement de consommation est effectué par le Concessionnaire selon la procédure « Dysfonctionnement de Compteur et correction des consommations » validée par la Commission de Régulation de l'Energie.

Sur cette base, un redressement de consommation du gaz livré est adressé au Fournisseur dans la limite autorisée par les textes applicables en matière de prescription.

Le redressement de consommation induit une correction des quantités acheminées facturées au Fournisseur par le Concessionnaire.

Pour ce faire, le Concessionnaire tiendra compte de l'évolution des tarifs d'acheminement en vigueur au cours de la période considérée.

Si l'erreur a été commise au détriment du Client final, le règlement des sommes dues par le Concessionnaire au Fournisseur concerné viendra en déduction de la plus proche facture d'acheminement suivant la date où le montant du décompte aura été arrêté.

Article 25 Installations intérieures

Les Installations intérieures, leurs compléments ou modifications, doivent être établis et les visites de contrôle réalisées, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les Installations intérieures sont exécutées et entretenues sous la responsabilité du propriétaire, ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde desdites installations.

En cas de trouble affectant l'exploitation, d'usage illicite ou frauduleux du gaz, le Concessionnaire peut refuser d'effectuer ou de continuer à effectuer la livraison du gaz.

Si le Concessionnaire a connaissance d'un danger grave et immédiat, il doit prendre toute mesure de nature à faire cesser le danger.

Lorsqu'il reçoit une injonction émanant de l'autorité de police compétente, il doit immédiatement s'y conformer.

Si les Installations Intérieures sont reconnues défectueuses[27] ou si le Client final s'oppose à leur vérification, le Concessionnaire peut refuser de livrer, ou interrompre la livraison.

En aucun cas, ni l'Autorité Concédante ni le Concessionnaire n'encourt de responsabilité en raison de défectuosités des Installations intérieures.

[27] par des organismes agréés pour réaliser ce type de contrôle.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 26 Caractéristiques du gaz distribué

Conformément à l'article 15 du décret n°2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz, le Concessionnaire met en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer que la pression, le débit ainsi que les caractéristiques physico-chimiques du gaz acheminé sont conformes aux engagements qu'il a souscrits. Ces caractéristiques sont fixées dans les Prescriptions techniques du Distributeur (annexe 10).

I - Nature du gaz

La nature du gaz distribué sur le territoire de la Concession est conforme aux gaz de la deuxième famille définis par la norme NF EN 437 en tant que gaz H (à haut pouvoir calorifique).

II - Pression

Le Concessionnaire prend toutes dispositions pour que la pression mesurée à l'entrée du Compteur ou au robinet de coupure individuel, reste comprise entre les valeurs fixées par les dispositions réglementaires en vigueur[28].

III - Pouvoir calorifique

Le Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS), rapporté au mètre cube de gaz mesuré sec à la température de 0° Celsius, sous la pression de 1,013 bar et pour une température de combustion de 0° Celsius doit rester compris dans des limites fixées par les dispositions réglementaires en vigueur[29].

Le Concessionnaire obtient les valeurs de PCS moyen journalier du gaz distribué, aux conditions normales, sur les Postes transport, sur les autres postes qui alimentent le Réseau et éventuellement sur le Réseau lui-même et utilise ces valeurs pour déterminer la quantité de gaz consommée en kWh.

Le Concessionnaire calcule le PCS de facturation pour chaque période de relève de chaque Client. Il est fondé sur la moyenne des PCS journaliers obtenus sur la Zone gaz à laquelle est rattachée le Client, sur les quantités de gaz journalières utilisées sur cette Zone gaz au cours de la période de relève et sur tout élément permettant de déterminer le poids respectif des Postes transport et des autres postes dans l'alimentation de cette Zone gaz sur la période de relève.

PROJET

[28] A l'exception des Clients finals dont le contrat prévoit une pression d'alimentation différente, les limites admissibles de variation de la pression de distribution dépendent du gaz distribué et sont, à la signature du contrat, de :

Limites (en mbar)	Inférieure	Supérieure
Gaz H	17	25
Gaz B	22	32

Les limites actuelles résultent de l'application des textes suivants :

- norme NF EN 437 concernant les règles et directives communes pour l'essai des appareils utilisant les combustibles gazeux : gaz d'essai, pression d'essai catégorie d'appareils,
- norme NF EN 1359 relative aux Compteurs de volume de gaz à parois déformables.

[29] En application de l'arrêté du ministre de l'Industrie du 28 mars 1980 limite de variations du pouvoir calorifique du gaz distribué par réseau de canalisations publiques, ces limites sont fixées à :

- 10,7 à 12,8 kWh dans le cas du gaz H,
- 9,5 à 10,5 kWh dans le cas du gaz B.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Concessionnaire calcule le volume de base consommé entre les dates J1 et J2 à partir du volume mesuré dans les conditions effectives de pression et de température, qui est ramené aux conditions normales selon les règles précisées en annexe 7.

Le Concessionnaire calcule la quantité de gaz consommée entre les dates J1 et J2, en kWh, selon les règles précisées en annexe 7, en multipliant le PCS de facturation par le volume de base.

IV - Caractéristiques de combustion

Les conditions de livraison du gaz sont telles que le débit calorifique et les caractéristiques de la flamme demeurent sensiblement constants dans un appareil d'utilisation conforme aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement.

V - Odorisation

Le gaz doit être convenablement épuré. Toutefois, il doit toujours posséder une odeur suffisamment caractéristique pour que les fuites soient immédiatement perceptibles à l'odorat[30].

Cette odeur doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

Le Concessionnaire s'assure de la bonne odorisation du gaz injecté depuis le réseau de transport ou depuis tout poste d'injection pour respecter la réglementation afférente. Il obtient de la part des opérateurs de réseaux de transport de gaz leurs spécifications techniques particulières portant notamment sur les produits utilisés pour odoriser le gaz, les méthodes d'injection dans le réseau et les procédures qu'ils mettent en œuvre pour contrôler l'odorisation obtenue. Le Concessionnaire s'assure du respect de ces procédures d'odorisation et de contrôles à l'injection, par des échanges réguliers avec les opérateurs de réseaux de transport de gaz.

Les informations concernant les caractéristiques du gaz distribué sont tenues à la disposition de l'Autorité Concédante.

PROJET

[30] On considère qu'une fuite est immédiatement perceptible à l'odorat si l'odeur de gaz devient perceptible pour une population représentative, au plus tard quand la concentration de gaz atteint 20% de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E). Cette population représentative est issue d'une sélection du jury décrite dans la norme NF EN 13725. La proportion de gaz ou de substance inflammable dans l'air doit être située entre deux limites pour que le mélange puisse être enflammé. Ces limites sont appelées limite inférieure d'explosivité et limite supérieure d'explosivité (en abrégé : LIE et LES). Elles dépendent de la nature du gaz distribué. Dans le cas du gaz de type H, on retiendra que la LIE est égale à 5 % (elle est de 5,3% pour un mélange de méthane et d'air saturé d'humidité), sous la pression atmosphérique normale à la température de 20°C.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 27 Mesure du Pouvoir Calorifique Supérieur du gaz distribué

Conformément à la réglementation, les opérateurs des réseaux de transport contrôlent le PCS du gaz aux points d'interface transport-distribution (PITD) et le Concessionnaire contrôle le PCS du gaz sur les Postes d'injection qui alimentent le Réseau et éventuellement sur le Réseau lui-même.

Le cas échéant, l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'adaptation aux normes et le renouvellement des appareils de mesure des caractéristiques du gaz distribué, notamment le PCS et la pression, sont à la charge du Concessionnaire. Les éventuels appareils fixes sur le Réseau font partie du Réseau.

La totalité ou une partie des appareils de mesure peut toutefois être située en dehors du périmètre concédé (sur un réseau de distribution voisin ou sur un réseau de transport alimentant la Concession). Dans ce cas, le Concessionnaire fait son affaire des autorisations nécessaires, afin notamment de garantir à l'Autorité Concédante l'accès permanent aux appareils de mesure.

L'accès à tous les documents ayant trait à l'élaboration des mesures ou calculs, de même que les mesures effectuées sont garantis à l'Autorité Concédante dans les mêmes conditions que l'accès à tous les autres documents dont dispose le Concessionnaire.

L'Autorité Concédante a accès aux installations de contrôle sur demande préalable auprès du Concessionnaire y compris les installations d'odorisation. Le Concessionnaire se rapproche de l'opérateur du réseau de transport pour les installations le concernant.

L'Autorité Concédante peut diligenter des contrôles sur le respect du présent article. Le Concessionnaire se tient à sa disposition pour organiser les contrôles.

Les procès-verbaux dressés par l'Autorité Concédante, relevant le non-respect des caractéristiques convenues pour le gaz distribué, sont transmis au Concessionnaire. Celui-ci dispose d'un délai d'une semaine pour présenter ses observations.

Le Concessionnaire calcule un PCS moyen journalier de la Zone gaz sur la base des PCS journaliers fournis par l'opérateur du réseau de transport ou mesurés par le Concessionnaire pour chacun des Postes d'injection, des quantités journalières entrées par ces postes sur la Zone gaz et de tout élément permettant de déterminer le poids respectif des Postes transport et des autres postes dans l'alimentation de cette Zone gaz.

Ce PCS moyen journalier est utilisé directement si la relève facturante du Client final est journalière. Si la relève du Client final est à un autre pas de temps (par exemple, mensuel ou semestriel), un PCS moyen est déterminé sur la période de relève à partir des PCS journaliers de la Zone gaz, pondérés des quantités journalières utilisées sur la Zone gaz.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que l'Autorité Concédante possède ses propres appareils de vérification, dont elle assure l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'adaptation aux normes et le renouvellement.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 28 Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué

En cas de modification de la nature du gaz acheminé, ou si les normes indiquées à l'Article 26 fixant les limites du pouvoir calorifique du gaz sont modifiées et si les caractéristiques de combustion qui en résultent ne répondent plus aux conditions de l'Article 26.IV, les Parties se rapprocheront pour définir les modalités d'adaptation du présent Contrat aux nouvelles normes dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces dispositions seront complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Dans les conditions définies par l'article L.432-13 du code de l'énergie, le Concessionnaire met en œuvre les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et l'équilibrage des réseaux, la continuité du service de distribution du gaz et la sécurité des biens et des personnes. Selon les modalités réglementaires en vigueur, il dirige et coordonne les opérations de modification des réseaux de distribution, veille à la compatibilité des installations des Clients finals durant les opérations de conversion et à l'issue de celles-ci, et le cas échéant facilite le remplacement de celles ne pouvant être réglées ou adaptées.

Lorsqu'un relevé comporte simultanément des consommations correspondant à l'ancien et au nouveau pouvoir calorifique, il est effectué, pour la facturation, une répartition *prorata temporis* des volumes.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VI. CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS FINALS ET PRODUCTEURS

Article 29 Conditions générales pour l'accès au Réseau

Le Concessionnaire est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer :

- la distribution de gaz dans les conditions de continuité définies par l'article R.121-11 du Code de l'énergie et de qualité précisées à l'Article 30. Le Concessionnaire peut interrompre le service dans les conditions précisées à l'Article 33 ;
- l'injection de Gaz renouvelable dans le Réseau, dans le respect des conditions définies par le Code de l'énergie.

Article 30 Obligation de consentir aux Clients finals et aux Producteurs les contrats liés à l'accès au Réseau

I. Clients finals

Toute distribution de gaz est subordonnée à la passation d'un contrat avec le Concessionnaire, pris en exécution du Contrat.

Dans le cadre du contrat unique, le Concessionnaire conclut un Contrat Distributeur de Gaz - Fournisseur (CDG-F) avec chaque Fournisseur d'énergie qui comprend, en annexe, les Conditions de Distribution liant le Concessionnaire au Client final.

En cas de demande spécifique d'un Client final, un Contrat Distributeur de Gaz - Client (CDG-C) peut être conclu entre le Concessionnaire et le Client final, qui fixe, entre autres, les conditions dans lesquelles le gaz est distribué. Le Client final signe dans ce cas, également et séparément, un contrat de fourniture avec un Fournisseur d'énergie.

Le Concessionnaire est tenu de consentir un contrat de distribution et, le cas échéant un contrat de Raccordement à toute personne qui demande l'accès au Réseau, conformément aux conditions de L453-1 et suivants du Code de l'énergie, sauf s'il a reçu entre-temps une injonction contraire de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou de police, et sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs à l'autorisation de fourniture de gaz ou au contrôle de conformité des Installations intérieures.

En cas de non-paiement par un demandeur de Raccordement de sa Participation prévue à l'Article 15, le Concessionnaire peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'Autorité Concédante lorsqu'une Participation financière est due à celle-ci, refuser la mise en service de l'installation. Dans le cas où celle-ci a déjà été effectuée, et si le demandeur n'a pas réglé l'intégralité de la Participation à sa charge, le Concessionnaire peut interrompre la livraison après mise en demeure restée sans effet.

La mise en service doit être assurée par le Concessionnaire dans le délai convenu avec le demandeur conformément au Catalogue des prestations du Concessionnaire.

En cas de travaux, le délai est augmenté du temps nécessaire à l'alimentation de l'installation du demandeur du Raccordement ainsi qu'à la réception des autorisations administratives de construire, de passage ou d'implantation. Le demandeur du Raccordement doit alors en être informé.

Pour les travaux dont le Concessionnaire est maître d'ouvrage, le choix de la solution technique retenue pour la desserte des Clients finals appartient au Concessionnaire, qui doit concilier les intérêts du service

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

public avec ceux des Clients finals, dans le respect des textes réglementaires et des intérêts de l'Autorité Concédante.

II. Producteurs

Le Concessionnaire est tenu de consentir un contrat d'injection, le cas échéant un contrat de Raccordement, à tout Producteur qui demande l'accès au Réseau, conformément aux conditions de l'article L.111-97 du Code de l'énergie, sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs au droit à l'injection et du respect par le Producteur des obligations issues du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme qui s'imposent à lui pour la réalisation de l'installation de production.

Article 31 Contrats liés à l'accès au Réseau et conditions de paiement

I. Clients finals

Dans l'hypothèse d'un Client final ayant souscrit un contrat unique (contrat de fourniture emportant les Conditions de Distribution), le Fournisseur est en droit d'exiger du Client final le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat, notamment en ce qui concerne la fourniture et la distribution de gaz.

Dans le respect de ses obligations de service public et des dispositions de l'Article 53 2°), le Concessionnaire interrompt la livraison du gaz au Client final lorsque le Fournisseur lui transmet une telle demande pour non-paiement des sommes susmentionnées qui lui sont dues au titre du contrat unique.

Le Concessionnaire est en droit d'exiger directement du Client final souscrivant un contrat de distribution direct (CDG-C) le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans le mois suivant leur émission. Lors de la résiliation du contrat, il sera tenu compte de ce versement pour solder le compte du Client final.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues au titre de la distribution de gaz, le Concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur, après rappel écrit constituant mise en demeure du Client final ayant souscrit un CDG-C, interrompre la livraison de gaz à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours.

Conformément à la réglementation en vigueur[31], les interruptions ne sont pas effectuées pour les Clients finals domestiques dans les hypothèses suivantes :

a) le Client final présente une notification d'aide accordée par le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)[32] pour le logement concerné ;

b) le Client final apporte la preuve du dépôt auprès du Fonds de Solidarité pour le Logement d'une demande d'aide relative à une situation d'impayé d'une facture de gaz depuis moins de deux mois ;

[31] Notamment le décret n°2008-780 du 13 août 2008 modifié par le décret n°2016-555 du 6 mai 2016.

[32] Ce fonds a été institué par l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

PROJET

c) le Client final présente une attestation prouvant avoir bénéficié d'une aide au Fonds de Solidarité pour le Logement au cours des douze derniers mois. Cette attestation n'est valable que pour les interruptions programmées entre le 1er novembre et le 15 mars[33] ;

d) le Client final apporte la preuve du règlement de sa dette au Fournisseur ;

e) le Client final présente une notification de recevabilité d'un dossier de surendettement ;

f) pendant la période hivernale dans les conditions visées à l'article L115-3 du code de l'action sociale et des familles ;

g) si le Fournisseur l'accepte, le Client final remet au Concessionnaire un chèque ou un chèque énergie correspondant au montant de la somme due au Fournisseur conformément aux modalités prévues dans le Catalogue des prestations du Concessionnaire.

Le non-paiement des sommes dues au Concessionnaire par le Fournisseur au titre du CDG-F est sans effet sur la continuité de livraison des Clients finals à laquelle reste tenue le Concessionnaire.

Toute rétrocession de gaz par un Client final à quelque titre que ce soit, à un ou plusieurs tiers, est interdite sauf autorisation préalable du Concessionnaire donnée par écrit[34]. Le Concessionnaire informe immédiatement l'Autorité Concédante de cette exception en lui rendant compte des raisons de celle-ci.

Si un Client final consomme du gaz sans avoir conclu de contrat de fourniture avec un Fournisseur ou en ayant procédé à une manipulation affectant le dispositif de comptage, le Concessionnaire propose au Client final de régulariser à l'amiable sa situation[35]. En cas de refus du Client final, le Concessionnaire est autorisé à suspendre la livraison de gaz et à engager toute procédure judiciaire nécessaire au recouvrement de l'intégralité du préjudice subi.

II. Producteurs

Toute injection de Gaz renouvelable est subordonnée à la passation d'un contrat entre le Concessionnaire et le Producteur, pris en exécution du Contrat.

Le Concessionnaire est en droit d'exiger directement du Producteur lié par le contrat d'injection le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans les conditions spécifiées au contrat.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues au titre de l'injection, le Concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur et du contrat d'injection, appliquer des pénalités de retard.

PROJET

[33] Article L.115-3 du Code de l'action sociale et des familles.

[34] Cette situation est celle où le gaz livré au Client final transite, ne serait-ce que de façon provisoire, par des installations d'un autre Client final qui s'interposent entre le réseau de distribution et les installations du Client final considéré ; le Client final par les installations duquel le gaz transite n'est pas dans ce cas fournisseur.

[35] Conformément à la procédure « clients consommant sans fournisseur » élaborée dans le cadre des GTG 2007 mis en place par la Commission de Régulation de l'Energie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 32 Tarification de la distribution de gaz aux Clients finals et de l'injection aux Producteurs

I - Tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz (tarif d'acheminement)

Les tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz sont fixés dans les conditions prévues par les articles L. 452-1-1 et suivants du Code de l'énergie[36]. Ils sont applicables aux Clients finals.

Ils figurent à l'annexe 7.

Les tarifs et conditions commerciales d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont établis en fonction de critères publics, objectifs et non discriminatoires en tenant compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service[37].

Le Concessionnaire est tenu de communiquer à l'Autorité Concédante dans le Compte Rendu d'Activité visé à l'Article 41, de tenir à la disposition des Usagers et de communiquer à la Commission de Régulation de l'Energie les conditions générales d'utilisation des ouvrages et des installations du service.

II - Tarifs des prestations du Concessionnaire

Les prestations du Concessionnaire non couvertes par le tarif d'acheminement ainsi que le tarif applicable pour chaque prestation sont publiés dans le Catalogue des prestations (annexe 8).

Ce Catalogue est évolutif, notamment pour s'adapter aux besoins des acteurs du marché. Il est mis à jour annuellement après concertation avec l'ensemble des parties prenantes sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Energie. Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de toute mise à jour du Catalogue.

Les prestations proposées par le Concessionnaire qui ne seraient pas visées dans ce Catalogue font l'objet d'une facturation spécifique sur devis, établi sur la base de principes de facturation présentés préalablement à l'accord de l'Autorité Concédante.

III – Tarification de l'injection

Les tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz dus par les Producteurs sont fixés dans les conditions prévues par les articles L.452-1-1 du Code de l'énergie.

PROJET

[36] Les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont publiés au Journal Officiel de la République Française.

[37] Les caractéristiques des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont fixées aux articles L.452-1 et suivants du Code de l'énergie

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 33 Information en cas d'interruption du service

Article 33.1 Interruption temporaire du service pour les besoins de l'exploitation

Conformément à l'article R.121-12 du Code de l'énergie, le Concessionnaire peut interrompre le Service pour toute opération d'investissement, de Raccordement, de mise en conformité ou de maintenance du Réseau concédé ainsi que, après analyse de la situation, pour tous les travaux réalisés à proximité des ouvrages.

Le Concessionnaire s'efforce de réduire ces interruptions au minimum et de les situer aux dates et heures susceptibles de provoquer le moins de gêne possible aux Clients Finals.

Les dates et heures de ces interruptions sont portées au moins cinq jours à l'avance à la connaissance des Clients Finals par avis collectif.

Article 33.2 Interruption temporaire relative à des situations d'urgence

Dans les circonstances d'interruption de grande ampleur exigeant une intervention immédiate, le Concessionnaire prend d'urgence les mesures nécessaires.

Le service de permanence de la commune concernée ainsi que l'Autorité Concédante sont informés dans les meilleurs délais en cas de survenance d'un incident significatif tel que visé à l'Article 9 ou dans les autres cas suivants :

- explosion susceptible d'être attribuée au gaz distribué par le Concessionnaire ;
- évènement lié au Réseau d'ampleur significative en matière d'évacuation de personnes, notamment dans le cas d'établissements tels qu'un hôpital, un lieu d'accueil d'enfants, de personnes âgées, etc… ;
- évènement impliquant l'interruption de circulation sur une voie importante de circulation routière ou ferroviaire.

Lors d'incidents entraînant une coupure de gaz pour plus de 50 Clients finals, le Concessionnaire met en place un service d'information (« Infocoupure »), permettant à l'Autorité Concédante d'être informée de l'avancement de la résolution de l'incident et de recevoir des notifications dématérialisées.

Article 33.3 Réduction et/ou interruption de l'injection

Le Concessionnaire peut prendre des mesures visant à réduire et/ou interrompre l'injection de Gaz renouvelable dans les conditions fixées par le contrat conclu avec le Producteur.

Article 33.4 Mise en œuvre d'ordre de délestage

Lorsque, pour assurer la continuité d'acheminement sur le réseau concédé, le Concessionnaire met en œuvre des ordres de délestage pris par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel ou émet lui-même de tels ordres dans les conditions prévues à l'article L434-2 du code de l'énergie, il en informe l'Autorité Concédante dans les meilleurs délais en en précisant les modalités suivant les consignes transmises par le gestionnaire du réseau de transport de gaz ou par les pouvoirs publics.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 34 Relation Client

Le Concessionnaire dispose de centres de relation Client qui s'appuient, pour garantir et piloter la qualité du service public concédé et la satisfaction des Clients finals, sur un référentiel unique composé du Catalogue des prestations et des procédures du Groupe de Travail Gaz (« GTG 2007[38] ») mises en œuvre.

A ce titre, le Concessionnaire suit des indicateurs, soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux ou nationaux lorsque cela n'est pas pertinent ou techniquement pas faisable.

Le Concessionnaire met en place un dispositif permettant de répondre directement aux sollicitations des Clients finals. Ce dispositif comprend notamment :

- Un accueil téléphonique ;
- Un canal numérique (mail, formulaire en ligne) ;
- Et pour certaines demandes spécifiques, la possibilité d'une rencontre physique entre le Concessionnaire et le Client final.

Article 35 Qualification et traitement des réclamations

Le Concessionnaire dispose d'un système permettant de traiter, qualifier, suivre et tracer les réclamations des Clients finals. Il s'appuie sur la procédure « GTG 2007 » en vigueur.

Tout Client final a la possibilité de déposer une réclamation, quel qu'en soit l'objet, via plusieurs canaux (site Internet du Concessionnaire, par téléphone, par courrier, via les réseaux sociaux, via son Fournisseur de gaz, etc.).

Si le Client final n'est pas satisfait de la réponse apportée par le Concessionnaire, il dispose d'instances supplémentaires, qui seront rappelées par le Concessionnaire en accompagnement de chacune de ses réponses ou via les Conditions de Distribution : une instance interne au Concessionnaire, dont les coordonnées sont précisées sur le courrier de réponse du Concessionnaire et une instance auprès du Médiateur National de l'Energie. Le Concessionnaire s'engage à traiter l'ensemble des réclamations dans un délai de 30 jours et ce quelle que soit leur provenance et le canal utilisé.

Le Concessionnaire a l'obligation de répondre à chaque réclamation des Clients finals dans le respect de ses engagements écrits dans les Conditions de Distribution, les procédures GTG et dans le respect du Code de bonne conduite. Le client a en outre la possibilité de saisir l'Autorité Concédante ou le Médiateur National de l'Energie.

A ce titre, le Concessionnaire suit des indicateurs soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux lorsque cela n'est pas pertinent.

PROJET

[38] *La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a mis en place des instances de concertation entre les différents acteurs concernés par l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie à partir du 1er juillet 2007. L'instance concernant le marché du gaz, en particulier concernant les procédures applicables entre distributeurs et fournisseurs, est dénommée " Groupe de Travail Gaz 2007 " (GTG 2007)*

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 36 Délais d'intervention

Afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, à la suite d'appels concernant les interventions de sécurité reçus par le service chargé de réceptionner les informations à caractère d'urgence, le Concessionnaire s'engage à intervenir en moins d'une heure dans plus de 96% des cas pour les interventions de sécurité effectuées à l'échelle du département.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir, à l'annexe 1, de la production et l'analyse annuelle des délais d'intervention de sécurité sur la base d'un échantillon d'aléas d'exploitation.

Pour toutes les autres interventions, le Concessionnaire se conforme aux délais fixés dans son Catalogue des prestations (annexe 8).

Article 37 Mesure de la satisfaction des Clients finals

Le Concessionnaire mesure la satisfaction des Clients finals par un dispositif d'enquêtes de satisfaction. A cet égard, un SMS ou un courriel est notamment adressé à l'attention des Clients finals ayant bénéficié de certaines prestations du Concessionnaire (interventions de Raccordement, première mise en service, mise en service et dépannage) ou ayant eu un contact avec le service client afin de recueillir leur appréciation. Les Clients finals ayant exprimé une insatisfaction peuvent, s'ils le souhaitent, être recontactés par le Concessionnaire pour comprendre les raisons de leur mécontentement et en traiter la cause.

Les résultats de ces enquêtes de satisfaction font l'objet d'indicateurs soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux lorsque cela n'est pas pertinent.

Le Concessionnaire met en place des plans d'actions permettant de pallier les résultats les moins satisfaisants.

Article 38 Information envers les Clients finals et les tiers

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de toute communication locale ayant un lien avec l'activité concédée, et prend en compte, dans la mesure du possible, les éventuelles remarques et demandes de l'Autorité Concédante avant diffusion.

Dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule, le Concessionnaire propose une synthèse des communications institutionnelles ou nationales.

S'agissant des demandes d'accès aux informations et données relatives aux missions du service public concédé, formulées sur le fondement des articles L.300-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration, du Code de l'environnement, ou de tout autre texte, le Concessionnaire y répond directement dans le respect des textes applicables. Il fait ses meilleurs efforts pour transférer à l'Autorité Concédante toute demande dont le traitement revient à celle-ci.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VII. GOUVERNANCE (INVESTISSEMENTS, CONTROLE, DONNEES)

Article 39 Principes généraux

La relation entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire est régie par les principes suivants, déclinés dans les articles ci-après :

- une gouvernance des investissements sur le Réseau, basée sur la concertation dans le cadre de la présentation du Programme Annuel visé à l'Article 40 ;
- un dispositif de compte-rendu annuel et de contrôle permettant notamment de rendre compte de la qualité du service rendu par le Concessionnaire au travers d'indicateurs spécifiques ;
- une mesure de la performance du Concessionnaire pouvant le cas échéant donner lieu à pénalités ;
- un socle de données mis à disposition de l'Autorité Concédante par le Concessionnaire ;
- un dispositif de règlement des litiges ;
- Un dialogue continu au plan national afin d'approfondir tous sujets relatifs à la Concession, en particulier la transition écologique et de l'indépendance énergétique notamment dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule.

Afin d'assurer une relation de qualité avec l'Autorité Concédante, le Concessionnaire désigne un interlocuteur privilégié pour l'exécution du Contrat de Concession et les relations avec l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire demeure à la disposition de l'Autorité Concédante pour le suivi et l'examen de toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution du Contrat de Concession.

Par ailleurs, le Concessionnaire se tient à la disposition de l'Autorité Concédante pour tous échanges et/ou réunions additionnelles visant notamment à approfondir tous sujets relatifs à la Concession, en particulier à la transition énergétique. Dans ce cadre, le Concessionnaire apporte toutes précisions ou avis que lui demande l'Autorité Concédante.

Article 40 Gouvernance des investissements

En vue d'assurer la bonne exécution du service public, et ce dans le respect des missions et obligations de service public assignées par le législateur au Concessionnaire - en particulier définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux - notamment définies aux articles L.121-32 et L.432-8 du Code de l'énergie et dans le Contrat de Service Public signé entre le Concessionnaire et l'Etat, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante conviennent que le dispositif de gouvernance des investissements sur le Réseau repose sur un partage annuel d'informations relatif aux investissements réalisés par le Concessionnaire sous sa maitrise d'ouvrage sur le territoire de la Concession (désigné ci-après « Programme(s) Annuel(s) »).

Le Programme Annuel est présenté à l'Autorité Concédante au plus tard le 31 décembre de l'année précédant la réalisation des travaux.

Les travaux prévus au Programme Annuel respectent les conditions, en particulier de protection de l'environnement, énoncées à l'article 20.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le cas échéant, ce Programme Annuel est présenté à l'occasion des conférences départementales prévues par l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

- Chaque Programme Annuel est décliné comme suit :
  - A/ Pour l'année en cours :
    - le compte-rendu du Programme Annuel réalisé l'année N sous sa maîtrise d'ouvrage ;
    - la liste des principales opérations réalisées sur le territoire de la Concession en précisant leur localisation, leur descriptif succinct, les quantités, le montant des travaux et la répartition du financement ;
  - B/ Pour l'année à venir :
    - Le Concessionnaire arrête le Programme Annuel des investissements en tenant compte, notamment, des demandes des clients connues et des propositions de coordinations travaux de l'Autorité Concédante au fur et à mesure où celles-ci arrivent et dans la mesure où celles-ci sont connues avant le 1er septembre de l'année précédant la réalisation des travaux.

      La présentation détaille les rues impactées par des travaux de renouvellements de réseaux, les volumes d'ouvrages collectifs ciblés, les longueurs de réseaux impactées par matière ainsi que les investissements prévus. A cette occasion, le Concessionnaire détaille l'ensemble des travaux réseaux prévus en opportunités de voirie.

    - A l'exception des travaux urgents, le Programme Annuel est mis en œuvre par le Concessionnaire sous réserve des autorisations de voirie délivrées.

A cette occasion, le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante des chantiers structurants, réalisés en dehors du territoire de la Concession, et ayant un impact sur celle-ci.

Au cours de l'exécution du Contrat, lorsque le montant de la moyenne annuelle des investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages de la Concession - calculé sur les trois années civiles écoulées - devient supérieur à cent mille (100 000) euros H.T. par an en moyenne, la pertinence de la révision du mode de gouvernance des investissements avec l'établissement d'un Schéma Directeur et/ou des Programmes Pluriannuels et Annuels associés est évaluée par les Parties en fonction du contexte local.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 41 Compte-rendu d'activité de la Concession

Article 41.1 Dispositions générales

Le Concessionnaire remet chaque année civile à l'Autorité Concédante, dans un délai conforme à la réglementation en vigueur[39], un compte-rendu d'activité de la Concession (« CRAC ») pour l'année écoulée.

Le contenu du CRAC fait l'objet de l'annexe 2.

Il contient *a minima* l'ensemble des informations prévues aux articles D. 2224-48 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Le Concessionnaire présente le CRAC à l'Autorité Concédante lors d'une réunion dont la date est fixée par l'Autorité Concédante après concertation avec le Concessionnaire.

Le cas échéant, l'Autorité Concédante liste les points devant faire l'objet d'une présentation approfondie lors de cette réunion.

Article 41.2 Indicateurs de qualité de service et de sécurité

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire mettent en place un système de suivi de la qualité du service rendu conformément aux articles D. 2224-50 et D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

1. Finalité

Les indicateurs constituent des paramètres, le plus souvent chiffrés, permettant de suivre et d'évaluer la qualité du service public.
Regroupés par grandes familles et critères de synthèse, ils sont destinés à :

- suivre l'activité du Concessionnaire par la collecte des données les plus caractéristiques de la Concession ;
- améliorer en continu la performance et la qualité des services rendus par le Concessionnaire, et en particulier la sécurité du Réseau.

2. Contenu

Sous réserve de dispositions complémentaires dans l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales, les indicateurs retenus sont détaillés dans la grille en annexe 3. Cette grille constitue la liste des indicateurs de suivi d'activité et de qualité de service et de sécurité que le Concessionnaire s'engage à transmettre pour chaque année civile à l'Autorité Concédante dans le CRAC.

Ces indicateurs portent notamment sur les domaines suivants :

- Qualité et sécurité du Réseau ;
- Activités de maintenance ;
- Qualité des services ;

[39] Soit au plus tard le 1er juin de chaque année selon la réglementation en vigueur à la date de signature du Contrat

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- Raccordements et Transition écologique (Gaz renouvelable, réseaux intelligents, …) ;
- Connaissance du patrimoine ;
- Cartographie des réseaux.

En particulier, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Article 42 Contrôle de la Concession

Article 42.1 Prérogatives de l'Autorité concédante

L'Autorité Concédante exerce le contrôle du bon accomplissement des missions de service public définies par le Contrat de Concession.

Dans le cadre de ses prérogatives de contrôle, l'Autorité Concédante a la possibilité, par l'intermédiaire de ses agents dûment habilités ou de tout organisme mandaté par elle, de procéder à tout moment à toutes vérifications utiles, y compris par la réalisation d'audits sur site portant sur les ouvrages concédés.

Les agents de l'Autorité Concédante ou de tout organisme mandaté par elle ne peuvent en aucun cas intervenir dans la gestion de l'exploitation du service public concédé.

Dans ce cadre, toutes les informations et tous les documents sollicités par l'Autorité Concédante lui sont remis gratuitement par le Concessionnaire dans les délais fixés en accord avec elle.

Si le Concessionnaire n'est pas en mesure de fournir immédiatement les informations et documents demandés, il accuse réception par écrit de la demande de l'Autorité Concédante dans un délai maximal de quinze jours à compter de la demande.

Le Concessionnaire s'engage à répondre dans un délai maximum de 2 mois, sauf dans les cas dûment justifiés pour lesquels les informations ne sont pas immédiatement disponibles ou nécessitent une évolution des systèmes d'informations.

L'annexe 4 présente le socle minimal de données mises à disposition de l'Autorité Concédante pour l'exercice de ses compétences

Article 42.2 Information sur les Raccordements au réseau de transport

Dans le cadre du contrôle, le Concessionnaire informera l'Autorité Concédante en cas d'accord donné pour un Raccordement de client sur le réseau de transport de gaz, résultant d'une impossibilité de le raccorder au Réseau, en application des dispositions de l'article L. 453-1 du code de l'énergie, et ce dans le respect des dispositions législatives et réglementaires encadrant la communication des données à caractère personnel.

Article 42.3 Echange contradictoire

Dans l'hypothèse où un contrôle conduit à la rédaction d'un rapport par l'Autorité Concédante, celle-ci informe préalablement le Concessionnaire de ses conclusions, afin de lui permettre de présenter ses observations sous un mois maximum par écrit.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Les points de divergence identifiés entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire donnent lieu à un échange contradictoire dans un délai déterminé entre les Parties.

L'Autorité Concédante transmet le rapport définitif au Concessionnaire.

Article 43 Données

Article 43.1 Cadre général

Les données dont la communication est prévue au Contrat sont transmises et traitées dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire tient à la disposition de l'Autorité Concédante les informations existantes d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique, utiles à l'exercice des compétences de celle-ci.

Il les met à la disposition de l'Autorité Concédante sous un format informatique exploitable lorsque ce format est disponible sur le marché.

Sont notamment concernées toutes les informations utiles à l'Autorité Concédante ou à un tiers missionné par elle pour l'exercice du contrôle du bon accomplissement par le Concessionnaire des missions de service public et du respect de ses engagements, ainsi que pour l'élaboration et l'évaluation des schémas et plans visés au chapitre VII du présent Contrat.

1. Protection des données personnelles

Le Concessionnaire est responsable et garant de la protection des données personnelles, selon la législation et la règlementation en vigueur, et notamment au titre du Règlement Général de Protection des Données (RGPD), pour les besoins liés à l'exploitation du Service concédé.

Pour les traitements de données qu'elle souhaite réaliser, l'Autorité Concédante est responsable et garante de la protection des données personnelles, selon la législation et la règlementation en vigueur, et notamment au titre du RGPD.

2. Open Data

La publication des données publiques du service public relève de la responsabilité exclusive de l'Autorité concédante.
En application de l'article L.111-77-1 du Code de l'énergie, le Concessionnaire est chargé :

- de procéder au traitement des données visées à cet article dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- de mettre ces données à disposition du public par voie électronique, dans un format ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé sous une forme agrégée garantissant leur caractère anonyme.

3. Confidentialité

L'Autorité Concédante est responsable de l'utilisation et du traitement qu'elle fait des données auxquelles elle a eu accès en sa qualité d'Autorité Concédante, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Elle est en particulier responsable du respect de la confidentialité des Informations Commercialement Sensibles et des Données à Caractère Personnel transmises.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Elle s'engage par ailleurs à ne pas révéler les informations à caractère confidentiel, qui lui aurait été spécifiées comme telles par le Concessionnaire, et dont elle a pu avoir connaissance dans le cadre du Contrat, sauf à un tiers missionné par elle dans le cadre de sa mission de contrôle et pour les stricts besoins de cette mission. Ce tiers est tenu à la même obligation de confidentialité. Ces dispositions pourront être complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Article 43.2 Données cartographiques

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante une fois par an, sur sa demande et dans un délai maximum d'un mois, les plans ou extraits de plan des réseaux mis à jour des données cartographiques ci-après, le cas échéant pour chaque commune du périmètre de la Concession. L'annexe 1 en précise éventuellement les modalités.

La fourniture de données informatiques fait l'objet le cas échéant de modalités portées en annexe 1, qui précise notamment leur format et le support de transmission.

Les données moyenne échelle (1/2000ème) fournies sont les suivantes :

- le tracé des réseaux de distribution de gaz ;
- la matière, le diamètre, le niveau de pression et la décennie ou l'année de pose des canalisations ;
- les robinets de réseaux utiles à l'exploitation ;
- les Branchements tels que reportés sur la cartographie moyenne échelle ;
- la position des postes de livraison et de distribution publique.

L'Autorité Concédante s'engage à ne pas utiliser les données ci-dessus pour la réalisation de travaux à proximité des ouvrages de distribution de gaz, et à respecter pour ces travaux, la réglementation applicable en la matière.

Sur demande ponctuelle de l'Autorité Concédante et dans le cas de travaux ayant entraîné une modification substantielle du Réseau, le Concessionnaire transmet à l'Autorité Concédante le plan du Réseau de la Concession. L'annexe 1 en précise éventuellement les modalités.

Les plans remis à l'Autorité Concédante comportent les canalisations et Branchements abandonnés représentés en cartographie moyenne échelle.

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage, s'agissant des Plans Corps de Rue Simplifiés (PCRS) :

- à étudier avec l'Autorité Concédante la faisabilité de l'élaboration d'un PCRS à l'échelon local le plus approprié ;
- à étudier avec l'Autorité Concédante les modalités de sa contribution à l'établissement des fonds de plans du (des) PCRS couvrant le territoire de la Concession de façon à optimiser collectivement les coûts engendrés par l'opération, en application du Protocole national d'accord de déploiement d'un PCRS du 24 juin 2015 ;
- à communiquer à l'Autorité Concédante ou à son (ses) mandataire(s) les données cartographiques grande échelle (1/200ème) utiles à l'établissement du (des) PCRS couvrant le territoire de la Concession ;
- à utiliser le(s) PCRS couvrant le territoire de la Concession dès lors qu'il(s) est (sont) disponible(s), conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 février 2012 modifié.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 43.3 Données de consommation

Le Concessionnaire rend accessible à l'Autorité Concédante les données de consommation selon la règlementation en vigueur, notamment afin de contribuer aux opérations visées au chapitre VIII.

Il s'agit notamment des données de consommation annuelles agrégées et anonymisées à la maille du territoire de la Concession, du quartier (IRIS), de la rue et de l'adresse selon les dispositions des articles D.111-52 et suivants du Code de l'énergie.

Les données de consommation pourront par ailleurs être décomposées en sous-secteur ou branches pour le tertiaire et en sous-secteur pour le résidentiel selon les dispositions du décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 ou encore par code NAF lorsque cela sera possible.

Ces données sont rendues accessibles après contrôle et traitement par le Concessionnaire, soit via un portail dédié, soit via l'interlocuteur habituel de l'Autorité Concédante.

La fourniture de ces données se fait sans facturation sauf traitements particuliers nécessitant des développements informatiques spécifiques dûment justifiés.

Article 43.4 Données techniques et patrimoniales

Afin de faciliter l'exercice par l'Autorité Concédante du contrôle du bon accomplissement des missions de service public définies par le Contrat, le Concessionnaire met à disposition une plateforme de données à accès sécurisé, accessible depuis le portail digital dédié aux collectivités locales.

La liste des jeux de données disponibles à la date de signature du Contrat est fournie en annexe 4.

Article 44 Mesure de la performance du Concessionnaire

Les Parties conviennent de mettre en place un système de mesure de la performance globale du Concessionnaire, fondé notamment sur les trois types d'indicateurs suivants :

- indicateurs relatifs au patrimoine de l'Autorité Concédante et mesurant les écarts entre l'inventaire comptable et les bases techniques du Concessionnaire ;
- indicateur relatif au temps de coupure moyen des Clients de la Concession ;
- indicateur relatif à la qualité de service aux Clients.

Le périmètre, les modalités de calcul, objectifs et pénalités associés à ces indicateurs sont définis dans l'annexe 5.

Le cas échéant, des modalités complémentaires pourront être intégrées à cette annexe par accord entre le Concessionnaire et l'autorité Concédante.

Ces indicateurs sont assortis d'objectifs engageants, raisonnables et atteignables, dont la non-atteinte par le Concessionnaire pourra donner lieu à pénalités appliquées par l'Autorité Concédante, dans les conditions visées à l'Article 45.1.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention de Concession, les Parties se rencontreront au minimum tous les cinq ans afin d'examiner l'opportunité d'adapter ce système de mesure, et en particulier les indicateurs visés ci-dessus.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 45 Pénalités

Faute par le Concessionnaire de remplir les obligations fixées au Contrat, des pénalités, visées aux articles ci-dessous, peuvent lui être appliquées par l'Autorité Concédante sauf en cas de force majeure ainsi qu'en cas d'incident non imputable au Concessionnaire.

Les pénalités sont prononcées par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire préalablement entendu. Le montant total des pénalités d'une année N est plafonné annuellement à 0,6% des recettes d'acheminement enregistrées sur le périmètre de la Concession en année N-1.

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des utilisateurs du Réseau et des tiers.

Les conditions dans lesquelles le Concessionnaire conteste le bien-fondé des pénalités sont définies à l'Article 46.

Article 45.1 Pénalités résultant d'un défaut de performance du Concessionnaire

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat, le manque de performance du Concessionnaire donne lieu à l'application des pénalités décrites à l'annexe 5.

Article 45.2 Pénalités en cas de défaut de fourniture d'information

A défaut de production par le Concessionnaire, dans les délais prévus, d'un des documents suivants :

- Programme Annuel visé à l'Article 40 ;
- Plan du réseau concédé visé à l'Article 43.2 ;
- Compte-rendu d'activité visé à l'Article 41 ;
- Bilan à l'échéance du Contrat visé à l'Article 56 ;
- Document(s) sollicité(s) par l'Autorité Concédante dans le cadre de l'Article 42.

et après mise en demeure par l'Autorité Concédante par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans suite pendant quinze jours, le Concessionnaire versera à celle-ci une pénalité égale à 1000 (mille) euros par document et par jour de retard à compter de l'expiration du délai de quinze jours. Ce montant sera réévalué annuellement de l'indice ING, suivant la formule [1000 x IngN/Ing0] avec IngN et Ing0 définis à l'Article 6.1

Toute demande de dépassement de délai peut être acceptée par l'Autorité Concédante, à réception d'un courrier motivé du Concessionnaire justifiant les faits.

Article 46 Règlement des litiges

En cas de survenance d'un différend entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, la Partie la plus diligente transmet à l'autre Partie un mémoire exposant les motifs du différend et les conséquences qui en résultent, quelle que soit leur nature (administrative, technique et/ou financière).

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

L’autre Partie lui transmet en réponse une proposition pour le règlement du différend dans un délai de 45 jours à compter de la réception du mémoire.

Dans le cas où la Partie à l’origine du mémoire ne s’estimerait pas satisfaite de la proposition de règlement du différend, il est procédé à la nomination d’une Commission de conciliation.

Cette Commission comprend trois représentants de l’Autorité Concédante, trois représentants du Concessionnaire et le cas échéant un expert désigné d’un commun accord entre les Parties. Les honoraires de l’expert sont pris en charge à parts égales par les Parties.

Les Parties ne sont pas liées par les débats ou avis émanant de cette Commission.

La Commission de conciliation dispose alors d’un délai de deux mois, à compter de sa saisine par l’une ou l’autre des Parties, pour rendre son avis. A compter de l’avis de la Commission de consultation, et faute d'accord trouvé sous huit (8) semaines après communication de cet avis, les Parties peuvent soumettre le litige à la juridiction compétente.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VIII. TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES

En application des dispositions du présent chapitre, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent préciser dans l'annexe 1 les actions locales à mettre en œuvre au service de la transition écologique du territoire en lien avec les enjeux et le cadre applicable à la distribution publique du gaz.

Article 47 Planification énergétique territoriale

L'Autorité Concédante peut construire et piloter un schéma directeur des énergies sur son territoire auquel sera associé le Concessionnaire ou participer à l'élaboration de tels schémas directeurs pilotés par les collectivités présentes sur son territoire, en prenant notamment en compte les objectifs définis dans les documents de planification énergétique et de développement de l'espace urbain (SRCAE, SRADDET, PLU, PCAET, etc.).

L'Autorité Concédante contribue en outre à l'élaboration et à l'évaluation des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ou le cas échéant du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, notamment en répondant aux demandes d'avis des préfets de région et présidents de conseils régionaux. Elle contribue également à l'élaboration des plans climat-air-énergie territoriaux.

Dans ce cadre, le Concessionnaire, dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, communique à l'Autorité Concédante et aux collectivités ou établissements publics compétents dont le territoire recouvre en tout ou en partie le périmètre de la Concession, les données issues des dispositifs de comptage utiles à l'exercice de leurs compétences, en particulier celles permettant d'élaborer et d'évaluer les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus aux articles R.4251 et suivants du code général des collectivités territoriales ou le cas échéant le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie , et les plans climat-air-énergie territoriaux prévus par les articles L. 222-1 à L. 222-3, L. 229-25 et L. 229-26 du code de l'environnement. L'Autorité Concédante est préalablement informée de la transmission à d'autres collectivités ou établissements publics des données relatives au territoire concerné de la Concession.

Les données concernées, telles que mentionnées par les textes précités applicables, et les modalités de leur communication sont précisées à l'Article 43.3 et le cas échéant à l'annexe 1.

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, peut fournir à l'Autorité Concédante et aux collectivités ou établissements publics précités, à leur demande, des données complémentaires ou plus détaillées que celles mentionnées ci-dessus définies dans le cadre d'une convention locale. Le cas échéant, ces données peuvent être facturées par la Concessionnaire à l'Autorité Concédante, sur la base de justificatifs.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, les données de consommation précitées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Le Concessionnaire s'engage par ailleurs à accompagner l'Autorité Concédante dans sa réflexion sur la complémentarité du gaz avec les autres énergies.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 48 Aménagement de l'espace urbain

Sous réserve de leur accord, les collectivités ou établissements publics compétents en matière d'urbanisme ou, le cas échéant, l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales, peuvent associer le Concessionnaire à l'élaboration des documents d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la Concession (SCOT, PLU et PLUI en particulier), en le consultant le plus en amont possible. Les modalités de cette association peuvent faire l'objet d'une convention locale.

Dans le respect de la règlementation et du cadre régulatoire en vigueur, le Concessionnaire peut apporter son expertise aux collectivités ou établissements publics compétents dans le périmètre de la Concession, ou à l'Autorité Concédante si cette dernière dispose de la compétence ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales, dans leurs opérations d'aménagement de l'espace urbain, de requalification urbaine ou de constitution d'écoquartiers, de façon à leur permettre d'apprécier les effets des opérations considérées en matière de gestion du Réseau public de distribution de gaz.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire recherchent un dialogue en amont de la réalisation de ces opérations. Une convention entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence, ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales dans le domaine de l'urbanisme, ou son mandataire, peut fixer les modalités de ces échanges.

Le Concessionnaire peut réaliser des études portant sur des développements, renforcements ou déplacements d'ouvrages nécessaires à ces opérations à la demande :

- de l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence ou si elle aussi concernée en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie ;
- ou des collectivités ou établissements publics compétents.

Une convention entre les parties prenantes pourra fixer les modalités de réalisation de ces études, dans le respect de la réglementation applicable et du cadre régulatoire en vigueur.

Article 49 Raccordement des installations de production de biométhane ou d'autres Gaz renouvelables

Le Raccordement des installations de production de biométhane visées au présent article est régi notamment par les articles L.453-9 et L.453-10 du code de l'énergie et leurs textes d'application.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire s'engagent à modifier le cas échéant les dispositions du Contrat de Concession pour intégrer toute évolution législative ou réglementaire permettant d'injecter d'autres Gaz renouvelables (y compris de l'hydrogène renouvelable le cas échéant) dans le réseau de distribution publique de gaz.

Dans le cadre de la consultation des autorités organisatrices de la distribution de gaz visée à l'article D.453-21 du code de l'énergie, le Concessionnaire fournit l'ensemble des données nécessaires pour que l'Autorité Concédante puisse émettre un avis sur le zonage de Raccordement des installations à un réseau de gaz et notamment : capacité d'accueil du Réseau à date et après renforcement, nombre et statut des projets, gisement potentiel, valeur du ratio technico-économique dit « I/V » visé aux articles D.453-23 et D.453-24 du code de l'énergie et défini à l'arrêté du 28 juin 2019.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire échangent par ailleurs sur leur ambition en termes d'injection de Gaz renouvelable sur le Réseau concédé.

Les Parties peuvent notamment collaborer à diverses études, par exemple des études de gisements pour connaître le potentiel du territoire, impulser une démarche concernant le développement des Gaz renouvelables en injection sur le Réseau et améliorer l'appropriation de cette thématique par les acteurs du territoire.

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante des demandes de Raccordement d'installations de production de biométhane ou d'autre Gaz renouvelable au Réseau ainsi que du calendrier de réalisation, au titre des prérogatives de contrôle de l'Autorité Concédante et le cas échéant de manière anonymisée dans le cadre des Programmes Annuels visés à l'Article 40.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, des données agrégées et anonymisées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Article 50 Raccordement des stations d'avitaillement GNV/bioGNV

Dans le respect de la législation, de la réglementation et du cadre régulatoire en vigueur, le Concessionnaire répond aux demandes du ou des porteurs de projets d'implantation de stations d'avitaillement en Gaz Naturel Véhicule (GNV ou bioGNV pour sa version issue du biométhane) sur le territoire de la Concession, notamment en leur apportant une information concernant les effets des différentes solutions techniques sur la gestion du Réseau public de distribution de gaz. Cette information est également communiquée à l'Autorité Concédante lorsqu'elle est elle-même porteuse, directement ou indirectement, d'un projet d'implantation de station comme le permet l'article L.2224-37 du code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L.2224-37 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire ainsi que l'Autorité Concédante, émettent un avis sur les projets de création de stations d'avitaillement GNV/bioGNV visés à l'article précité, en échangeant les informations nécessaires préalablement à la notification de leurs avis respectifs.

Dans ce cadre, le Concessionnaire informe systématiquement l'Autorité Concédante de chaque projet de Raccordement de station ainsi que du calendrier de réalisation du Raccordement.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, des données agrégées et anonymisées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Dans ce cadre, le Concessionnaire s'engage à proposer à l'Autorité Concédante intervenant en matière d'implantation de stations d'avitaillement GNV/bioGNV ou, le cas échéant, aux collectivités ou établissements publics compétents sur le territoire de la Concession, sous réserve de leur accord et dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur, des études permettant d'optimiser l'implantation et le dimensionnement des infrastructures au regard des contraintes du Réseau public de distribution, notamment en ce qui concerne la pression disponible.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 51 Compteurs communicants

Conformément au cadre régulatoire en vigueur et aux dispositions du code de l'énergie concernant le déploiement des systèmes de comptage évolués, des Compteurs communicants sont installés par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage, d'une part, à informer suffisamment en amont l'Autorité Concédante et, le cas échéant, les communes concernées de son territoire, sur le processus et le calendrier de déploiement de ces Compteurs et, d'autre part, à réaliser régulièrement un point de son avancement jusqu'à sa complète réalisation.

Le Concessionnaire s'engage à :

- informer chaque Client, avec un mois de préavis, du remplacement de son Compteur et des modalités de cette intervention (période d'intervention, nom de l'entreprise de pose, numéro du service client du Concessionnaire) ;
- délivrer une information de qualité sur ces Compteurs, notamment dans l'espace dédié de son site internet, dans la notice d'utilisation remise lors de la pose et via son service client ;
- contribuer à des actions d'information sur le contexte législatif et réglementaire et de sensibilisation aux nouvelles perspectives ouvertes par les fonctionnalités des Compteurs communicants.

L'Autorité Concédante peut contribuer aux actions menées par le Concessionnaire et proposer des actions complémentaires tendant à informer les Clients de la finalité de la mise en place des Compteurs communicants et des bénéfices qui en résultent pour eux-mêmes et pour le fonctionnement du service public de la distribution de gaz.

Le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41 comporte des indicateurs spécifiques aux Compteurs communicants, ainsi qu'un retour d'expérience sur l'usage de ces Compteurs, les actions de sensibilisation des Clients finals menées par le Concessionnaire et les outils de suivi des consommations mis à disposition par le Concessionnaire, en lien avec les dispositions de l'Article 52.

Article 52 Maîtrise de la demande en gaz

Le Concessionnaire met en œuvre des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique du Réseau public de distribution de gaz concédé et constituant des solutions alternatives au renforcement de ce réseau et économiquement justifiées.

Il informe l'Autorité Concédante des actions menées à cet effet lors de la présentation du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41

Les données concernées et les modalités de leur mise à disposition sont précisées à l'Article 43.3.

Au titre de son activité de comptage, le Concessionnaire met à la disposition de chaque Client équipé d'un Compteur communicant, dans son espace client, un historique de ses données de comptage, des systèmes d'alerte liés au niveau de sa consommation, ainsi que des éléments de comparaison issus de moyennes statistiques basées sur les données de consommation locales et nationales, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et le Catalogue des prestations.

Le Concessionnaire pourra également apporter son concours à l'Autorité concédante, dans les limites de ses missions de gestionnaire de réseaux de distribution telles que définies par la législation et la

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

réglementation en vigueur, aux actions tendant à maîtriser la demande d'énergie des Clients finals de gaz que l'Autorité concédante engagerait.

Le Concessionnaire peut également mettre en œuvre des dispositifs incitant les utilisateurs à limiter leurs consommations, les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs étant précisées par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des prérogatives dévolues par la loi à l'Autorité Concédante en matière de maîtrise de la demande de gaz.

Article 53 Actions liées à la sécurisation aval Compteur et à la prévenance des coupures pour impayés

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, apporte son concours à l'Autorité Concédante et aux autres collectivités ou établissements publics compétents, à leur demande, afin de les aider à mieux connaître les zones de précarité énergétique sur le territoire de la Concession.

Le Concessionnaire contribue à lutter contre la précarité énergétique sur le territoire de la Concession en mettant en œuvre les actions suivantes :

1° Une information des autorités compétentes en matière de précarité énergétique :

Afin d'aider les collectivités, les établissements publics et l'Autorité Concédante à lutter contre les situations de précarité énergétique, le Concessionnaire met à leur disposition, à leur demande, une fois par an, des informations statistiques générales sur la coupure et le service maintien d'énergie.

2° Un dispositif d'information du Client final en amont des coupures pour impayés :

Dès qu'il en a connaissance, le Concessionnaire prévient en amont le Client final de tout acte de coupure de gaz pour impayé exécuté pour le compte du Fournisseur.

3° Une politique de sécurisation des installations intérieures gaz, en particulier en sensibilisant par divers dispositifs les populations les plus fragiles à la bonne utilisation du gaz

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, rend compte à l'Autorité Concédante des actions menées au titre du présent article, soit dans le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, soit dans le cadre d'une communication spécifique dont les modalités peuvent figurer en annexe 1.

Article 54 Réseaux intelligents et dispositifs de gestion optimisée

Le Concessionnaire est engagé dans le développement de nouvelles fonctionnalités du Réseau l'amenant à jouer un rôle d'opérateur de système de distribution visant notamment à assurer la performance du Réseau et l'optimisation du dimensionnement des investissements dans le contexte de la transition énergétique.

Les innovations associées à cette nouvelle manière d'exploiter le Réseau, notamment l'utilisation du numérique, mais également la création de rebours, de maillages ou de stockages tampons, conduisent à opérer des réseaux gaziers intelligents ou à mettre en œuvre des dispositifs de gestion optimisée en faveur, en particulier, de la transition énergétique.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le Concessionnaire assure le déploiement de ces innovations dans un souci permanent de sécurité et d'efficacité technico-économique, en tenant informée l'Autorité Concédante.

L'Autorité Concédante pourra également solliciter le Concessionnaire dans le cadre des dispositifs législatifs et réglementaires en vigueur visant à faciliter la réalisation de projets innovants (par exemple dispositif dit *« bac-à-sable réglementaire »* institué par la Loi Energie Climat du 8 novembre 2019).

En tout état de cause, le Concessionnaire s'engage à informer régulièrement l'Autorité Concédante, dans le cadre de la gouvernance des projets expérimentaux de réseaux gaziers intelligents, des avancées et des difficultés rencontrées.

Article 55 Responsabilité sociale et environnementale

Le Concessionnaire, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement durable, s'engage notamment à :

- agir pour la sécurité de tous ;
- acheter responsable ;
- réduire ses impacts environnementaux directs et en particulier le bilan carbone de ses activités (émissions de méthane, bâtiments, véhicules) ;
- développer le Gaz renouvelable et la mobilité durable ;
- contribuer à l'amélioration de la performance énergétique et environnementale ;
- être un employeur exemplaire qui promeut la diversité et favorise l'insertion des personnes en situation de handicap ;
- participer au développement durable et raisonné des territoires avec ses parties prenantes.

Dans ce cadre, il peut prendre des engagements relatifs à ces domaines avec l'Autorité Concédante ou les collectivités ou établissements publics compétents dans le périmètre de la Concession.

Les modalités de mise en œuvre de ces engagements sont définies dans des conventions spécifiques ou en annexe 1.

Le Concessionnaire rend compte à l'Autorité Concédante des actions menées au titre du présent article, soit au travers du compte rendu annuel d'activité visé à l'Article 41, soit au travers d'une communication spécifique définie entre les Parties.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

IX. ECHEANCE DU CONTRAT DE CONCESSION

Article 56 Bilan à l'échéance du Contrat

Cinq ans avant l'échéance du Contrat, le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante un bilan de la Concession lui permettant de contrôler le respect des engagements, la qualité de la prestation, les progrès réalisés, afin de préparer le contrat de Concession suivant.

Ce bilan présente, sur une période de dix années, d'une part une synthèse des comptes rendus annuels d'activité visés à l'Article 41, et d'autre part les éléments complémentaires suivants :

- Un inventaire technique et comptable de l'ensemble des ouvrages concédés ;
- Une cartographie à date du Réseau ;
- Les éléments économiques et financiers suivants à la maille de la Concession :
    - Le Compte d'exploitation de la Concession synthétique et détaillé (produits, charges d'exploitation, charges d'investissement de la Concession, charges d'investissement hors Concession) ;
    - L'origine des financements des biens de la Concession ;
    - La valeur nette comptable et la valeur nette réévaluée (vision économique) des biens de la Concession.
- Un diagnostic technique permettant de réaliser un état des lieux technique précis des ouvrages de la Concession, dans le but d'évaluer la performance dans le temps du Réseau et d'identifier les zones géographiques à prioriser sur le territoire concédé. Il comprend notamment :
    - Une description physique du Réseau de distribution de la Concession :
        - *Zones desservies :*
        - *Territoires de la Concession :*
        - *Description des Usagers (nombre et consommation totaux et par segment) ;*
        - *Linéaire de réseau par nature et par pression ;*
        - *Postes de détente ;*
        - *Branchements Individuels et Collectifs ;*
        - *Compteurs (notamment communicants) ;*
        - *Age des ouvrages ;*
        - *Travaux réalisés au cours des dernières années.*
    - Une description de la qualité de service et de la performance du Réseau et du Concessionnaire *:*
        - *Indicateurs de qualité de service et de sécurité et indicateurs de performance définis aux annexes 4 et 6 ;*
        - *Incidents localisés par nature, par siège, par type d'ouvrage, par cause ;*
        - *Linéaires de réseau surveillé.*

En complément, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante peuvent convenir de réaliser une analyse spécifique portant sur l'état de certains types d'ouvrages.

Ce bilan donne lieu à une réunion de présentation organisée dans le mois qui suit la remise de la version définitive du document.

A la suite de la présentation de ce bilan, l'Autorité Concédante conserve la faculté de diligenter tout contrôle ou audit dans les conditions de l'Article 42, pendant la période courant jusqu'à l'échéance du Contrat.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 57 Echéance du Contrat

Le présent Contrat de Concession prend fin dans les conditions suivantes :

- arrivée du terme normal du Contrat de Concession ;
- déchéance du Concessionnaire ;
- résiliation pour motif d'intérêt général ;
- résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence.

Au terme du Contrat de Concession, les ouvrages concédés doivent être en état normal de service.

Sur la base du bilan visé à l'Article 56, les Parties établissent également un état des lieux et le cas échéant un état descriptif d'éventuels autres travaux d'entretien visant à assurer un état normal de service, restant à réaliser par le Concessionnaire selon un échéancier à convenir et, en tout état de cause, avant le terme du Contrat.

Dans les deux ans précédant le terme normal du Contrat, les Parties échangent sur les actions à mener avant la fin du Contrat, notamment sur les investissements prévus restant à réaliser et sur les nouvelles dispositions du futur contrat.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

X. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 58 Statut du Concessionnaire

Le Contrat de Concession est conclu en considération de la désignation par la loi de GRDF en tant que gestionnaire du Réseau de distribution publique de gaz avec les obligations de service public que ce dernier doit assumer. En conséquence, toute modification dans la composition de son actionnariat, dans sa forme juridique ou dans son organisation doit préserver la bonne exécution du présent Contrat de Concession.

Le Concessionnaire s'engage à informer par écrit l'Autorité Concédante de toute modification de son actionnariat majoritaire.

Article 59 Evolution des dispositions de portée nationale

Pour tous les échanges d'informations, les concertations et les négociations dont la portée d'application excède la dimension locale, l'Autorité Concédante peut être représentée par la fédération représentative de son choix.

Article 60 Impôts, taxes et redevances réglementaires

Le Concessionnaire s'acquitte de toutes les contributions qui sont ou seront mises à sa charge, de telle sorte que l'Autorité Concédante ne soit jamais inquiétée à ce sujet[40].

Les tarifs s'entendent hors taxes, impôts et redevances de toute nature.

Les impôts, taxes et redevances de toute nature, actuellement exigibles ou institués ultérieurement sont supportés par le Client final dans la mesure où aucune disposition légale ou réglementaire ne s'y oppose.

Article 61 Modalités d'application de la TVA

I – Principe

Conformément au décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 qui met fin à la procédure de transfert du droit à déduction pour les dépenses d'investissements publics mis à disposition de délégataires de service public en application de contrats de délégation conclus à compter du 1er janvier 2016, l'Autorité

[40] Sont notamment à la charge du Concessionnaire, tous les impôts liés à l'existence des ouvrages de la Concession. Dans le cas où la collectivité concédante, ou l'une des collectivités adhérentes, serait imposée à ce titre (par exemple pour l'impôt foncier relatif à un Poste de détente), le Concessionnaire assumerait la charge correspondante sur simple demande de l'Autorité Concédante.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Concédante est fondée à opérer directement la déduction de la taxe grevant les investissements réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le Réseau concédé.

II - TVA sur réfection de voirie

L'Autorité Concédante pourra mettre à la charge du Concessionnaire le montant des travaux de réfection de la voirie, dont elle a été maître d'ouvrage, consécutivement à la réalisation de travaux intéressant le Réseau concédé.

Conformément à l'instruction fiscale n°BOI-TVA-CHAMP-30-10-60-20 n°170 du 12 septembre 2012, les travaux de réfection de voirie facturés par l'Autorité Concédante sont exclus du champ d'application de la TVA.

Article 62 Faute grave du Concessionnaire

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment si la qualité du gaz ou la sécurité publique viennent à être compromises ou si le service n'est exécuté que partiellement, et ceci durablement, l'Autorité Concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de faute du Concessionnaire d'une particulière gravité, l'Autorité Concédante peut prononcer elle-même la résiliation du Contrat, notamment dans les cas suivants :

- en cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses de la Concession ;
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire compromettrait l'intérêt général ;
- le Concessionnaire cèderait le Contrat à un tiers.

Les sanctions ne sont pas encourues dans le cas où le Concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure ainsi qu'en cas d'incident non imputable au Concessionnaire.

Les conditions de la résiliation du Contrat seront déterminées par accord entre les Parties. A défaut d'accord, le différend sera réglé selon la procédure définie à l'article 46 du Contrat.

Article 63 Mise en demeure

Toute mise en demeure dans le cadre des présentes et de leurs suites, sauf disposition contraire expresse, est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie d'huissier.

Tout délai relatif à la mise en demeure est décompté, sauf disposition contraire, à partir de sa date de réception par le destinataire.

Article 64 Élection de domicile

Le Concessionnaire précise dans l'annexe 1 où il fait élection de domicile.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification le concernant serait valable lorsqu'elle aurait été faite au siège du Concessionnaire.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Article 65 Liste des annexes

Les annexes jointes au présent cahier des charges sont les suivantes :

- ANNEXE 1, Modalités et dispositions locales ;
- ANNEXE 2, Eléments du Compte-Rendu d'Activité de la Concession prévu à l'Article 41 ;
- ANNEXE 3, Indicateurs de qualité de services et de sécurité ;
- ANNEXE 4, Données mises à disposition de l'Autorité Concédante ;
- ANNEXE 5, Mesure de la performance du Concessionnaire ;
- ANNEXE 6, Règles de calcul du taux de rentabilité des extensions de réseau ;
- ANNEXE 7, Tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz ;
- ANNEXE 8, Catalogue des prestations ;
- ANNEXE 9, Conditions générales d'accès au réseau de gaz (Conditions de Distribution) ;
- ANNEXE 10, Prescriptions techniques du Concessionnaire.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 1 : MODALITES ET DISPOSITIONS LOCALES

Article 1 – Objet

La présente annexe a pour objet de définir les modalités spécifiques à la Concession en application de certains articles du cahier des charges. Les Parties peuvent également y convenir de dispositions dérogatoires à certains articles du cahier des charges.

A défaut de stipulations contraires, les modalités et dispositions de la présente annexe sont convenues pour la durée fixée à l'article 2 de la Convention de Concession.

Article 2 – Choix des indicateurs de performance visés à l'Annexe 5

Pour l'indicateur de performance n°1 (qualité patrimoniale), les taux d'écarts observés en début de contrat sont précisés en annexe 5

L'autorité concédante décide de retenir les indicateurs suivants :

- Indicateur de performance n°2 (temps de coupure des clients) : temps moyen de coupure par client (choix A). Comme indiqué en Annexe 5, cet indicateur sera produit à partir de 2027
- Indicateur de performance n°3 (qualité de service aux clients) : satisfaction client (choix A)

Article 3 – Election de domicile

En application de l'Article 64 du cahier des charges, il est précisé que le concessionnaire fait élection de domicile à :

GRDF
Direction Régionale EST
Délégation Concessions
10 Viaduc Kennedy - BP 50358
54007 Nancy Cedex - France

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 2 : ELEMENTS DU COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE LA CONCESSION (CRAC)

Les données transmises par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante comprendront notamment :

- Les principaux résultats, les faits marquants et les perspectives d'évolution du service se rapportant à la Concession ainsi qu'une présentation de l'organisation du Concessionnaire mise en place pour remplir les missions concédées
- Les indicateurs de suivi de qualité de service et de sécurité visés à l'annexe 3
- une synthèse des incidents survenus sur le Réseau, ainsi qu'un retour sur les incidents significatifs
- Un compte-rendu de la politique d'investissement comprenant :
  - une présentation des investissements liés aux ouvrages mis en service dans l'année et dans chacune des 2 années précédentes ;
  - une présentation des dépenses d'investissements de l'année et de chacune des 2 années précédentes, par nature de biens (biens concédés et autres biens y compris quote-part des biens propres du Concessionnaire) ;
  - la liste des principaux chantiers réalisés en matière de « Raccordements et transition écologique », « modification d'ouvrages à la demande de tiers » et « Adaptation et modernisation des ouvrages » réalisés précisant la longueur de réseau, le nombre de Branchements Individuels et le nombre de Branchements Collectifs mis en service ;
- Les dépenses d'investissements futurs telles que visées au Décret n°2016-495 du 21 avril 2016 ;
- Une synthèse de la valorisation du patrimoine par nature de biens (biens concédés et autres biens y compris quote-part des biens propres du Concessionnaire) :
  - La valeur initiale financée par le Concessionnaire
  - La valeur initiale financée par l'Autorité Concédante via une contribution telle que définie par l'article L.432-7 du code de l'énergie
  - L'estimation par le Concessionnaire de la valeur initiale financée par les tiers (remises gratuites des lotisseurs, aménageurs, …)
  - La valeur nette réévaluée en cohérence avec les principes de détermination de la BAR (Base d'Actifs Régulée) fixés par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE)
  - La charge d'investissement calculée en cohérence avec les principes de détermination du tarif d'acheminement fixés par la CRE. La part de remboursement économique de l'ouvrage et la part relative au coût de financement sont communiquées
- Une synthèse de l'inventaire des réseaux de la Concession comprenant la longueur des canalisations répartie par type de matériau et de pression
- Un compte d'exploitation de la Concession détaillant en particulier :
  - les recettes liées à l'acheminement du gaz, les recettes liées aux prestations complémentaires, et les éventuelles recettes pour l'acheminement du gaz vers un réseau aval n'étant pas dans la zone de desserte péréquée
  - les charges d'exploitation de la Concession, les charges liées aux investissements (remboursement économique des investissements et coût du financement), en cohérence avec les charges prises en compte par la CRE pour la détermination du tarif d'acheminement
  - l'impact climatique et la contribution de la Concession à la péréquation tarifaire
- L'état des règlements financiers intervenus entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire
- La liste des Raccordements au Réseau des installations de production de biométhane.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 3 : INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE ET DE SECURITE

Les indicateurs visés à l'Article 41.2 du cahier des charges sont décrits ci-dessous.

Ils pourront être ajustés, toutes choses égales par ailleurs, afin de prendre en compte les évolutions techniques ou réglementaires, en particulier l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

C = maille Concession (Contrat) D = maille départementale

R = maille régionale du Concessionnaire N = maille nationale

INDICATEURS	***Maille***	***Description***
QUALITE ET SECURITE DU RESEAU GAZ		
Nombre de fuites sur canalisations	C	Nombre de fuites sur les canalisations de la Concession, signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité.
Nombre de fuites sur CICM	C	Nombre de fuites sur les Conduites d'Immeuble ou les Conduites Montantes, signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité sur le périmètre de la Concession.
Nombre de fuites sur Branchements	C	Nombre de fuites sur Branchements Individuels et Branchements Collectifs (en amont de l'Organe de coupure générale), signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité sur le périmètre de la Concession.
Nombre d'incidents selon le niveau de pression	C	Nombre total d'incidents sur réseau, selon les regroupements de pression suivants : - BP + MPA - MPB + MPC
Nombre de dommages aux ouvrages avec fuite	C	Nombre de dommages aux ouvrages avec fuite sur les réseaux enterrés. *Cet indicateur est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges*
Nombre de Clients finals coupés pour incidents	C	Nombre de Clients finals coupés suite à incident ou intervention non planifiée sur le Réseau de la Concession.
Nombre d'interventions suite appels de tiers	C	Nombre total d'interventions suite appels de tiers, en distinguant interventions de sécurité et dépannages, des techniciens d'intervention sécurité gaz du Concessionnaire. *Le sous-indicateur « interventions de sécurité » est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges*

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Taux d'interventions de sécurité en moins de 60 minutes	D	Nombre d'interventions de sécurité pour lesquelles il s'écoule moins de 60 minutes entre l'appel au numéro Urgence Sécurité Gaz et l'arrivée du technicien d'intervention de sécurité, rapporté au nombre total d'interventions de sécurité. *Cet indicateur est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges*
Taux de Procédures Gaz Renforcées (PGR)	C	Nombre d'interventions conjointes du Service Départemental d'Incendie et de Secours et du technicien d'intervention du Concessionnaire qualifiées de PGR, en regard du nombre total d'interventions de sécurité.
Délai d'interruption du flux gazeux sur Procédure Gaz Renforcée (PGR) sur voie publique	D	Mesure le délai entre le signalement de l'incident et l'arrêt du flux gazeux. Il est calculé à la maille départementale (maille du Service Départemental d'Incendie et de Secours).
ACTIVITES DE MAINTENANCE		
Programme de maintenance	C	Taux de maintenance préventive des postes de détente réseau, robinets de réseau utiles à l'exploitation et Branchements Collectifs, calculé sur le périmètre de la Concession : nombres d'actes réalisés dans l'année sur nombre d'actes planifiés dans l'année conformément à la politique de maintenance du Concessionnaire. *Ces indicateurs sont complétés, pour les postes de détente réseau et les robinets de réseau utiles à l'exploitation, par des données permettant de calculer le taux d'ouvrages visités conformément à la réglementation. Ces données permettent le calcul de deux des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2*
Surveillance du Réseau	C	Taux de réalisation de la recherche systématique de fuites calculé comme étant la longueur de réseau inspectée sur la longueur de réseau à inspecter. *Cet indicateur est complété par des données permettant de calculer le taux de linéaire visité conformément à la réglementation.* *Ces données permettent le calcul d'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2*

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

QUALITE DES SERVICES		
Taux d'accessibilité de l'accueil téléphonique distributeur	R	Nombre d'appels pris / Nombre d'appels reçus.
Suivi des réclamations	C	Nombre de réclamations (tous émetteurs confondus) concernant : - l'accueil (acheminement-livraison / gestion des demandes) - l'exploitation du Réseau et travaux - la gestion et la réalisation des prestations - les données de comptage (relevé et mise à disposition)
Taux de réponse aux réclamations sous 30 jours	C	Nombre de réclamations (tous émetteurs confondus) traitées dans les 30 jours / Nombre total de réclamations transmises (tous émetteurs confondus)
Taux de réponse aux fournisseurs sous 15 jours	R	Nombre de réclamations fournisseurs traitées dans les 15 jours / Nombre total de réclamations transmises par les fournisseurs
Nombre d'interventions pour impayés	C	Nombre de déplacements pour coupure, prise de règlement, rétablissement réalisés à la demande de fournisseurs pour impayés des clients finals
Taux de relevé des Compteurs sur index réel	C	Nombre de Compteurs relevés sur index réel (y compris Compteurs communicants) rapporté au nombre total de Compteurs à relever dans l'année (Compteurs actifs uniquement)
Taux de relevés corrigés	C	Nombre d'index corrigés rapporté au nombre de Compteurs non communicants relevés.
Taux d'accessibilité des Compteurs domestiques	C	Nombre de Compteurs domestiques actifs et inactifs accessibles (situés en dehors du logement et ne nécessitant pas la présence du client) rapporté au nombre total de Compteurs domestiques de la Concession.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Taux de respect du délai Catalogue des demandes reçues des fournisseurs	C	Nombre de prestations réalisées dans les délais du Catalogue de prestations / Nombre total de prestations soumises à délais Ces prestations incluent entre autres les mises en service et hors service demandées par les fournisseurs.
Nombre de diagnostics d'installations intérieures	C	Nombre de diagnostics d'installations intérieures réalisés à l'initiative de GRDF (avec accord client)
RACCORDEMENTS ET TRANSITION ECOLOGIQUE		
Premières mises en service clients	C	Nombre de nouvelles mises en service suite à une demande Fournisseur.
Taux de Raccordement dans les délais (hors Extensions de réseau)	C	Nombre de Raccordements réalisés dans le délai convenu avec le client final / Nombre total de Raccordements réalisés
Taux de satisfaction « Raccordement »	R	Pour les clients résidentiels, part des clients (en %) se déclarant satisfaits et très satisfaits sur l'item « Raccordement » lors de l'enquête diligentée annuellement par le Concessionnaire. Pour les clients non résidentiels (industriels, tertiaires, collectivités locales), le Concessionnaire donnera a minima des éléments d'analyse qualitatifs sur l'évolution du niveau de satisfaction globale.
Compteurs communicants	C	Nombre de Compteurs communicants installés sur le territoire de la Concession. Modalités d'information mises en œuvre pour informer les clients gaz.
Injection de Gaz renouvelable	C	Nombre de points d'injection de Gaz renouvelable sur le territoire de la Concession (existants et en projet).
Mobilité propre au gaz	C	Nombre de stations GNV (ouvertes au public ou multi-acteurs) raccordées au Réseau de la Concession.
Rendement de réseau	N	Mesure la performance du Réseau en prenant en compte les pertes constatées (fuites ou fraudes) et les biais de comptage. Cette performance est évaluée à partir des quantités d'énergie mesurées en entrée et en sortie du Réseau de distribution, retraitées pour pouvoir être comparées sur une même année civile et corrigées des effets du climat.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

CONNAISSANCE DU PATRIMOINE		
Indicateur de connaissance patrimoniale	C	Auto-évaluation par le Concessionnaire de sa connaissance du patrimoine de la Concession. Il s'agit d'un indice composite constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie, autres éléments de connaissance et de gestion). Chacun des sous-indicateurs doit atteindre un nombre maximal de points. La valeur de l'indice, calculée chaque année, est comprise entre zéro (0) et 100. Les modalités de calcul sont précisées par le Concessionnaire dans le compte-rendu annuel d'activité.
CARTOGRAPHIE DES RESEAUX		
Taux de canalisations en classe A	C	Cet indicateur correspond au taux de Classe A pour les canalisations au périmètre de la Concession. *La dénomination classe A correspond à la précision cartographique maximale Grande Echelle (±40 cm pour les réseaux rigides et ±50 cm pour les réseaux flexibles) de la réglementation (arrêté du 15 février 2012) et vise à améliorer la prévention des dommages aux ouvrages. Cette précision est obligatoire pour tous les réseaux posés après 2012. Le Concessionnaire a entamé une démarche volontariste pour classer en A les canalisations posées ante 2012 sans que cela soit réglementairement obligatoire.* *Le Concessionnaire communique sur simple demande de l'Autorité Concédante le taux de géoréférencement des plans et le taux de linéaire réseau en classe A par commune*
Nombre de plans mis à jour dans l'année	C	Nombre d'actes de mise à jour de la cartographie en préparation ou à la suite de travaux ou plus ponctuellement à l'occasion d'actions correctives, sur le périmètre de la Concession.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 4 : DONNEES MISES A DISPOSITION DE L'AUTORITE CONCEDANTE POUR L'EXERCICE DE SES COMPETENCES

Cette annexe présente le socle minimal de données mises à disposition de l'Autorité Concédante pour l'exercice de ses compétences, et accessibles via l'espace extranet personnalisé de l'Autorité Concédante sur la plateforme de données du Concessionnaire. Ces données sont mises à jour de manière annuelle dans les mêmes délais que le compte-rendu d'activité de la Concession.

Ce socle pourra évoluer en fonction des retours d'expériences, des échanges avec l'Autorité Concédante, et des évolutions techniques ou réglementaires.

Nom du jeu de données	**Rubrique / Descriptif du jeu de données**
1 - L'essentiel de la Concession	
Périmètre concédé avec type de contrat	Descriptif du périmètre concédé avec par commune : type de contrat, échéance du contrat, type de tarif (péréqué ou non péréqué)
2 – L'activité au quotidien	
Les clients et leurs usages	
Clients et Consommations par secteur et par tarif	Détail par commune (INSEE) du nombre de clients et quantités acheminées en MWh par secteur d'activité (résidentiel, tertiaire, industrie, agriculture) et par tarif de distribution (T1, T2, T3, T4, Tp). Dans ce jeu de données, les Données à Caractère Personnel (DCP) sont secrétisées mais elles peuvent être transmises à l'Autorité Concédante sur demande, contre remise d'un bordereau d'accusé de réception de DCP.
Clients par tranches de CAR (C_1, C_2, C_3)	Par commune (INSEE), nombre de clients par tranches de CAR (C_1, C_2, C_3) tel que défini à l'Article 6.1 du cahier des charges
Nombre de PCE sur Branchements Individuels & Collectifs	Nombre de PCE actifs, inactifs, improductifs ou résiliés sur Branchements Collectifs et Individuels au 31 décembre N-1
Les services et les prestations	
Taux de réalisation des prestations dans les délais	Détail par commune du taux de réalisation des prestations dans les délais du Catalogue des prestations
Détail du taux de Raccordement dans les délais	Détail par commune du taux de Raccordements réalisés dans les délais, en distinguant les Branchements urgents (sortis du numérateur et du dénominateur)
L'activité des Compteurs	
Relevé - Compteurs à relevés semestriels	Indicateurs liés au relevé des Compteurs semestriels et Compteurs Communicants (taux de relevé sur index réel, taux d'absence 2 fois et plus, taux de relevés corrigés)

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

L'écoute clients	
Liste des réclamations clients	Listes des réclamations clients avec informations suivantes : - thème de la réclamation - type d'émetteur - type de clients concerné - traitement de la réclamation
La chaîne d'intervention	
Les aléas d'exploitation : signalements et incidents	Liste exhaustive de tous les signalements d'aléas d'exploitation : auteur, origine, lieu (commune), temps de coupure associé (durée de perturbation), type et cause (le cas échéant), délai d'intervention pour les interventions de sécurité (<=60min ou >60min)
La sécurité des réseaux	
Maintenance - Recherche Systématique de Fuite	Longueur de réseau de gaz surveillé/planifié à pied ou avec le Véhicule de Surveillance du Réseau (VSR) par commune Taux de linéaires de réseau en exploitation surveillés à fin d'année N conformément à la réglementation en vigueur (par commune).
Maintenance - Visite des Robinets utiles à l'exploitation	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des robinets de réseau gaz par commune Taux de robinets de réseau utiles à l'exploitation pour lesquels la maintenance préventive à fin d'année N est conforme à la réglementation en vigueur (par commune).
Maintenance - Visite des Postes de Détente Réseau (PDR)	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des Postes de détente réseau (PDR) par commune Taux de PDR en exploitation pour lesquels la maintenance préventive à fin d'année N est conforme à la réglementation en vigueur (par commune).
Maintenance - visite des ouvrages de protection cathodique	Nombre de visites de maintenance réalisées sur des ouvrages de protection cathodique (ou nombre de mesures effectuées pour les prises de potentiel) par commune
Maintenance - Visite des Branchements collectifs	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des Branchements Collectifs par commune
Détail diagnostics par commune	Détail des diagnostics d'installations intérieures réalisés à l'initiative de GRDF (avec accord client), et des situations de Danger Grave et Immédiat (DGI) détectées à l'occasion de ces diagnostics
Dépose - Pose des Compteurs	Nombre de poses / déposes de Compteurs dans le cadre de la Vérification Périodique d'Etalonnage (VPE). On distingue : - La DPCd : DPC des Compteurs domestiques (débit <16m^3/h) - La DPCi : DPC des Compteurs industriels (débit >=16m^3/h). La technologie des Compteurs définit la fréquence à laquelle la DPC doit être réalisée (20 ans pour les Compteurs domestiques à soufflet, 15 ans pour les Compteurs industriels à soufflet et 5 ans pour les Compteurs à piston et turbine).

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Détail DT/DICT	Détail par commune du nombre de DT et de DICT reçues et traitées par GRDF, avec le détail des demandes pour lesquelles GRDF est concerné.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

3 – Le patrimoine	
Les ouvrages	
Ouvrages réseau - Inventaire des Canalisations	Inventaire à la maille INSEE des canalisations par pression, diamètre, matière et année de pose.
Ouvrages Réseau - Inventaire des canalisations en acier non protégé	Inventaire à la maille INSEE des canalisations en acier non protégées cathodiquement de manière active, par pression, diamètre et année de pose.
Ouvrages réseau - Inventaire des robinets de réseau	Liste des robinets par commune, pression, année de pose…
Ouvrages Réseau - inventaire des Postes de Distribution Réseau gaz	Inventaire des Postes de détente réseau gaz avec précision de la situation (en antenne ou maillé), des pressions en amont et aval, débit, année de mise en service et télé-exploité ou non.
Ouvrages réseau - Inventaire des ouvrages de protection cathodique	Inventaire des différents types d'ouvrages de protection cathodique présents sur chaque commune (anodes, postes de soutirage, drainages, prises de potentiel…)
Ouvrages Collectifs - Inventaire des Branchements Collectifs	Inventaire des Branchements Collectifs avec précision de la matière, de la pression, de l'année de mise en service et présence d'une Prise de Branchement à Déclencheur Intégré (PBDI) (= équipement de sécurité)
Ouvrages Collectifs - Inventaire des Conduites d'Immeuble	Inventaire des conduites d'immeuble sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
Ouvrages Collectifs - Inventaire des Conduites Montantes	Inventaire des conduites montantes sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
Ouvrages Collectifs - Inventaires des Conduites de Coursives	Inventaire des conduites coursives sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
Ouvrages Collectifs - Inventaire des Nourrices de Compteurs	Inventaire des nourrices sur Branchement Collectif avec indication sur la matière
Ouvrages Collectifs - Inventaire des tiges Cuisine	Inventaire des tiges cuisine sur Branchement Collectif avec indication sur la matière
Ouvrages Collectifs - Inventaire des Branchements particuliers	Inventaire des Branchements Particuliers avec précision sur la matière
Compteurs - Inventaire des Compteurs	Nombre de Compteurs de tous types et tous débits

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Les chantiers	
Travaux - Mises EN service	Liste des mises en service dans l'année : détail du numéro d'affaire, finalité, type d'ouvrage, quantité et montant de l'investissement
Travaux - Mises HORS service	Liste des mises hors service dans l'année : détail du numéro d'affaire, finalité, type d'ouvrage, quantité
Travaux - Affaires développement abouties avec et sans Extension	Liste des affaires de développement abouties avec et sans Extension de réseau de gaz : finalité de l'affaire, valeur du critère B/I, Participations clients, montant de l'investissement GRDF.
Etudes de rentabilité (B/I) réalisées dans l'année	Détail des études de rentabilité (B/I) réalisées dans l'année, comprenant les investissements prévus, les nombre de clients, la valeur du B/I et les Participations nécessaires
Les investissements	
Investissements réalisés - par Finalités - en Flux	Investissements par finalité. Flux de dépenses de l'année pour les typologies suivantes : Raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages à la demande de tiers, adaptation et modernisation des ouvrages, comptage, autres. Par commune.
Investissements réalisés - par famille d'ouvrages - en Mises en service	Investissements réalisés. Mises en service sur les biens concédés (premier établissement ou renouvellement) et sur les autres biens par famille d'ouvrages. Par commune.
Investissements réalisés - par famille d'ouvrages - en Flux	Investissements réalisés. Flux de dépenses de l'année sur les biens concédés (premier établissement ou renouvellement) et sur les autres biens par famille d'ouvrages. Par commune.
Investissements réalisés - par Finalités - en Mises en service	Investissements par finalité. Mises en service pour les typologies suivantes : Raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages à la demande de tiers, adaptation et modernisation des ouvrages, comptage, autres. Par commune.
Valorisation du patrimoine	
Valeur Nette Ré-évaluée et charges d'investissement - Zone Péréquée	Valorisation du patrimoine (zone péréquée) sur les biens concédés et les autres biens : part de remboursement économique des ouvrages, part du coût de financement, valeur nette réévaluée des ouvrages en début et fin d'année.
Valorisation du patrimoine - Détail par ouvrage	Détail des données sur la valorisation du patrimoine par ouvrage : part de remboursement économique des ouvrages, part du coût de financement, valeur nette réévaluée des ouvrages en début et fin d'année
Origine de financement des ouvrages	Origine de financement des ouvrages par commune des biens concédés et des autres biens : part financée par GRDF, part financée par l'Autorité Concédante, part financée par les tiers.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

4 – Le Compte d'exploitation	
Synthèse	
Compte d'exploitation synthétique par commune sur la zone péréquée	Synthèse du Compte d'exploitation à la maille commune sur la zone péréquée : total des recettes, total des charges, résultat local (différence entre recettes et charges).
Recettes	
Recettes d'acheminement et hors acheminement - Détail par Commune	Les recettes d'acheminement correspondent à la valorisation des consommations des clients à l'échelle de la Concession. Les recettes hors acheminement recouvrent essentiellement la location des Compteurs et postes de livraison de débit supérieur ou égal à 16m^3/h, les interventions facturées à l'acte et la Participation des tiers à leur Raccordement (hors Producteurs de Gaz renouvelable) ou à des modifications d'ouvrages à leur demande.
Recettes Hors Acheminement - Lexique des codes frais	Lexique des codes frais utilisés dans les données « Prestations »
Recettes Hors Acheminement - Prestations Ponctuelles par code frais	Recettes et nombre de prestations ponctuelles du Catalogue des prestations de GRDF, par code frais
Recettes Hors Acheminement - Prestations Récurrentes par code frais	Recettes et nombre de prestations récurrentes du Catalogue des prestations de GRDF, par code frais
Recettes Hors Acheminement - Indemnités des prestations par code frais	Nombre et montant d'indemnités versées par GRDF, par code frais
Recettes Hors Acheminement - Prestations complémentaires - Biométhane	Prestations complémentaires facturées dans le cadre de l'activité de GRDF sur le Biométhane (études, service d'injection, …)
Charges	
Charges d'exploitation - Détail	Détail des charges d'exploitation à la maille commune
Charges d'investissement - Zone péréquée	Détail des charges d'investissement sur les biens concédés et les autres biens (zone péréquée) apparaissant dans les comptes d'exploitation
5 – La transition écologique	
Capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation selon sa typologie	Ce jeu de données permet de visualiser l'évolution année par année depuis 2013 des installations d'injection de biométhane raccordées au réseau de distribution de GRDF, leur capacité d'injection, la localisation de leur lieu d'injection ainsi que la quantité annuelle injectée.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 5 : MESURE DE LA PERFORMANCE DU CONCESSIONNAIRE

Les principes des indicateurs de performance visés à l'Article 44 du cahier des charges sont définis ci-dessous. Le cas échéant, des modalités spécifiques de mise en œuvre pourront être intégrées à la présente annexe par accord entre les Parties.

A. Indicateur de performance n°1 : Patrimoine (cohérence d'inventaires)

(i) canalisations

Principe	Mesure des écarts entre base technique SIG et base comptable concernant les canalisations [écart en longueurs]
Maille	Concession
Calcul	Mesure des écarts de longueur entre l'inventaire comptable et la base technique cartographique (SIG) sur le périmètre des **canalisations**. La mesure de la cohérence entre les deux bases se fait sur les 5 caractéristiques suivantes pour chaque ouvrage : Commune (INSEE) de rattachement Matière Diamètre Longueur Année de mise en service* **la cohérence pour une année N s'apprécie en retirant les ouvrages mis en service dans l'année N-1 afin de tenir compte du temps nécessaire à la mise à jour des bases (en particulier pour les ouvrages mis en service en fin d'année)* L'indicateur Taux de cohérence prend en compte la somme des écarts en valeur absolue qu'il rapporte ensuite aux longueurs présentes dans les deux bases : *Taux de cohérence canalisations (TC1) = 1 - ∑[Abs(M-S)] / (M+S),* *avec M : Longueur dans l'inventaire comptable, S : Longueur dans le SIG*

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Cible / Pénalités	Pour la Concession de FREYMING-MERLEBACH _ INSEE 57240, au jour de la signature du Contrat, le Taux de cohérence TC1 est supérieur à 97 % ➢ Le Concessionnaire s'engage à un taux de cohérence de 100% entre les bases pour le flux des canalisations mises en service après la signature du Contrat. ➢ Par ailleurs, lorsque le Taux de cohérence TC1 est inférieur à 97%, le Concessionnaire s'engage à traiter les longueurs en écart **A l'issue de chaque période de 5 ans, on mesure :** ➢ Le Taux de cohérence pour le flux (mises en service après signature du Contrat) $TC1_{flux.}$ Dès lors qu'on a $TC1_{flux} < 100\%$, la pénalité suivante peut s'appliquer : $P(flux) = 200 \times \Delta(flux)$, où $\Delta(flux)$ représente les éventuels écarts (exprimés en km) entre les bases sur ce flux et où 200 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en EUR/km.

(ii) Branchements Collectifs

Principe	Mesure des écarts entre base technique GMAO et base comptable concernant les Branchements Collectifs [écart en nombre]
Maille	Concession
Calcul	Mesure des écarts entre l'inventaire comptable et la base technique GMAO sur le périmètre des **Branchements Collectifs.** On distingue 3 types d'ouvrages composant un Branchement Collectif : a) BRC : la partie du Branchement Collectif en amont de l'Organe de coupure générale b) CI : Conduite d'Immeuble c) CM : Conduite Montante, y compris nourrice de compteur et tige cuisine (chacune valant 1 dans les inventaires). On calcule pour chaque type d'ouvrages l'écart entre la base technique GMAO et la base comptable. L'indicateur Taux de cohérence prend en compte la somme des écarts en valeur absolue qu'il rapporte ensuite aux quantités présentes dans les deux bases : *Taux de cohérence Branchements Collectifs (TC2) =* $1 - \sum[Abs(M-G)_{BRC} + Abs(M-G)_{CI} + Abs(M-G)_{CM}] / (M+G)$, *avec M : quantités dans l'inventaire comptable, G : quantités dans la GMAO*
Cible / Pénalités	L'objectif est de maintenir un Taux de cohérence TC2 minimal de 99,5% (écart maximal de 0,5%) entre les inventaires GMAO et comptable, sur toute la durée du Contrat Dès lors qu'on a TC2 < 99,5%, la pénalité suivante peut s'appliquer : $P(TC2) = 20 \times [\sum[Abs(M-G)_{BRC} + Abs(M-G)_{CI} + Abs(M-G)_{CM}] - (0{,}5\% * (M+G))]$ *avec M : quantités dans l'inventaire comptable, G : quantités dans la GMAO* et où 20 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en EUR

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

B. Indicateur de performance n°2 : Temps moyen de coupure des Clients

Il est convenu d'une période d'observation de 5 (cinq) années à compter l'année 2022 pendant laquelle les 2 indicateurs (options A et B) ci-dessous sont produits annuellement par le Concessionnaire (dans le cadre du compte-rendu visé à l'Article 41 du cahier des charges) et analysés conjointement avec l'Autorité Concédante, sans pouvoir donner lieu à pénalité.

A l'issue de cette période d'observation, les Parties définissent l'indicateur de performance (A ou B) et les objectifs (seuil 1 et seuil 2) associés, pour application **à compter de l'année 2027**, et pouvant donner lieu à pénalité. L'Autorité Concédante peut néanmoins décider de ne pas utiliser cette période d'observation ou d'y mettre fin à tout moment, et définir avec le Concessionnaire l'indicateur de performance et les objectifs associés selon les principes décrits ci-dessous.

A défaut de choix exprimé par les Parties à l'issue de la période d'observation, l'option A s'appliquera avec les seuils indicatifs ci-dessous.

Principe	Mesure du temps de coupure moyen, comprenant les incidents (hors travaux programmés) impactant au moins 1 Client et avec déplacement GRDF, hors dommages et incendies*. On considère le temps de coupure comme le délai entre l'appel pour manque de gaz (s'il existe) ou le moment où GRDF est intervenu pour mettre en sécurité le réseau, et la remise en pression du réseau ou le moment où l'alimentation a été rétablie chez les Clients présents (« 1er tour »). **le Concessionnaire communiquera néanmoins les temps de coupure pour tous les incidents, y compris ceux non pris en compte dans le calcul du présent indicateur*	
Maille	Concession** ***le Concessionnaire communiquera également à l'Autorité Concédante des éléments de comparaison à une maille pertinente*	
Calculs	**Option A :** Mesure de la moyenne sur le nombre de Clients de la Concession : *[Somme(Nb Clients impactés* T coupure réseau)]/ (Nb Clients)*	**Option B :** Mesure de la moyenne sur le nombre de Clients impactés de la Concession : *[Somme(Nb Clients impactés* T coupure réseau)]/ (Nb Clients impactés)*
Calculs	Mesure **annuelle** par rapport au temps cible sur la Concession : • Tranche 0 : Aucune pénalité versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est inférieur au Seuil 1 • Tranche 1 : Une pénalité (P1€) forfaitaire par Client impacté versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est compris entre Seuil 1 et Seuil 2 • Tranche 2 : Une pénalité (P2€) forfaitaire par Client impacté versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est supérieur à Seuil 2 (P2 > P1)	
Cibles / Pénalités	Option A (seuils indicatifs) : Seuil 1 : 30min Pénalité 1 : **5€**/Clients impactés Seuil 2 : 60 min Pénalité 2 : **10€**/Clients impactés	Option B (seuils indicatifs) : Seuil 1 : 6h Pénalité 1 : **5€**/Clients impactés Seuil 2 : 24h Pénalité 2 : **10€**/Clients impactés

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

En complément des dispositions précédentes, le Concessionnaire proposera d'ici à 2027 une méthode permettant d'estimer le nombre de logements impactés par la coupure d'un Client de type « immeuble collectif ».

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

C. Indicateur de performance n°3 : qualité de service aux Clients

L'Autorité Concédante choisit l'indicateur de performance parmi les 2 options proposées.

Cet indicateur de performance vient compléter un ensemble d'indicateurs de qualité de service déjà publiés dans les CRAC (nombre de réclamations, délai de traitement, …).

A défaut de choix exprimé, l'option A s'appliquera.

Option A : satisfaction Clients

Définition / Principe	Mesurer la satisfaction des Clients sur les prestations pour lesquelles le Concessionnaire est en relation avec le Client final. Cet indicateur est le résultat consolidé des enquêtes réalisées au cours de l'année précédente par le Concessionnaire à la suite de l'exécution des prestations suivantes : *enquête de satisfaction suite à un raccordement *enquête de satisfaction suite à une mise en service *enquête de satisfaction suite à un dépannage
Maille	Concession
Critère / Cible	Calcul du taux de Clients « satisfaits » pour chaque enquête (addition des réponses « très satisfaits » et « assez satisfaits » rapportées au nombre total de réponses), puis calcul d'un indicateur composite : *(Taux de satisfaction sur enquête raccordement + Taux de satisfaction sur enquête mise en service + taux de satisfaction sur enquête dépannage)/3*
Calcul / Pénalités	Mesure **annuelle** par rapport au niveau de satisfaction cible sur la Concession : • Tranche 0 : Aucune pénalité versée aux contrats dont la mesure de satisfaction est ≥ 90% • Tranche 1 : pénalité P1 = **15€** / Client insatisfait pour les mesures de satisfaction < 90% et 85% • Tranche 2 : pénalité P2 = **30€** / Client insatisfait pour les mesures de satisfaction < 85%

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Option B : Taux de respect des délais catalogue

Définition / Principe	Cet indicateur fait déjà l'objet d'une publication dans le CRAC. Il mesure le taux de respect par le Concessionnaire des délais de réalisation des prestations suivantes : *Mises en service avec intervention (MES) : prestations demandées par un Client par l'intermédiaire de son fournisseur, dans des situations type « emménagement » ; *Mises hors service avec intervention (MHS) : prestations demandées par un Client par l'intermédiaire de son fournisseur, pour un déménagement ou abandon de l'énergie. Le fournisseur peut aussi demander la mise hors service suite à une situation d'impayés non soldée ; *Changement de fournisseur avec intervention (CHF) : prestations demandées par un Client par l'intermédiaire de son fournisseur, dans une situation de changement d'offre commerciale avec changement de fournisseur (sans rupture d'alimentation du gaz) ; * Coupures pour impayés (COUP) : prestations demandées par un fournisseur dans le cadre d'un impayé, sans résiliation de contrat.
Maille	Concession
Critère / Cible	Calcul annuel du nombre d'interventions dans les délais : $TR_{délais} = (MES+MHS+CHF+COUP)_{dans\ délais} / (MES+MHS+CHF+COUP)$
Calcul / Pénalités	• Si $TR_{délais} \geq 90\%$, alors pas de pénalité • Si $90\% > TR_{délais} \geq 85\%$, alors pénalité P1 = **5€** / prestation hors délai • Si $TR_{délais} < 85\%$, alors pénalité P2 = **10€** / prestation hors délai

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 6 : REGLES DE CALCUL DU TAUX DE RENTABILITE DES EXTENSIONS DE RESEAU

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Définition du taux de rentabilité

ARTICLE 2 – Seuil minimum de rentabilité

ARTICLE 3 – Evaluation de la recette actualisée

ARTICLE 4 – Evaluation des dépenses

ARTICLE 5 – Investissements

ARTICLE 6 – Formule d'actualisation

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

REGLES DE CALCUL
DU TAUX DE RENTABILITE DES EXTENSIONS DE RESEAU

Conformément aux dispositions de l'article 15 du cahier des charges, les extensions du réseau de distribution peuvent se faire selon plusieurs modalités qui dépendent du taux de rentabilité de l'opération.

Les articles R 453.1 à R453.6 du code de l'énergie imposent comme critère de décision des extensions de réseau l'atteinte d'un taux de rentabilité minimal défini par l'arrêté ministériel du 28 juillet 2008.

La présente annexe a donc pour but de définir les règles de calcul de ce taux de rentabilité

Article 1 - Définition du taux de rentabilité

Le taux de rentabilité est le rapport entre la somme actualisée des bénéfices et la somme actualisée des dépenses d'investissement à réaliser (B/I) pour permettre le raccordement d'un consommateur final au réseau de gaz naturel dans lequel

$$B = R-D-I$$

où

- R est la somme des recettes des nouveaux raccordements et des recettes d'acheminement actualisées par option tarifaire. Les recettes d'acheminement sont assises sur le tarif d'acheminement proposé par le régulateur (CRE), accepté et publié par les pouvoirs publics.
- I est le montant actualisé des investissements relatifs aux canalisations de distribution et aux postes de détente nécessaires à l'extension du réseau de distribution, y compris les dépenses d'étude et d'ingénierie, moins les participations des tiers aux frais de raccordement et de branchement et, le cas échéant, aux frais d'établissement des conduites montantes et des compteurs

- D est le montant total actualisé des dépenses d'exploitation dites marginales pour chaque nouveau consommateur final. Elles comprennent les dépenses de développement, notamment de démarchage de clientèle, de maintenance et les charges de fonctionnement. Ces dépenses sont évaluées de manière forfaitaire par consommateur final selon l'option tarifaire et, le cas échéant, en tenant compte des coûts de remboursement au premier bénéficiaire d'un raccordement ayant supporté la totalité des coûts de premier établissement d'une opération de raccordement.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

La durée d'étude prise en compte dans le calcul est en général de trente ans (pour les recettes d'acheminement liées à des clients de type industriel, la durée de prise en compte est en général réduite à dix ans).

Article 2 - Seuil minimum de rentabilité

Le concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais les extensions dont le taux de rentabilité défini ci-dessus et calculé dans les conditions de l'article 15 du cahier des charges de concession, est supérieur ou égal à une valeur seuil. Il n'est autorisé à réaliser que les extensions dont le critère de décision est supérieur ou égal à cette valeur seuil.

Cette valeur seuil est fixée à 0. Elle correspond au niveau minimum à atteindre pour envisager une rentabilité des investissements à réaliser.

Article 3 - Evaluation de la recette actualisée

3-1. Evaluation des quantités de gaz acheminées

L'étude de rentabilité est fondée sur des prévisions de quantités acheminées. Celles-ci doivent être évaluées sur des bases aussi réalistes que possible et notamment à partir des quantités observées sur la commune ou sur les communes voisines et des résultats d'enquêtes ou d'études permettant d'estimer le total des quantités acheminées prévisibles sur la zone à desservir.

Consommateurs finals résidentiels et tertiaires (hors tarifs T4 ou TP)

Tous les consommateurs finals consommant plus de 1 000 kWh sont pris en compte dans l'étude.

Le concessionnaire retient les placements les plus probables, établis à partir des informations locales disponibles.

Pour évaluer les quantités annuelles du secteur résidentiel et petit tertiaire, il aura recours à des valeurs de consommation unitaires moyennes appréciées localement.

La consommation unitaire retenue pour le secteur résidentiel est la consommation par logement, en séparant le pavillonnaire de l'habitat collectif et la construction neuve de l'habitat existant.

Le développement des quantités acheminées est limité aux dix premières années de l'étude. Au-delà, la quantité totale acquise à l'issue de la dixième année est reproduite jusqu'à l'horizon de l'étude.

Consommateurs finals tertiaires (relevant de tarifs T4 ou TP) et industriels

Le concessionnaire retient les placements les plus probables, établis à partir des informations locales disponibles.

Les quantités annuelles prises en compte sont celles fournies par le consommateur final ou son représentant si elles sont connues, ou des estimations basées sur les consommations d'entreprises similaires en terme d'usage dans la région.

Pour ces consommateurs finals, la durée prise en compte, est fonction de la pérennité de leur consommation de gaz naturel, est appréciée au cas par cas par le concessionnaire.

Cette durée est de principe de dix ans. Cette durée peut être ajustée à la baisse ou à la hausse en fonction de critères liés au secteur d'activités concerné tant au niveau national qu'au niveau local.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

3-2. Evaluation des recettes

Les tarifs à appliquer sont les tarifs d'acheminement (hors terme Rf[41]) sur le réseau de distribution tels que publiés par les pouvoirs publics sur proposition du régulateur (CRE).

Pour le calcul de B/I, ces tarifs sont supposés fixes d'année en année jusqu'à l'horizon de l'étude.

Article 4 – Evaluation des dépenses

Les dépenses annuelles sont constituées de :

4.1. Dépenses d'exploitation marginales pour chaque nouveau consommateur final

Ces dépenses incluent les dépenses de développement, d'exploitation maintenance, de technique clientèle et les charges de fonctionnement.

Ces dépenses sont évaluées de manière forfaitaire par segment tarifaire.

Les valeurs en vigueur sont données dans le tableau suivant :

Segment tarifaire	€$_{2023}$/consommateur/an
T1 (jusqu'à 4 000 kWh)	28,00
T2 (4 000 à 300 000 kWh)	52,70
T3 (300 000 à 5 000 000 kWh)	652,60
T4 ou TP (au-delà de 5 000 000 kWh)	1266,00

Le cas échéant, l'évolution de ces valeurs fait l'objet d'une information à l'autorité concédante.

4.2. Dépenses relatives aux renforcements du réseau de distribution

Si l'étude de saturation du réseau établit la nécessité d'un renforcement du réseau directement imputable au projet d'extension sous un délai de trois ans à compter de la mise en service, ce renforcement est pris en compte dans la part investissement du calcul du taux de rentabilité.

[41] La délibération de la CRE n°2017-238 du 26 octobre 2017 a augmenté la part fixe (abonnement) à hauteur d'un montant moyen Rf pris en compte au titre des contreparties financières versées aux fournisseurs pour rémunérer la gestion de clientèle effectuée par ces derniers pour le compte des GRD à compter du 1er janvier 2018. L'évaluation des recettes pour le calcul de la rentabilité d'une extension ne tient pas compte de ce montant Rf.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

La part d'investissement à intégrer dans le calcul du taux de rentabilité est fonction du rapport au point de renforcement du réseau entre le débit de pointe avant et après projet d'extension.

Article 5 - Investissements

Les investissements pris en compte correspondent à l'ensemble des investissements supportés par le concessionnaire et nécessaires à l'alimentation de l'ensemble des consommateurs finals considérés dans l'étude.

Ils comprennent notamment les investissements liés à la pose des canalisations de réseaux de distribution, à la fourniture et la pose des postes de détente de distribution publique, à la réalisation des branchements et conduites montantes pour les parties supportées par le concessionnaire ainsi que les dépenses de main d'œuvre d'étude et d'ingénierie correspondantes.

Article 6 – Formule d'actualisation

On appelle valeur actualisée d'un flux financier F_t, intervenant à l'année t, la quantité :

$$F = \frac{F_t}{(1+a)^t}$$

La valeur actualisée d'une série de flux financiers s'échelonnant de l'année 0 à l'année N s'écrit donc :

$$\sum_{t=0}^{t=N} \frac{F_t}{(1+a)^t}$$

Il s'agit donc de la somme de chacun des flux financiers Ft lorsque t varie de l'année 0 à l'année N.

Dans cette formule, a est le taux d'actualisation mis en œuvre par le concessionnaire.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 7 : TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX

Article 1 - Généralités

La prestation d'acheminement distribution de gaz naturel représente l'utilisation des réseaux de distribution publique par un fournisseur[42] pour amener le gaz naturel jusqu'à un point de livraison[43], à l'exclusion de la fourniture de la molécule. Cette prestation est réalisée par les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) pour le compte de tous les fournisseurs, conformément au décret n°2005-22 du 11 janvier 2005.

Les tarifs (dits « tarifs d'acheminement »), propres à chaque gestionnaire de réseau de distribution, sont fixés par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Ils font l'objet de révisions régulières.

Le tarif d'acheminement comprend quatre options principales :

- trois options T1, T2, T3, de type binôme, comprenant chacune un abonnement annuel et un terme proportionnel aux quantités livrées,
- une option T4 de type trinôme, comprenant un abonnement annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel aux quantités livrées.
- une option TP de type trinôme, comprenant un abonnement annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel à la distance à vol d'oiseau entre le point de livraison concerné et le réseau de transport le plus proche. Ce dernier terme est affecté d'un coefficient multiplicateur dépendant de la densité de population de la commune d'implantation du point de livraison concerné.

Le choix de l'option tarifaire à appliquer à chaque point de livraison revient au fournisseur concerné.

Article 2 - Facturation – Prestations

GRDF facture l'acheminement sur la base du tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz du point de livraison concerné, au fournisseur correspondant.

Le tarif d'utilisation des réseaux de distribution couvre un ensemble de prestations liées à la qualité et à la sécurité des réseaux sur lesquels les quantités de gaz sont acheminées, à la mesure des quantités acheminées, et à la gestion contractuelle.

L'utilisation des réseaux de distribution ne peut donner lieu à aucune facturation autre que celle résultant de l'application des tarifs en vigueur, à l'exception de prestations supplémentaires proposées par le gestionnaire du réseau dont les tarifs sont précisés dans un catalogue des prestations qui fait l'objet de l'annexe 8 du présent contrat.

Article 3 - Grille des Tarifs d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel de GRDF

PROJET

42 Fournisseur : personne physique ou morale qui conclut avec GRDF un contrat d'acheminement sur le réseau de distribution de gaz naturel.

43 Point de livraison : point de sortie d'un réseau de distribution où GRDF livre du gaz à un client final, en exécution d'un contrat d'acheminement sur ce réseau, signé avec un fournisseur.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

En application des articles L.452-2 et L.452-3 du code de l'énergie, le tarif d'utilisation des Réseaux de Distribution autres que ceux concédés en application de l'article L.432-6 du code de l'énergie, est défini par la Commission de Régulation de l'Energie pour la période concernée par délibération publiée au journal officiel de la République Française.

La délibération de la CRE sur la mise à jour des tarifs au 1er juillet de chaque année est disponible sur :

- le site internet de GRDF : https://www.grdf.fr
- le site internet de la CRE : https://www.cre.fr

Lorsqu'un relevé des consommations de gaz comporte simultanément des consommations payables aux anciens et aux nouveaux tarifs, une répartition proportionnelle au nombre de jours de chaque période est effectuée.

Article 4 – Règle de calcul des quantités de gaz consommé visé à l'article 26.III du cahier des charges de concession

Le facteur de facturation F permet de calculer le nombre de kilowattheures effectivement contenus dans chaque mètre cube de gaz enregistré au compteur.

Il s'obtient par la formule $\boxed{F = P \times K}$

- P, est le pouvoir calorifique supérieur d'un mètre cube de gaz sec mesuré dans les conditions normales de température et de pression (0° C et 1013 mbar).
- K, est le coefficient de correction qui permet de transformer le volume de gaz mesuré par le compteur dans les conditions effectives de pression et de température en un volume qui serait mesuré à 0° C et sous 1013 mbar.

Par application des lois de Mariotte et de Gay-Lussac, le coefficient s'obtient par la relation :

$$\boxed{K = \frac{P_z + P_r}{1013} \times \frac{273}{273 + t}}\ (1)$$

où Pz est la pression atmosphérique à prendre en compte au point de livraison situé à l'altitude z. La relation qui relie P à z est la suivante :

$$P_z = 1013\ (1 - 0{,}0226\ Z)^{5{,}28}$$

où P est exprimé en mbar et z en km.

Pour le calcul de cette pression, il sera admis de considérer des tranches d'altitude de 200 mètres à l'intérieur desquelles la pression sera réputée constante et égale à la pression inférieure de la tranche.

- Pr est la pression relative au point de livraison exprimée en millibar.

(1) Le facteur de compressibilité du gaz n'est pas pris en compte car il est égal à 1 pour les pressions usuelles rencontrées en distribution.

Le gaz distribué étant sec, la pression partielle de vapeur d'eau est nulle et n'intervient donc pas dans cette formule.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- t est la température du gaz au point de livraison exprimée en degrés Celsius.

Dans ces conditions, le tableau ci-dessous donne pour gaz sec à 15°C la valeur du coefficient K dans différentes hypothèses de pression relative au point de livraison.

PRESSION DE DISTRIBUTION AU POINT DE LIVRAISON				
ALTITUDE DE L'EXPLOITATION COMPRISE ENTRE (mètres) :	20 mbar	25 mbar	30 mbar	300 mbar
0 et 200	0,967	0,971	0,976	1,229
200 et 400	0,944	0,949	0,954	1,206
400 et 600	0,923	0,927	0,932	1,184
600 et 800	0,901	0,905	0,910	1,163
800 et 1000	0,880	0,884	0,889	1,142
Au-delà de 1000	0,859	0,864	0,868	1,121

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 8 : CATALOGUE DES PRESTATIONS

L'ensemble des services proposés par GRDF, ainsi que leur tarification, sont disponibles dans le Catalogue des prestations qui est établi après délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Le Catalogue en vigueur est disponible sur internet à l'adresse suivante :

http://www.grdf.fr/particuliers/entreprise-grdf/catalogue-prestations

ou sur simple demande auprès de votre interlocuteur dédié.

La dernière délibération de la CRE portant décision sur la tarification des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel est disponible sur internet à l'adresse suivante :

http://www.cre.fr/documents/deliberations/(type)/Gaz

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

ANNEXE 9 : CONDITIONS DE DISTRIBUTION

Les Conditions de Distribution lient directement le distributeur GRDF et le client final. Associées au contrat de fourniture que le client final a conclu avec son fournisseur, les Conditions de Distribution permettent d'alimenter en gaz le client final.

Conformément au cadre légal et réglementaire, le fournisseur est l'interlocuteur principal du client final pour la souscription des Conditions de Distribution, ainsi que toute question portant sur l'acceptation, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de ces Conditions de Distribution.

Les Conditions de Distribution concernent notamment :

- le débit de livraison et les caractéristiques du Gaz livré (Pouvoir Calorifique Supérieur, Pression de Livraison),
- la continuité et la qualité de la livraison du Gaz,
- la mise en place, la propriété, l'Exploitation et la Maintenance du Dispositif Local de Mesurage ou du Poste de Livraison,
- les conditions d'intervention sur le Dispositif Local de Mesurage ou le Poste de Livraison (accessibilité, modalités, mesures et contrôles) et sur le réseau (information du Client, intervention d'urgence),
- le cas échéant, la redevance de location du Dispositif Local de Mesurage ou du Poste de Livraison,
- les réclamations et litiges.

Les Conditions de Distribution, relatives à l acheminement et à la livraison du gaz, assurent au client final l'accès et l'utilisation du Réseau de distribution de gaz naturel, ainsi que l'accès aux prestations décrites dans le Catalogue des Prestations cité en annexe 8.

Les Conditions de Distribution sont accessibles sur le site internet de GRDF www.grdf.fr (rubrique publications).

PROJET

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

AVRIL 2017

Objet

Ces prescriptions propres au distributeur GRDF (désigné ci-après par « Distributeur ») contiennent les exigences au sens des articles L. 453-4, L. 433-14 et R. 433-14 et suivants du code de l'énergie, auxquelles doivent satisfaire au minimum la conception technique et l'exploitation des Canalisations et des installations des tiers en vue d'un Raccordement de celles-ci aux installations du Distributeur.
Les parties disposant d'un Branchement sur le réseau du Distributeur ou souhaitant disposer d'un tel Branchement sont tenues de conclure un Contrat de Raccordement avec le Distributeur, dans lequel sont régis les aspects relatifs au Raccordement sur le réseau du Distributeur qui ne relèvent pas des présentes conditions techniques de Raccordement. Ces prescriptions techniques de Raccordement feront partie intégrante de ce contrat, sans aucune modification.

1. Définitions

1.1. Branchement

Ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution et l'installation intérieure du client.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

1.2. Canalisation (définitions de l'EN 12007-1 – P<16 bar et de l'EN 1594 – P>16 bar)

Réseau comprenant les tuyauteries, les équipements et les postes associés jusqu'au point de livraison. Ces tuyauteries sont en principe enterrées mais peuvent toutefois comporter des tronçons aériens.

1.3. Client

Toute personne physique ou morale titulaire d'un contrat de raccordement et d'un contrat de livraison, ou équivalent.

1.4. Contrat de livraison

Contrat traitant des caractéristiques de livraison (débits, PCS, pression de livraison…), de la constitution du poste de livraison (équipement de comptage notamment) et de ses conditions d'exploitation. Ce contrat peut revêtir la forme d'un contrat de livraison direct adapté aux besoins de clients importants ou de conditions standard de livraison pour les clients n'ayant pas de besoin spécifique.

1.5. Contrat de raccordement

Contrat définissant les caractéristiques et les conditions de construction et de financement des ouvrages de raccordement.

1.6. Autre contrat

Tout contrat liant deux opérateurs dont l'un des deux souhaite se raccorder au réseau exploité par l'autre.

1.7. Gaz naturel (définition de la norme ISO 13686)

Combustible gazeux de sources souterraines constitué d'un mélange complexe d'hydrocarbures, de méthane principalement, mais aussi d'éthane, de propane et d'hydrocarbures supérieurs en quantités beaucoup plus faibles. Le gaz naturel peut également en général renfermer des gaz inertes tels que l'azote et le dioxyde de carbone, plus des quantités très faibles d'éléments à l'état de traces. Il demeure à l'état gazeux dans les conditions de pression et de température normalement rencontrées en service. Il est produit et traité à partir de gaz brut ou de gaz naturel liquéfié, si besoin il est mélangé pour être directement utilisable.

1.8. Gaz autres que le gaz naturel

Tous types de gaz amenés à être injectés sur le réseau du Distributeur autres que le gaz naturel.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

1.9. Opérateur Amont (respectivement : Aval)

Exploitant de réseau susceptible d'injecter du gaz sur le réseau (respectivement : de recevoir du gaz depuis le réseau) du Distributeur.

1.10. Opérateur Prudent et Raisonnable

Opérateur appliquant de bonne foi les règles de l'art, et à cette fin, mettant en œuvre les compétences, l'application, la prudence et la prévoyance qui sont raisonnablement et habituellement mises en œuvre par un exploitant compétent et expérimenté.

1.11. Procédures d'intervention

Procédures définissant l'organisation, les moyens et les méthodes que le Distributeur met en œuvre en cas de travaux ou manœuvres sur l'ouvrage, ou d'accident survenu à l'ouvrage.

1.12. Raccordement

Point d'interconnexion entre deux infrastructures adjacentes, qu'il s'agisse de transport ou distribution de gaz naturel ou des installations des clients.

2. Prescriptions de conception et de construction des canalisations

Les prescriptions de conception et de construction des canalisations sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, et selon les dispositions techniques des normes en vigueur, dont les principales sont rappelées ci-après pour mémoire.
Les références législatives et réglementaires indiquées ci-après sont celles en vigueur à la date de publication des dites prescriptions. Elles peuvent faire l'objet d'évolutions consultables sur https://www.legifrance.gouv.fr/.

2.1. Réglementation

- Directive européenne équipements sous pression 97/23/CEE,
- Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations, et ses cahiers des charges associés,
- Arrêté du 02 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances,
- Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression,
- Décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail,
- Décret n° 2002-1554 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions que doivent observer les maîtres d'ouvrage lors de la construction des lieux de travail et modifiant le chapitre V du titre III du livre II du code du travail,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- Arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- Arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité dans les ERP),
- Arrêté du 23 janvier 2004 modifiant le règlement de sécurité du 25 juin1980,
- Règlement de sécurité concernant les Immeubles de Grande Hauteur (IGH),
- Cahier des charges de concession en vigueur sur le territoire de la commune concernée,
- Code de l'environnement article L555-1 et suivants.

2.2. Normes

- NF EN 1 594, juin 2014, «Infrastructures gazières — Canalisations pour pression maximale de service supérieure à 16 bar — Prescriptions fonctionnelles»,
- NF EN 12 007, septembre 2012, parties 1, 2, 4 et juillet 2015, partie 3 , « Systèmes d'alimentation en gaz - Canalisations pour pression maximale de service inférieure ou égale à 16 bar »,
- NF EN 12 186, décembre 2014, « Systèmes d'alimentation en gaz - Postes de détente-régulation de pression de gaz pour le transport et la distribution - Prescriptions fonctionnelles »,
- NF EN 12 732, juin 2014, « Systèmes d'alimentation en gaz - Soudage des tuyauteries en acier - Prescriptions fonctionnelles ».
- la NF EN 12279 « Système d'alimentation en gaz – Installation de détente-régulation de pression de gaz faisant partie des branchements »
- la NF DTU 61.1, juin 2010, « Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation ».

D'autres normes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen peuvent être reconnues équivalentes et approuvées par le ministre chargé de la sécurité du gaz.

3. Prescriptions relatives aux caractéristiques des ouvrages de raccordement

3.1. Exigences réglementaires et normatives

Ces prescriptions sont identiques pour tous les raccordements de même typologie aux réseaux du Distributeur. Elles sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, et selon les dispositions techniques des normes citées au paragraphe 2 ci-dessus, complétées par les textes suivants :

- Spécification ATG B.67.1 de novembre 1995 : « conception, construction et installation des blocs et des postes de détente alimentant une chaufferie »,
- L'installation d'équipements sous pression standard tels que ceux qui peuvent se trouver dans les postes de détente et les stations de compression doit respecter les dispositions du décret du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

3.2. Exigences du distributeur

3.2.1. Raccordement d'un client individuel (domestique, professionnel, industriel, ...)

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, le branchement tel que défini au paragraphe 1.1 ci-dessus.

3.2.2. Raccordement d'un immeuble collectif à usage d'habitation

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de branchement comprise entre le réseau et l'organe de coupure générale (article 13.1 de l'arrêté du 02 août 1977).
La partie d'ouvrage située entre l'organe de coupure générale et les compteurs des clients est réalisée par le Maître d'Ouvrage au sens de l'arrêté du 02 août 1977.

3.2.3. Raccordement dans le cadre d'un programme d'aménagement ou d'un lotissement privé (ZAC, ZUP, zone pavillonnaire, ...) ou d'un programme sous Maîtrise d'Ouvrage du concédant

Toute demande de raccordement au réseau exploité par le Distributeur fait l'objet d'un contrat entre le Distributeur et le demandeur. Ce contrat définit notamment les modalités de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.
Les spécifications techniques à mettre en œuvre aux différentes phases d'étude, de construction et de raccordement sont celles du Distributeur.
Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de canalisation située entre la conduite de distribution publique existante et le point frontière de l'installation.

3.2.4. Raccordement d'un autre opérateur de distribution ou d'un opérateur de transport

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de canalisation située entre la conduite de distribution publique existante et le point frontière de la dite concession de distribution où sera installé le poste de livraison.

3.3. Relations Distributeur - Client

Les relations entre le Distributeur et le Client raccordé sont régies par les différents contrats souscrits (contrat de raccordement, contrat de livraison, ...).

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

4. Prescriptions relatives aux caractéristiques des matériels de comptage

4.1. Exigences réglementaires et normatives

Aux raccordements avec tous types d'infrastructures ou d'installations de clients, les matériels de comptage du Distributeur qui ont un caractère transactionnel (ou assimilé) sont installés et exploités conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.
Pour les aspects techniques qui ne relèvent pas de la réglementation ou qui ne sont pas pris en compte par les normes en vigueur, les matériels sont installés et exploités en tenant compte de l'état de l'art.
Ces matériels répondent aux exigences réglementaires et normatives citées au paragraphe 2 ci-dessus, complétées des exigences suivantes :

4.1.1. Réglementation

• Directive 2014/32/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'instruments de mesure (MID)
• Décret n° 73-788 du 4 août 1973 portant application des prescriptions de la CEE relatives aux dispositions communes aux instruments de mesure et aux méthodes de contrôle métrologique
• Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
• Décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure
• Arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
• Arrêté du 25 février 2002 relatif à la vérification primitive de certaines catégories d'instruments de mesure
• Arrêté du 28 avril 2006 fixant les modalités d'application du décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure
• Arrêté du 2 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible
• Directive 2014/68/EU (DESP) relative aux équipements sous pression
• Directive 2014/34/EU (ATEX) relative aux atmosphère explosible

4.1.2. Normes

- NF EN 1359, mai 1999, « Compteurs de gaz, compteurs à parois déformables. »,
- NF EN 1776, avril 2016, « Alimentation en gaz, poste de comptage de Gaz naturel, prescriptions fonctionnelles. »,
- NF EN 12 261/A1, septembre 2006, « Compteurs de gaz, compteurs à turbine »,
- NF EN 12 480/A1, septembre 2006, « Compteurs de gaz, compteurs à pistons rotatifs»,
- NF ISO 17089-1, avril 2011, « Compteurs de gaz à ultrasons »,
- CEI 60 571:2003, « Capteurs industriels à résistance thermométrique de platine »,
- NF EN 12405-1/A2, décembre 2010, « Compteurs de gaz - Dispositifs de conversion – Partie 1 : Conversion de volume »,

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- NF ISO 10715, mars 2001, « Gaz naturel ; lignes directrices pour l'échantillonnage »,
- NF EN ISO 6974, août 2003, mai 2004 et août 2012, « Gaz naturel ; détermination de la composition avec une incertitude définie par chromatographie en phase gazeuse »,
- NF EN ISO 6976, novembre 2005, « Gaz naturel ; calcul du pouvoir calorifique, de la masse volumique, de la densité relative et de l'indice de Wobbe à partir de la composition »,
- NF EN ISO 13443, novembre 2005, « Conditions de référence standard »,
- NF EN ISO 12213, décembre 2009, « Gaz naturel – facteur de compression ».

D'autres normes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen peuvent être reconnues équivalentes et approuvées par le ministre chargé de la sécurité du gaz.

4.1.3. Textes internationaux

- Recommandation internationale – Organisation Internationale de Métrologie Légale « Systèmes de comptage de gaz combustible. » R140, édition 2007
- Recommandation Internationale - Organisation Internationale de Métrologie Légale « Organisation Internationale de Métrologie Légale « Compteurs de gaz », R137, édition 2012
- EASEE-gas – Common Business Practice « Harmonisation of units », (CBP 2003-001/02 – approuvée le 27 août 2003).

4.2. Exigences du Distributeur

4.2.1. Comptage client

Le dispositif local de mesurage permet de déterminer les quantités (m3) de gaz livrées au client (aux conditions de comptage).
Il comprend a minima un compteur de technologie adaptée à la consommation du client et peut être complété par un ensemble de conversion en température, en pression et température ou en pression, température et compressibilité.
Lorsque la consommation annuelle dépasse 5GWh, il doit être équipé en outre d'un dispositif de relevé à distance (télérelevé…) permettant la détermination journalière des quantités livrées pour les clients liés à GRDF par un contrat de livraison direct.

4.2.2. Poste de livraison opérateur aval

Le poste de livraison installé entre le Distributeur et un autre opérateur de distribution est situé au point « frontière » entre les concessions de chaque opérateur.
La composition du poste de livraison et celle du dispositif local de mesurage peuvent varier en fonction :

- de la nature du réseau où s'effectue le raccordement,
- du débit de l'installation,
- des niveaux de pression respectifs des deux ouvrages à raccorder.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Le poste de livraison comprend a minima un robinet d'isolement en entrée, un filtre, un dispositif de sécurité qui permet de protéger le réseau de chaque opérateur, un dispositif local de mesurage et un robinet d'isolement en sortie, dans le cas des comptages au fil du gaz (si la pression maximale de service du réseau à alimenter est égale à celle du réseau qui l'alimente).
Il peut être complété par un dispositif de détente simple ou double ligne, en fonction des besoins de l'opérateur du réseau à alimenter (si la pression maximale de service du réseau à alimenter est inférieure à celle du réseau qui l'alimente).
Les dispositions particulières sont précisées dans le contrat établi entre les deux opérateurs.

5. Prescriptions relatives aux caractéristiques requises du gaz

La description des prescriptions relatives aux caractéristiques requises du gaz est traitée dans les paragraphes qui suivent, selon le principe de répartition suivant :

- Prescriptions relatives aux caractéristiques des gaz susceptibles d'être injectés sur le réseau du Distributeur par les Opérateurs de transport de gaz naturel Amont, les Opérateurs de distribution de gaz naturel Amont et les Opérateurs Amont susceptibles d'injecter des gaz autres que le gaz naturel,
- Prescriptions relatives aux caractéristiques du gaz naturel livré par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et les installations des clients,

Les caractéristiques du gaz naturel sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, en particulier les suivantes :

- Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et le cahier des charges « Odorisation du gaz distribué » associé,
- Articles R. 121-1 et suivants du code de l'énergie relatif aux obligations de service public assignées aux entreprises du secteur du gaz,
- Arrêté du 16 septembre 1977 : « Dispositions relatives au pouvoir calorifique du gaz naturel distribué par réseau de distribution publique »,
- Arrêté du 28 mars 1980 : « Limites de variations du pouvoir calorifique du gaz naturel distribué par réseau de canalisations publiques »,
- Arrêté du 28 janvier 1981 : «Teneur en soufre et composés sulfurés des gaz naturels transportés par canalisations de transport»,
- Arrêté du 28 janvier 1981 : «Teneur en soufre et composés sulfurés des gaz naturels transportés par canalisation de distribution publique »,
- Prescriptions du cahier des charges ou de l'annexe en vigueur sur le territoire de la commune concernée.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

5.1 Caractéristiques des gaz susceptibles d'être injectés sur le réseau du Distributeur

5.1.1 Caractéristiques du Gaz naturel requises aux raccordements avec les Opérateurs de transport Amont et avec les Opérateurs de distribution Amont

Les caractéristiques du gaz naturel requises par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de transport Amont et avec les Opérateurs de distribution Amont sont conformes à tout moment aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux caractéristiques du gaz naturel.
Les caractéristiques réglementaires à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel homologuant le plan de conversion exigé par le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 sont :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H [1]: 10,7 à 12,8 kWh/m³(n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B [1]: 9,5 à 10,5 kWh/ m³(n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)[2]	Gaz de type B : 12,50 à 13,06 kWh/m³(n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)
Point de rosée eau	Inférieur à - 5°C à la pression maximale de service du réseau[3]
Teneur en soufre et H2S	La teneur instantanée en H2S doit être inférieure à 15 mg/m³(n) (durée de dépassement de 12 mg/ m³(n) inférieure à 8 heures). La teneur moyenne en H2S sur 8 jours doit être inférieure à 7 mg/m³(n). La teneur en soufre total doit être inférieure à 150 mg/m³(n).
Odeur du gaz	Le gaz livré à toutes les sorties du réseau de transport doit posséder une odeur : suffisamment caractéristique pour que les fuites éventuelles soient perceptibles, qui doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

[1] Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.
[2] Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.
[3] La conversion du point de rosée eau en teneur en eau et inversement est effectuée selon la norme ISO 18 453 « Natural gas – Correlation between water content and water dew point. » (Corrélation de Gergwater).

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Les conditions de livraison du gaz par l'Opérateur de transport Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs.

Les conditions de livraison du gaz par l'Opérateur de distribution Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs. Les caractéristiques (spécifications et procédures) de l'odorisation du gaz naturel injecté sur le réseau du Distributeur seront spécifiées dans le contrat entre les deux opérateurs.

Pression et température du gaz naturel :
Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

5.1.2 Caractéristiques physico-chimiques requises pour l'injection de gaz autres que le gaz naturel

Dans le but :

- de préserver l'intégrité des ouvrages du Distributeur vis-à-vis des risques de réaction chimique et de modification des caractéristiques physiques de ses matériaux constitutifs,
- de garantir l'acheminement vers les clients d'un gaz apte à la combustion et conforme à la réglementation en vigueur,

tout gaz autre que le gaz naturel doit être systématiquement odorisé avant injection sur le réseau du Distributeur conformément à l'Arrêté du 13 juillet 2000 et au cahier des charges relatif à l'odorisation qui lui est associé,
tout gaz autre que du gaz naturel introduit sur le réseau du Distributeur par un Opérateur Amont doit respecter les caractéristiques suivantes, sans préjudice des obligations qui pourraient être faites par la réglementation :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H[4] : 10,7 à 12,8 kWh/ m^3(n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B[1] : 9,5 à 10,5 kWh/ m^3(n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)[5]	Gaz de type H : 13,64 à 15,70 kWh/ m^3(n) (combustion 25°C:13,6 à 15,66) Gaz de type B : 12.01 à 13,06 kWh/ m^3(n) (combustion 25°C : 11,97 à 13,03) Gaz de type B pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H6 : 12.50 à 13.06 kWh/ m^3 (n) (combustion 25°C : 12.47 à 13,03)

[4] Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.
[5] Ces valeurs sont celles discutées dans le cadre de l'association Easee-gas. Concernant la limite supérieure pour l'indice de Wobbe, des vérifications sont en cours pour déterminer à quelle date la valeur de 15.85 kWh/m^3(n) (au lieu de15.7) discutée au sein d'Easee-gas serait acceptable en France.
[6] Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Densité	Comprise entre 0,555 et 0,70
Point de rosée eau	Inférieur à -5°C à la Pression Maximale de Service du réseau en aval du Raccordement[7]
Point de rosée hydrocarbures[8]	Inférieur à -2°C de 1 à 70 bar
Teneur en soufre total	Inférieure à 30 mgS/ m^3(n)
Teneur en soufre mercaptique	Inférieure à 6 mgS/ m^3(n)
Teneur en soufre de H_2S + COS	Inférieure à 5 mgS/ m^3(n)
Teneur en CO_2	Inférieure à 2,5 % (molaire)
	Par exception, sur autorisation du Distributeur après étude au cas par cas, une limite en CO_2 jusqu'à 3,5%[9] est tolérée.
Teneur en Tétrahydrothiophène (produit odorisant THT)	Comprise entre 15 et 40 mg/m^3(n)
Teneur en O_2	Inférieure à 100 ppmv
	Par exception, sur autorisation du Distributeur, après étude au cas par cas, une limite en O_2 jusqu'à 0,75%[10] est tolérée.
Impuretés	Gaz pouvant être transporté, stocké et commercialisé sans subir de traitement supplémentaire
Hg	Inférieur à 1 µg/m^3(n)
Cl	Inférieur à 1 mg/m^3(n)
F	Inférieur à 10 mg/m^3(n)
H_2	Inférieur à 6 %
NH_3	Inférieur à 3 mg/m^3(n)
CO	Inférieur à 2 %

Les conditions de livraison du gaz autre que le gaz naturel par l'Opérateur Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat. Les caractéristiques (spécifications et procédures) de l'odorisation du gaz autre que le gaz naturel injecté sur le réseau du Distributeur seront spécifiées dans le contrat entre les deux opérateurs.
Selon la nature du gaz à injecter, la teneur maximale d'autres composés pourra être spécifiée en fonction du risque de détérioration des ouvrages du Distributeur.
En outre, le Distributeur peut demander à recueillir l'avis favorable d'une autorité compétente et légitime sur le territoire du point d'injection, attestant que ce gaz ne présente pas de risque pour la santé publique, l'environnement et la sécurité des installations. L'obtention de cet avis est à la charge de l'Opérateur Amont.
En cas de remise en cause de cet avis par l'autorité précitée, le Distributeur devra être informé dans les quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.
Cette remise en cause est une clause suspensive de l'acceptation par le Distributeur du gaz à injecter et entraîne la suspension immédiate de l'injection.

---

du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.

[7] La conversion du point de rosée eau en teneur en eau et inversement est effectuée selon la norme ISO 18 453 « Natural gas – Correlation between water content and water dew point. » (Corrélation de Gergwater).

[8] Il s'agit d'une spécification applicable au gaz naturel qui ne couvre que les hydrocarbures et pas les huiles.

[9] Dans le cas où le gaz est injecté dans un réseau dans lequel le gaz naturel est de type B, la teneur limite en CO_2 tolérée par exception est de 11,7% au lieu de 3,5%.

[10] Dans le cas où le gaz est injecté dans un réseau dans lequel le gaz naturel est de type B, la teneur limite en O_2 tolérée par exception est de 3% au lieu de 0,75%.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Contraintes sur le PCS :
Compte tenu du risque de variations importantes du PCS des gaz autres que du gaz naturel, l'Opérateur Amont présentera au Distributeur les dispositions retenues pour éviter les fluctuations du PCS de nature à perturber le fonctionnement des installations des clients connectés à son réseau.

Pression et température du gaz autre que le gaz naturel :
Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.
Le gaz à injecter doit être à une pression inférieure à la pression maximale de service (MOP) du réseau du Distributeur auquel il est intégré et compatible avec la pression d'exploitation du réseau du Distributeur.

5.1.3 Conditions techniques de l'injection de tous types de gaz

Le réseau de distribution étant un réseau passif (absence de stockage, réserve gazométrique négligeable,…), les quantités injectées sont égales en permanence aux quantités livrées.

Point d'injection :
La position du point d'injection et les quantités injectées doivent être compatibles avec la capacité du réseau et ses conditions d'exploitation.

Epuration :
Si le gaz à injecter n'est pas conforme aux spécifications des tableaux précédents, le Distributeur peut néanmoins accepter de le recevoir. Dans ce cas, le gaz à injecter peut devoir être épuré avant injection sur le réseau du Distributeur.
Le cas échéant, les installations de traitement devront être présentées au Distributeur avant acceptation de l'injection par celui-ci.
La composition du gaz avant épuration devra être fournie.
Les postes de livraison des Opérateurs de transport Amont aux raccordements avec le Distributeur sont équipés d'un filtre standard spécifié auprès du fabricant comme devant arrêter une partie des particules solides d'une taille déterminée. Par ailleurs, le Distributeur peut demander à l'Opérateur Amont qu'il justifie d'un traitement du phénomène d'apparition de phases liquides en Opérateur Prudent et Raisonnable.

Dispositif de contrôle :
L'efficacité de l'épuration sera vérifiée par analyse du gaz. Les résultats des analyses seront tenus à disposition du Distributeur. La fréquence des contrôles sera déterminée contractuellement avec le Distributeur.
Le contrat spécifie les modalités de fonctionnement du dispositif d'injection et de contrôle.

5.1.4 Spécificités de la zone alimentée en gaz de type B

Si le gaz est destiné à être injecté dans un réseau ou une installation de gaz de type B, l'Opérateur Amont ne peut s'opposer à ce que le Distributeur achemine par la suite du gaz de type H dans ce réseau ou cette installation. L'injection pourra alors être poursuivie sous réserve que les caractéristiques du gaz à injecter soient modifiées par l'opérateur Amont pour

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

respecter les spécifications de la zone gaz H, telles que décrites aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.2.

5.2. Prescriptions relatives aux caractéristiques du gaz naturel aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et les installations des Clients

5.2.1 Caractéristiques physico-chimiques du gaz naturel

Les caractéristiques du gaz naturel livré par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et avec les installations des clients sont conformes à tout moment aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux caractéristiques du gaz.
Les caractéristiques réglementaires à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel homologuant le plan de conversion exigé par le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 sont :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H[11] : 10,7 à 12,8 kWh/ m^3(n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B[11] : 9,5 à 10,5 kWh/ m^3(n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)[12]	Gaz de type B : 12,50 à 13,06 kWh/m^3(n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)
Teneur en soufre et H2S	La teneur instantanée en H2S doit être inférieure à 15 mg/m^3(n) (durée de dépassement de 12 mg/ m^3(n) inférieure à 8 heures). La teneur moyenne en H2S sur 8 jours doit être inférieure à 7 mg/m^3(n). La teneur en soufre total doit être inférieure à 150 mg/m^3(n).
Odeur du gaz	Le Distributeur s'assure que le gaz livré possède une odeur : suffisamment caractéristique pour que les fuites éventuelles soient perceptibles, qui doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

Le cahier des charges de concession en vigueur sur la commune concernée mentionne la pression minimale et la pression maximale du gaz naturel livré.

[11] Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

[12] Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Gournay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Les conditions de livraison du gaz par le Distributeur à l'Opérateur de distribution ou de transport Aval font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs.
Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

5.2.2 Epuration du gaz

Les postes de livraison des Opérateurs de transport Amont aux raccordements avec le Distributeur sont équipés d'un filtre standard spécifié auprès du fabricant comme devant arrêter une partie des particules solides d'une taille déterminée. Nonobstant la présence de ce filtre, le gaz naturel livré peut véhiculer certains éléments, notamment des phases solides et/ou liquides, à la présence desquelles les installations de certains clients peuvent être sensibles. Le cas échéant, il appartient au client d'installer un dispositif de filtration et/ou de traitement assurant le bon fonctionnement de ses installations avec le gaz naturel livré.

6. Exploitation, contrôle et maintenance des installations

L'exploitation, le contrôle et la maintenance des installations sont réalisés suivant les exigences de la réglementation en vigueur, et en particulier :

- l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et ses cahiers des charges associés,
- l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- l'arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.

7. Procédures d'intervention

Conformément à la réglementation en vigueur, les procédures définissant l'organisation, les moyens et les méthodes que le Distributeur met en œuvre en cas de travaux ou manœuvres sur ses ouvrages, ou d'accident survenu à ses ouvrages sont définis par :

- Un Carnet de Prescriptions au Personnel « Prévention du risque gaz »,
- Un Carnet de Prescriptions au Personnel «Prévention du risque électrique»,
- Un Carnet de Prescriptions au Personnel «Prévention des risques généraux» ,
- Des éléments de secourisme.
- Des dispositions générales pour la sécurité de l'exploitation, conformément à l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations :
  - Réception et traitement des demandes d'intervention de sécurité ou de dépannage gaz
  - Procédure d'intervention de sécurité ou de dépannage gaz
  - Plan d'ORganisation d'Intervention GAZ (ORIGAZ),
- Des dispositions qui permettent de définir le dispositif à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé lors des opérations de construction, d'adaptation et de maintenance des ouvrages de distribution de gaz :
  - Un Plan de Prévention (Décret du 20 février 1992 codifié aux articles R.4511-1 à R. 4514-10 du Code du travail)

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

- Un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Loi du 31 décembre 1993 et décret du 26 décembre 1994, articles L. 4531-1 à L. 4535-1 et R. 4532-1 à R. 4532-98).

– Le Code de l'Environnement Livre V Titre V chapitre IV : Partie législative (articles L. 554-1 et suivants relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution) et partie réglementaire (articles R. 554-1 et suivants) relative à la sécurité des réseaux souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution et l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution.

Par ailleurs, des dispositions complémentaires peuvent venir compléter ces textes, et sont appliquées localement sous l'autorité du Chef d'Etablissement.

PROJ

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_8-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH
SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 OCTOBRE 2026

Le Conseil Municipal de la Ville de FREYMING-MERLEBACH, dûment convoqué par M. le Maire le 12 octobre 2026, s'est assemblé à 19 heures dans la salle des séances du Conseil Municipal de FREYMING-MERLEBACH, sous la présidence de M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Ville.

MEMBRES ÉLUS : Trente-trois (33) *EN EXERCICE* : Trente-trois (33)

Secrétaire de séance : *Mme Christiane BROCKE*

Présents :
M. Marc FRIEDRICH, Maire.
M^mes^ et MM. Fabienne BEAUVAIS, Daniel MAYER, Concetta KOENIG, Bernard SCHMITT, Pascal SOSNA, Anne-Marie NEGRI, Christian SCHMID, Adjoints.
M^mes^ et MM. Josette TARALL, Josette KARAS, René KOTTMANN, Anne ZAPP, Christiane BROCKE, Isabelle SLAZAK, Estelle DESRUMEAUX, Emmanuel VATRIN, Cathy KOCHEMS (présente à partir du point n°2), Fabien STRUVALDI, Pierre GEORGEON, Omar MEJAHED, Mélissa STABLO, Michaël BORY, Océane BLAISE, Ozan KARA, Joël SANAVIO, Sonja ZIELKE, Francis FRIEDRICH, Marie-Noëlle GRYCZKA, Stéphan ZIMMER, Laura JUNG, Conseillers municipaux.

Absents :
M. Philippe CARRARA, Mme Cathy KOCHEMS (absente jusqu'au point n°1 inclus), Conseillers Municipaux

Absents excusés :
Mme Christine FISTER, Adjointe
M. Saïd AMEUR, Conseiller Municipal

Ont donné procuration à des membres présents :
Mme Christine FISTER donne procuration à M. Christian SCHMID
M. Saïd AMEUR donne procuration à Mme Anne-Marie NEGRI

ORDRE DU JOUR

9. Enfouissement des réseaux secs dans la Rue du Caveau – Adoption de la convention à conclure avec Orange

Attendu que dans le cadre des travaux de mise en esthétique des réseaux de la rue du Caveau, Orange propose de conclure une convention portant sur la dissimulation de leurs réseaux. Par cette convention, la Commune s'engage à assurer la totalité des prestations relatives à la réalisation de ces travaux.

Attendu que cette convention est établie en réponse à la demande de la Collectivité pour l'enfouissement des réseaux aériens propriété d'Orange.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_9-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Considérant que la répartition des dépenses suivant cet accord est établie comme suit :

Financement des « travaux de génie-civil » :

- Fourniture de documentation, validation, projet et réceptions des travaux sont à la charge d'Orange ;
- Les études et la réalisation, la fourniture et la pose du matériel relatif aux installations de communications électroniques sont à la charge de la Ville.

Financement des « travaux de câblage » :

- Fourniture du matériel de câblage ainsi que la mise à jour des documentations sont à la charge d'Orange ;
- L'étude et la réalisation sont à la charge de la Ville.

La participation d'Orange se calculera sur la base suivante :

(3,50€ x longueur de génie civil sur domaine public) + (181,50€ x nombre de branchements cuivre) + (375€ x nombre de branchements FTTH)

Pour information, le montant prévisionnel s'élève à 1 912,00 € net, non assujettis à la TVA.

Le Conseil Municipal,

Sur propositions conjointes de la Commission de Travaux ainsi que des Finances réunies respectivement les 12 et 19 octobre 2026,
Ouï l'exposé de M. Bernard SCHMITT, Adjoint et rapporteur,
À l'unanimité,

Décide :

- D'adopter la convention à conclure avec Orange ci-annexée, relative aux opérations d'enfouissement des réseaux ;
- D'habiliter Monsieur le Maire, ou l'un de ses Adjoints à signer toutes les pièces y relatives.

Signé Marc FRIEDRICH
Maire

VILLE DE FREYMING-MERLEBACH (Moselle)

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.
M. le Maire certifie que cette délibération a été affichée sur le tableau d'affichage légal et numérique de la Mairie.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_9-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

CONVENTION CNV-HD4-PG54-26-184240
RELATIVE A L'OPERATION D'ENFOUISSEMENT DES RESEAUX D'ORANGE DANS LA COMMUNE DE FREYMING MERLEBACH – DPT 57

Entre les parties :

La commune de FREYMING MERLEBACH, représentée par M. Marc FRIEDRICH, Maire de la Commune, en sa qualité de maître d'ouvrage, dûment habilité à signer la présente par délibération du Conseil Municipal du …/…/……

Ci-après désignée sous la dénomination "**la Collectivité"**,

Et

Orange, SA au capital de 10 640 226 396 euros, 111 Quai du Président Roosevelt – 92130 Issy Les Moulineaux - 380 129 866 RCS Paris, représentée par Madame Marie-Cécile LAJOIE, Directrice Régionale Infrastructures Est, dûment habilitée, domiciliée 7 Rue Joliet 21080 DIJON,

Ci-après désignée sous la dénomination "**Orange"**,

Dans la suite du présent contrat :

- Le terme « **appui commun** » désigne le « *support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité* » sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;
- Le terme « **branchement** » désigne *« l'adduction souterraine* » permettant le raccordement de/des lignes téléphoniques d'une maison individuelle ou d'un immeuble ;
- Le terme « **enfouissement** » s'entend de la mise en souterrain des équipements de communications électroniques électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;
- La « **tranchée aménagée** » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe du Recueil des Règles Techniques ;
- Les « **Installations de communications électroniques** » désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinés à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.
- Le « **câblage de communications électroniques** » désigne les câbles et leurs accessoires.
- Les « **équipements de communications électroniques** » comprennent les installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

À la suite de la demande expressément formulée par la Collectivité, les deux parties décident de coordonner leurs efforts pour l'amélioration de l'environnement par effacement d'équipements de communications électroniques aériens existants.

La prise en charge partielle de ces travaux par la Collectivité ne procure aucun avantage concurrentiel à Orange, mais a pour but de répondre à un intérêt public communal, à savoir l'amélioration du cadre de vie et l'environnement visuel des habitants de la Collectivité.

Orange accompagne les collectivités locales en étant partenaire technique et financier pour les opérations de dissimulation de ses réseaux aériens.

Article 1 : Objet et Planning

La présente convention a pour objet de fixer les modalités juridiques et financières pour la mise en œuvre de la dissimulation des réseaux aériens existants, propriété d'Orange situés :

Rue du Caveau à FREYMING MERLEBACH

Un plan joint délimite le périmètre géographique concerné par la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_9-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Les travaux relatifs à cette opération devront être réalisés selon le **planning prévisionnel** suivant retenu entre les parties :

- Travaux de génie-civil (pose des installations de communications électroniques) :
    - Terminés au 15/09/2026.
- Travaux de câblage (dépose et pose des équipements de communications électroniques) :
    - Réalisés dans les 60 jours après remise des plans de récolement (sous réserve que cette date ne soit antérieure à la date de fin prévisionnelle des travaux de génie-civil).

Article 2 : Champ d'application

La présente convention s'applique aux équipements de communications électroniques à réaliser, en souterrain ou en techniques discrètes, sur les domaines publics de la collectivité et sur les domaines privés en vue de la desserte des clients.

Sur le domaine privé, la collectivité obtient, préalablement au commencement des travaux, l'accord des propriétaires privés pour l'enfouissement des équipements de communications électroniques implantés sur leurs terrains. A défaut, Orange maintiendra son implantation en aérien.

La collectivité garantit Orange contre toute action des propriétaires privés. Orange ne saurait voir sa responsabilité engagée par ces propriétaires relativement aux travaux d'enfouissement sur leurs fonds.

La présente convention est établie dans le cadre des lois et règlements en vigueur, notamment l'article L2224-35 du CGCT et est conforme aux domaines d'intervention de chacune des parties.

Article 3 : Modalités pratiques

3.1 Modalités de réalisation des opérations :

Les enfouissements des équipements de communications électroniques sont réalisés selon la procédure dite « d'externalisation », par laquelle l'Opérateur délègue auprès de la Collectivité les responsabilités de maîtrise d'œuvre et d'ouvrage. A ce titre, la Collectivité s'engage à assurer la totalité des prestations relatives à la réalisation des installations, ainsi qu'au transfert en souterrain du câblage de communications électroniques existant.

Les travaux visés par la présente convention concernent la réalisation complète de l'enfouissement des équipements de communications électroniques, y compris éventuellement les revêtements de chaussées et trottoirs, conformément au règlement de voirie. Ils sont réalisés directement par le maître d'œuvre, désigné par la Collectivité, qui demande toutes les autorisations administratives nécessaires à leur réalisation.

3.2 Engagement des parties :

Orange est associée au projet tant dans la phase de conception que dans celle de réception. Orange peut effectuer des visites de chantiers et faire part à la Collectivité et/ou au maître d'œuvre de ses observations éventuelles notamment pour tout ce qui pourrait avoir des incidences sur la sécurité des biens et des personnes ainsi que sur la bonne exploitation des équipements de communications électroniques.

3.3 Restrictions du périmètre des travaux :

Les installations réalisées sont spécifiques au domaine des télécommunications et ne peuvent recevoir d'autres affectations, en particulier le génie-civil est exclusivement réservé à Orange aucun autre réseau ne pourra adducter les chambres. A ce titre, la Collectivité s'assure que les trappes de chambres comportent le logo « Orange » ou « France Télécom ».

3.4 Réception des travaux :

La réception des installations de communications électroniques est effectuée de manière contradictoire entre la Collectivité et le maître d'œuvre, avec l'assistance technique d'Orange.

Cette étape fera l'objet de la signature d'un Certificat de Conformité Technique Génie-Civil (CCT_GC) sous réserve de remise des plans de récolement de génie-civil :

- Sous format numérique (DWG, DXF ou PDF), sinon par exception sur papier échelle 200ème,
- Précisant le nombre et le types de tuyaux posés, la charge et le positionnement de la conduite multiple et des chambres par rapport à l'habitat

La réception des équipements de communications électroniques est effectuée de manière contradictoire entre la Collectivité et le maître d'œuvre, avec l'assistance technique d'Orange.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261015-20261015-5-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Cette étape fera l'objet de la signature d'un Certificat de Conformité Technique Câblage (CCT_AC) sous réserve de remise des plans de récolement de câblage :

- Sous numérique PDF,
- Diagramme des PC (type, adresse, distance SR)
- Plan câblage étude certifié conforme

3.5 Matériels déposés :
Dans le cadre de la certification ISO 14000 et la protection de l'environnement, l'ensemble des matériels déposés à l'issue du nouveau raccordement des clients, sera récupéré et déposé dans les centres de récupération agréés dont la liste est fournie dans le modèle de fiche dépose (annexe à la présente convention).
Sans retour de cette fiche, dûment remplie et certifiée par le centre de récupération, l'opération ne pourra être clôturée et Orange ne procèdera à aucune certification et mise en paiement des titres exécutoires adressés par la collectivité.

Article 4 : Régime de propriété

4.1 : Propriété de la tranchée aménagée
La Collectivité reste propriétaire de la tranchée aménagée. Son utilisation par Orange ne lui confère aucun droit réel, conformément á l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.

4.2 : Propriété des installations
Les nouvelles installations implantées sur le domaine public deviennent propriété d'Orange, à la suite de leur réception définitive et signature par Orange du Certificat de Conformité Technique.

Orange demandera une permission de voirie et paiera une redevance d'occupation du domaine public au gestionnaire de voirie concerné.

Dès lors, Orange assure l'exploitation et la maintenance de ces installations. Cependant, les déplacements d'installations dans les trois ans qui suivent le transfert de propriété définitif seront à la charge de la Collectivité.

Avant la date de leur réception définitive, le maître d'ouvrage assume la responsabilité des dommages causés aux tiers ou des dommages causés aux installations pour la partie issue de la dissimulation des appuis Orange.

A compter de cette date, cette responsabilité est transférée à Orange.

4.3 : Propriété du câblage.
Orange reste propriétaire du câblage et à ce titre en assume l'exploitation et la maintenance.

Article 5 : Raccordements ultérieurs

L'étude de dissimulation de réseaux menée en étroite collaboration avec la Collectivité devra intégrer dans les travaux à réaliser les extensions ou raccordements futurs de clients.

Orange procédera aux raccordements câblage des futurs clients en souterrain, à la condition que les parcelles à sur bâtir aient été pourvues d'une desserte souterraine lors de l'opération de dissimulation des réseaux.

Article 6 : Dispositions financières

La Collectivité assurant les responsabilités de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, prendra à sa charge l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des équipements de communications électroniques. A ce titre, la Collectivité réglera directement aux entreprises adjudicatrices le montant de leurs prestations respectives.

6.1 : caractéristiques de l'opération

- nombre d'appuis communs déposés : 7
- nombre d'appuis Orange déposés : 1
- nombre de branchements cuivre dans le périmètre de l'opération : 5
- nombre de branchements FTTH dans le périmètre de l'opération : 0
- longueur de génie-civil sur domaine public : 287

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_9-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

Dans le cadre des lois et règlements en vigueur, notamment l'article L2224-35 du CGCT, Orange apportera une aide financière proportionnelle au nombre d'appuis communs déposés.

Tous travaux supplémentaires à ceux projetés, et demandés par la Collectivité seront à la charge de celle-ci.

6.2 Financement
La présente convention est établie sur le modèle financier négocié entre l'AMF (Association des Maires de France) la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régie) et Orange et prend en compte l'arrêté « terrassement » du 8 juillet 2009.

6.2.1 répartition des prestations :

Travaux de génie-civil :
- Fourniture de documentation, validation projet et réception travaux : charge à Orange
- Études de réalisation : charge à la Collectivité Locale
- Matériel relatif aux Installations de communications électroniques : charge à la Collectivité Locale
- Pose des Installations de communications électroniques : charge à la Collectivité Locale

Travaux de câblage :
- Études et réalisation : charge à la Collectivité Locale
- Matériel de câblage : charge à Orange
- Mise à jour documentation : charge à Orange

6.2.2 répartition financière :

Travaux de génie-civil :
- Afin de faciliter la gestion des remboursements, le matériel de génie-civil (tuyaux et chambres) sera ramené à un coût forfaitaire moyen de 3,50€ /ml de la longueur de génie-civil réalisée sur domaine public (à l'exclusion des parties privatives). Ce forfait intègre la compensation aux frais de TVA financés par la Collectivité.

Travaux de câblage :
- Les études et réalisations du câblage sont prises en charge par Orange au prix forfaitaire de 181,50€ / branchement cuivre en service et 375€ / branchement FTTH auxquels s'ajoutent la fourniture par Orange du matériel de câblage. Ces forfaits intègrent la compensation aux frais de TVA financés par la Collectivité.

Nota : Compte-tenu des prestations de fourniture d'esquisse génie-civil par la CL ou son représentant, Orange ne procèdera pas à la facturation des prestations fourniture de documentation, validation projet et réception travaux.

La participation d'Orange s'élèvera donc à = (3,50 € x longueur de génie-civil sur domaine public) + (181,50€ x nombre de branchements cuivre) + (375€ x nombre de branchements FTTH)

6.3 : règlement
Après réception des équipements de communications électroniques, la collectivité émettra un titre exécutoire à l'issue de l'opération pour un montant global de 1912.00 € Net.
Cette participation financière n'est pas assujettie à TVA.

À l'adresse suivante :

ORANGE
CSPCF
TSA 28106
76721 ROUEN CEDEX

Nota : Ce titre exécutoire ne pourra être adressé qu'à l'issue de la réalisation des différentes opérations, leurs conformités et la fourniture des certificats de récupération des matériels démontés conformément au protocole d'accord signé en préalable des travaux et à l'article 3.5.

6.4 : redevance d'occupation du domaine public
Orange, propriétaire des Installations en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

Article 7 : Responsabilité

7.1 : dommages causés entre les signataires de la présente convention
Les dommages causés aux équipements de communications électroniques existants d'Orange lors de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Collectivité, sont de la responsabilité de celle-ci, ainsi que les conséquences qui en résultent, y compris en cas d'accident corporel.

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_9-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

7.2 : dommages causés par les tiers
Lors de dommages causés par un tiers (y compris par un autre Opérateur) aux équipements de communications électroniques objet de la présente convention, le propriétaire fera son affaire des actions à intenter contre ledit tiers.

7.3 : dommages causés aux tiers
Les dommages causés aux tiers (y compris à un autre Opérateur), lors de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Collectivité sont de la responsabilité de celle-ci, ainsi que les conséquences qui en résultent, y compris en cas d'accident corporel.

7.4 : dommages causés aux clients
Les dommages causés aux clients d'Orange, lors de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Collectivité sont de la responsabilité de celle-ci, ainsi que les conséquences qui en résultent, y compris en cas d'accident corporel.

7.5 : dommages d'origine atmosphérique
Pour les dommages résultant de phénomènes atmosphériques exceptionnels ou relevant de cas de force majeure, Orange en assume les conséquences pour ses équipements de communications électroniques.

La Collectivité assure la remise en état de l'ouvrage souterrain commun, objet de la présente convention.

7.6 : travaux
Pour les travaux, chaque maître d'ouvrage assure les dommages subis par ses biens et déclare être titulaire d'une assurance responsabilité civile couvrant les dommages aux tiers. Chacun reste responsable des malfaçons générées par l'a réalisation des équipements de communications électroniques qu'il construit.

Article 8 : Contestation

A défaut de règlement amiable, tout litige qui pourrait provenir du manquement par l'une quelconque des parties aux obligations qui lui incombent selon la présente convention, ou bien de l'interprétation ou de l'exécution de cette même convention, sera soumis par la partie la plus diligentée devant la juridiction compétente.

Article 9 : Changement de statut

En cas de changement de statut juridique de l'une des parties à la présente convention, la présente convention sera transférée de plein droit à la nouvelle entité juridique, sous réserve de l'accord écrit et préalable de l'autre partie.

Article 10 : Durée de la convention

La Collectivité dispose d'un délai de 3 mois pour signer et retourner la présente convention à compter de la date de signature par Orange.

La présente convention sera résiliée de plein droit si les travaux n'ont pas commencé dans les 9 mois après la date de signature de la convention par la Collectivité.

Article 11 : Résiliation

Toute demande de résiliation de la présente convention par l'une des deux parties, doit être adressée, par lettre recommandée, trois mois au moins avant la date souhaitée.

Le non-respect de la présente convention et de ses annexes, deux mois après une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, entraîne la résiliation de la présente convention.

Article 12 : Modification de la convention

Toutes adaptations ou modifications de la présente convention s'effectueront par voie d'avenant.

Article 13 : Confidentialité

La Collectivité s'engage à ne pas communiquer et/ou divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission d'exécution du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026

La Collectivité s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part à prendre de manière générale toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article. A l'issue de la présente convention pour quelque motif que ce soit, les parties s'engagent à se restituer ou à détruire l'ensemble des informations, documents et données visés ci-dessus

Article 14 : Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tout acte,

- La Collectivité fait élection de domicile à sa Mairie ou son siège,
- Orange fait élection de domicile au 7 Rue Joliet 21080 DIJON.

Fait en deux exemplaires comprenant chacun 6 pages, sans renvoi ni mot nul.

Dijon, le Vendredi 18 septembre 2026

Pour Orange
PO Marie-Cécile LAJOIE
Directrice Régionale Infrastructures Est

Signé par **Colin BESSIÈRES** le 18/09/2026 12:35



FREYMING MERLEBACH, le

Pour la Collectivité
M. Marc FRIEDRICH
Maire de la commune

Accusé de réception en préfecture
057-215702408-20261019-20261019_9-DE
Date de télétransmission : 23/10/2026
Date de réception préfecture : 23/10/2026